

Le Monde

Le Monde des livres
Cent ans d'olympisme
Un cahier de 8 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15011 - 7 F

VENDREDI 19 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BRUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Corruption : le maire de Cannes a été placé en garde à vue

LE MAIRE (UDF-PR) de Cannes, Michel Moullot, vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, se trouvait en garde à vue à Nice, jeudi matin 18 juillet, après son interpellation, la veille, sur commission rogatoire du juge de Grasse Jean-Pierre Murciano. M. Moullot est soupçonné de « corruption passive », au terme d'une procédure digne d'un roman policier, supervisée par le ministre de l'Intérieur en personne, Jean-Louis Debré. Alertés par le gérant d'un casino cannois, à qui M. Moullot avait imposé le versement de 3 millions de francs contre une autorisation d'exploiter des machines à sous, les policiers ont surpris, mercredi à Cannes, l'émissaire du maire de Cannes au moment où s'effectuait la remise des fonds.

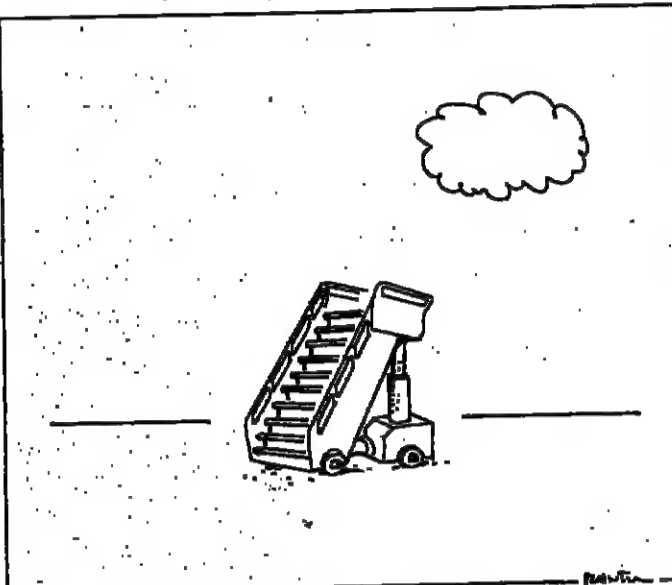
Lire page 9

Washington enquête sur l'explosion en vol du Boeing 747 New York - Paris de la TWA

Aucun survivant n'a été retrouvé parmi les 229 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil

UN AVION de la compagnie TWA à destination de Paris a explosé en vol, mercredi 17 juillet, peu après son décollage de New York, avec 229 personnes à bord, 212 passagers et 17 membres d'équipage. Sept heures après la catastrophe, les sauveteurs n'avaient retrouvé aucun survivant.

Les contrôleurs aériens de l'aéroport John-Fitzgerald Kennedy ont perdu le contact avec le Boeing 747 à 20 h 45 locales (2 h 45 heure de Paris). L'appareil s'est abîmé en mer au large de Long Island, à 110 kilomètres de New York. Les autorités de l'aviation civile américaine assuraient jeudi n'avoir aucune information sur un éventuel message de détresse lancé par l'équipage. Les témoins de la catastrophe assurent avoir vu une « boule de feu » dans le ciel après avoir entendu une forte explosion. L'un d'entre eux a parlé d'une « boule de feu rouge » suivie d'une fumée noire, un autre a aperçu « deux éclairs dans le ciel ».



Les autorités américaines et les responsables de la TWA affirment n'avoir reçu récemment aucune menace particulière. Ils se gardent d'évoquer l'hypothèse d'un acte terroriste, à 48 heures de l'ouverture des Jeux olympiques d'Atlanta. Le porte-parole de l'aviation

civile américaine a refusé de « spéculer » sur les causes de la catastrophe.

L'appareil était un modèle B747-100, livré en 1971, équipé de quatre réacteurs Pratt and Whitney, d'une capacité de 366 sièges. Son équipage était, selon le porte-parole de la TWA, « très expérimenté ». L'âge moyen de la flotte de cette compagnie est de dix-huit ans. Le Boeing disparu effectuait le vol 800 New-York-Paris. Il y a encore quelques mois, cette liaison se prolongeait jusqu'à Tel-Aviv. Un autre vol TWA était prévu à 21 h 40 pour relier New York à Tel-Aviv.

Il s'agit de l'accident le plus meurtrier de l'histoire de l'aviation civile américaine après celui du DC 10 d'American Airlines qui s'était écrasé le 25 mai 1979 après son décollage de l'aéroport international de Chicago, faisant 275 morts. On ignorait, jeudi en fin de matinée, les nationalités des passagers.

Lire page 24



Une métropole révélée par les J.O.

C'EST DANS LA CITÉ où le Coca-Cola a été inventé que se tiendront les Jeux du centenaire de l'olympisme moderne. Atlanta, dont la notoriété restait marquée par la défaite des Sudistes et la discrimination envers les Noirs, révèle donc son autre visage. Celui d'une métropole brutale, soucieuse du profit, démenageuse d'informations et avide de gloire médiatique.

Lire notre cahier de 8 pages

M. Nétanyahou en Egypte

Le premier ministre israélien tente de rassurer les pays arabes au cours de sa première visite en Egypte. p. 2

Une victoire du général Lebed

Igor Rodionov, proche du général Lebed, a été nommé ministre de la défense en Russie. p. 4

Gens de mer

François Mic, sauveur, a connu des échecs mais aussi quarante-trois victoires contre la mer. Cinquième volet de la série « Gens de mer », d'Annick Cojean. p. 10

Loi antiterroriste amputée

Le Conseil constitutionnel a annulé deux dispositions essentielles de la loi antiterroriste. p. 5

L'ordre en Corse

Au cours de sa visite dans l'île, Alain Juppé a appelé au rétablissement de la légalité. p. 5 et notre éditorial p. 12

La mort de Paul Touvier

L'ancien chef de la Milice de Lyon pendant l'Occupation est décédé à la prison de Fresnes. p. 8

L'armée mobilise les élus

Les élus les plus touchés par la restructuration des armées se mobilisent. p. 6 et 7

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 25 F ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 12 £ ; Grèce, 330 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2700 L ; Japon, 360 Y ; Norvège, 14 SKN ; Pays-Bas, 48 F ; Portugal, 200 Escudo ; Espagne, 160 PTA ; Suède, 200 Krona ; Suisse, 200 Franc ; Turquie, 1 Lira ; USA, 97¢ ; 2 F ; USA (international), 250 F.

M 0147-0719-7.00 F



Le divorce entre Lady Di et ses œuvres de charité

LONDRES

de notre envoyée spéciale

La princesse de Galles manquera aux Britanniques. Elle vient de leur rappeler qu'elle n'était pas seulement la femme la plus photographiée du monde, mais aussi l'une des plus utiles. Celle qui redeviendra bientôt Lady Diana Spencer lorsque son divorce avec le prince Charles sera prononcé, le 28 août, a adressé, lundi 15 juillet, une lettre de démission à une centaine d'œuvres de charité qui bénéficiaient de son patronage. « Comme je chercherai à réorganiser ma vie, il ne me sera plus possible de vous garantir le degré d'engagement que vous m'avez », écrit la princesse « avec grande tristesse ». « Je pense, ajoute-t-elle, qu'un autre membre de la famille royale serait désormais mieux à même de vous aider dans votre tâche immense ».

Les conséquences financières de cette décision seront désastreuses pour les organisations concernées. La perte du patronage de la princesse occasionnerait un manque à gagner cumulé de 5 millions de livres sterling

(40 millions de francs) pour des associations aussi diverses que Help the Aged (aide aux personnes âgées), l'hôpital orthopédique du Middlesex, la Fondation des aveugles de Nouvelle-Zélande, ou encore - à ironie - l'association Relate, spécialisée dans le conseil conjugal.

Les plus importantes, celles qui peuvent organiser des bals ou des grandes campagnes de collectes de fonds auxquelles la princesse prêtait son concours, seront les plus touchées. Lord Jeffrey Archer, écrivain à succès et grand ami de Diana, a pu constater, quand il dirigeait la Croix-Rouge britannique, l'immense amour qu'elle représentait. Au début des années 80, la Croix-Rouge pouvait rassembler 30 à 40 millions de livres par an ; avec la princesse, les contributions ont atteint 95 millions de livres.

A l'avenir, Diana concentrera ses efforts sur six « charités » qui lui sont particulièrement chères : Centrepoin (aide aux sans-abri), le National Aids Trust (lutte contre le sida), la Royal Marsden Hospital de Londres (recherche sur le cancer), l'English National

Ballet, le Great Ormond Street Hospital (hôpital des enfants malades de Londres) et la Leprosy Mission (aide aux lépreux), proche de Mère Teresa.

Pendant quinze ans, l'épouse du prince de Galles a joué sans faille le jeu des inaugurations, des visites aux malades, des concerts à but humanitaire. Elle se conformait aux traditions de la famille royale. La princesse Anne a développé avec un grand professionnalisme l'association Save the Children qu'elle préside. Quant au prince Charles, il est, selon le mensuel Majesty, « le ramasseur de fonds le plus doué que la famille royale ait jamais produit ».

Avec le coup d'éclat de Lady Diana, le public prend conscience de l'importance de ce travail caritatif qui occupe une si grande part de la vie des « Royals ». « C'est peut-être, écrit le rédacteur en chef de Majesty, Nigel Evans, la plus grande contribution des Windsor à la vie nationale. Et celle qui est la moins reconnue ».

Sophie Gherardi

Lire page 11

Les questions de l'Espagne sur sa guerre civile

SUR UN MUR de l'immeuble de l'état-major de Meilla, possession espagnole en terres marocaines, une seule plaque commémore l'événement. C'est là en effet, avec un jour d'avance, le 17 juillet 1936 - il y a tout juste soixante ans - qu'a débuté, selon l'inscription, « le glorieux mouvement mis en œuvre par les troupes de cette circonscription au cri de « Viva Espana ! ». « Le glorieux mouvement » en question, c'était le soulèvement de l'armée contre le gouvernement légitime de la République espagnole, le point de départ d'une guerre civile qui devait jeter, trente-trois mois durant, une partie du pays contre l'autre.

Le coup d'Etat de Franco - le « pronunciamiento » - était prévu pour le 18 juillet, à 5 heures du matin. La trahison d'un chef local de la phalange devait contraindre les officiers séditions à proclamer, plus tôt que prévu, l'état de siège au nom du général Franco, commandant en chef des armées du Maroc, qui se trouvait alors aux Canaries. Tous les bâtiments publics et l'aéroport furent occupés, et les garnisons du Maroc (50 000 hommes environ) se joignirent immédiatement au coup de force. La loi martiale fut décrétée aux Canaries, et Franco lança son manifeste avec un quart d'heure de retard sur l'heure fixée. Au nom de la fraternité, de la liberté et de l'égalité « à restaurer dans cet ordre de priorité », pour Dieu et pour l'Espagne, le Caudillo en puissance se proposait d'abolir pour toujours les causes de notre décadence : la lutte des partis politiques, la maçonnerie et le communisme, comme il l'écrivit plus tard.

Le soulèvement s'est rapidement étendu à toute l'Espagne. Chaque caserne, chaque région militaire choisissait son camp, entre la légalité et l'ordre nouveau, partageant le pays en deux et traçant les contours d'une tragédie à travers laquelle « les querelles accumulées depuis des générations allaient trouver un exutoire », comme l'explique l'historien Hugh Thomas dans l'un des meilleurs ouvrages consacrés à cette période.

Soixante ans après, ce conflit sans pareil soulève encore, dans une Espagne devenue démocratique et européenne, de nombreuses questions.

Michel Bôle-Richard

Lire la suite page 12

La main gauche du pianiste

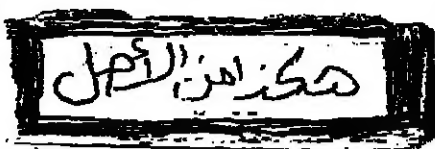


HORACE SILVER

IL A LA MAIN gauche bondissante, la main droite recroquevillée. Horace Silver, soixante-huit ans, pianiste de jazz noir américain originaire du Connecticut, est de retour. Avec Art Blakey, il avait inventé les Jazz Messengers et reste le pianiste le plus représentatif du mouvement hard bop. Il se produit au Hot Brass du parc de La Villette après les festivals de Montreux, La Haye et Copenhague.

Lire page 20

International	2	Aujourd'hui	17
France	5	Agenda	19
Société	5	Abonnements	19
Carrel	5	Météorologie	19
Horizon	10	Mors croisés	19
Estampes	13	Culture	20
Finances	15	Radio-Télévision	23



PROCHE-ORIENT Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, est arrivé au Caire, jeudi 18 juillet en fin de matinée, pour sa première visite dans une capitale

arabe depuis son élection le 29 mai. ● LE DISCOURS tenu jusqu'à présent par M. Nétanyahou, tant pour ce qui concerne les négociations avec les Palestiniens qu'à propos de l'avenir

de Jérusalem-Est et du plateau syrien du Golan occupé en 1967, inquiète au plus haut point les pays arabes. ● LE PRÉSIDENT égyptien Hosni Moubarak, fort de la

« confiance » que ses pairs arabes ont placée en lui lors du sommet du Caire le 22 juin, n'entend pas mâcher ses mots devant son interlocuteur israélien. M. Nétanyahou est

d'ores et déjà exposé au risque de voir un brusque coup d'arrêt donné au début de normalisation que certains Etats arabes avaient engagé avec l'Etat juif.

Le premier ministre israélien tente d'amadouer le président égyptien

Benjamin Nétanyahou effectue au Caire, jeudi 18 juillet, sa première visite dans une capitale arabe depuis son élection le 29 mai, pour convaincre Hosni Moubarak qu'il a le désir de sauver le processus de paix

AMMAN
de notre correspondant
au Proche-Orient

« Nétanyahou, nous ne le voulons pas au Caire. » En manchette rouge et en hébreu, pour que le message soit bien compris par son destinataire, le journal égyptien *El Destour* donne le ton de la presse du Caire, pour le premier voyage, jeudi 18 juillet, dans un pays arabe et en Egypte, du nouveau premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Si le gouvernement du président Hosni Moubarak est prudent, il a laissé depuis plusieurs jours la presse se déchaîner, dominant ainsi l'occasion aux éditeurs et caricaturistes de traduire en termes sévères un sentiment largement partagé dans le monde arabe.

C'est que depuis le ferme et clair avertissement adressé à M. Nétanyahou par les chefs d'Etat arabes réunis au Caire le 22 juin, le voyage très attendu du premier ministre israélien à Washington n'a fait que renforcer l'inquiétude des dirigeants et exaspérer les populations. Le spectacle du président américain, Bill Clinton, paraissant apaisé devant l'intransigeance affichée par M. Nétanyahou, tout comme l'ovation qui a accueilli au Congrès le numéro un israélien, ont achevé de convaincre les Arabes que le processus de paix était, cette fois, bien menacé.

Cette inquiétude partagée a eu

au moins le mérite de resserrer les rangs arabes et, à la veille de l'arrivée de M. Nétanyahou au Caire, les consultations se sont amplifiées pour tenter de trouver une stratégie commune. L'Egypte, qui a retrouvé son rôle de leader du monde arabe, en particulier comme parrain des Palestiniens, a été au centre de toutes les tractations. En trois jours, les dirigeants égyptiens se sont en effet entretenus avec le chef de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, les ministres des affaires étrangères des six monarchies du Golfe, de la Syrie, de la Jordanie et de la Russie - laquelle, avec les Etats-Unis, coparraine le processus de paix.

MENACES SUR LA NORMALISATION

Après ses entretiens au Caire, le premier ministre et ministre des affaires étrangères jordanien, Abdel Karim Kabariti, s'est rendu mardi à sa demande, à Tel-Aviv, pour le premier entretien d'un haut responsable arabe avec M. Nétanyahou. Décidé en coordination avec l'Egypte, souligne-t-on de source jordanienne, ce voyage surprise a eu notamment pour but de demander à M. Nétanyahou de renoncer, lors de ses visites au Caire et à Amman - où il est attendu le 25 juillet - à sa rhétorique habituelle des trois « non » - « non » à la négociation sur Jérusalem, à un Etat palestinien, et au retrait du Golan syrien - et à son

POUR LE PROCESSUS DE PAIX
VOUS POURREZ TOUJOURS
CONTACTER SHIMON PERES...



projet d'étendre les colonies de peuplement en Cisjordanie et Gaza.

Un tel discours est inacceptable dans une capitale arabe et ne ferait qu'exacerber les tensions. Toutefois, si M. Nétanyahou ne devait pas entendre raison, notamment lors de la conférence de presse commune qu'il doit tenir avec le président Moubarak, ce dernier, indique-t-on de source égyptienne, aurait l'intention de mettre publiquement les choses au point et de

ne pas observer la même réserve que le président Clinton.

Fort de la « confiance arabe », M. Moubarak expliquera très clairement à son hôte que sa vision de la paix, telle qu'il l'a exprimée jusqu'à maintenant, est inacceptable, parce qu'elle revient à vouloir « la paix en échange de l'occupation » et qu'elle est en totale contradiction avec les principes acceptés par Israël, lors de la conférence de Madrid, qui a lancé le processus de paix en novembre 1991. Sans pro-

fer de menaces qui pourraient ternir les relations égypto-américaines, le président Moubarak soulignera aussi à son interlocuteur que la coopération régionale n'est possible que dans un climat d'apaisement.

Cet argument n'est pas anodin, puisque le Caire doit accueillir à l'automne le troisième sommet économique des pays du Proche-Orient. La préparation de cette rencontre continue, mais on affirme au Caire qu'il n'y aura pas lieu de discuter coopération économique si l'atmosphère est à la violence.

Les premiers signes d'une remise en cause de la timide normalisation entreprise par certains Etats arabes avec Israël sont là. Le Qatar a affirmé qu'il n'envisageait pas pour le moment d'ouvrir, comme cela était prévu, une représentation commerciale en Israël. « Le Qatar soutient le processus de paix et souhaite qu'Israël revise son attitude », a déclaré le ministre des affaires étrangères, Cheikh Hamad ben Jassem. « C'est dans son intérêt, sinon le Qatar prendra les mesures nécessaires pour faire face à la situation », a-t-il ajouté.

Réunis à Mascate (sultanat d'Oman, qui abrite une représentation israélienne), les ministres des affaires étrangères des six monarchies du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats Arabes Unis et Oman) et ceux

d'Egypte et de Syrie, ont récemment affirmé que « l'insistance du gouvernement israélien à adopter de telles positions (refus de discuter de Jérusalem, de se retirer du Golan et volonté d'étendre les colonies) met en péril le processus de paix et pousse l'ensemble des pays arabes à réviser leur normalisation avec l'Etat juif ».

Seul pays arabe à avoir réservé un accueil favorable à l'élection de M. Nétanyahou, la Jordanie elle-même commence à s'inquiéter des déclarations d'Israël, « qui ne sont pas satisfaisantes ». Mais, dit-on à Amman, « le temps des jugements définitifs n'est pas encore venu et nous voulons voir quelle est la meilleure façon de traiter avec lui, puisque de toute façon il est là pour quatre ans ». La Jordanie a d'ores et déjà demandé « des gestes » au premier ministre israélien, notamment pour ce qui concerne les Palestiniens, et elle entend bien faire jouer ses bonnes relations avec Israël, pour tenter d'avoir un rôle dans le processus de paix.

Après l'échec décevant de Washington, ce premier voyage de M. Nétanyahou dans un pays arabe est donc attendu comme un nouveau test, pour juger de sa capacité à faire évoluer de façon réaliste un processus de paix qui n'a jamais semblé aussi menacé depuis sa mise en route.

Françoise Chépoux

M. Nétanyahou veut retrouver un intermédiaire privilégié

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Rassurer, expliquer, convaincre. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, devra employer tous ses talents de communicateur pour annoncer au monde arabe ses intentions, lors de sa première rencontre avec le président égyptien, Hosni Moubarak, jeudi 18 juillet au Caire. « Je vous le répète une fois de plus, nous allons approfondir les relations avec l'Autorité palestinienne; soyez patients, cela en vaut la peine », répétait-il

encore mardi soir à Jérusalem, après son entretien surprise avec le premier ministre jordanien, Abdel Karim Kabariti. En Egypte, M. Nétanyahou présentera sa propre « interprétation » des accords signés avec les Palestiniens par le gouvernement travailliste, qu'il a promis de respecter, mais pas sur la base du principe « la paix en échange de territoires ».

Le chef du Likoud veut faire aussi bien que ses prédécesseurs et retrouver en M. Moubarak l'intermédiaire privilégié entre Israël

et les autres pays arabes. Mais l'atmosphère du côté arabe est loin d'être détendue. Dans le rôle délicat de ce que l'on pourrait qualifier d'« intermédiaire de l'intermédiaire », le premier ministre jordanien a déclaré, après sa visite imprévue à Tel-Aviv mardi, qu'il avait confiance en la « sincérité » de M. Nétanyahou. Il est vrai que le roi Hussein de Jordanie est plus indulgent que le président Moubarak envers le premier ministre israélien.

Les relations entre les deux premiers signataires de la paix - le traité de paix israélo-égyptien remonte à 1979 - ne sont pas des meilleures. Les nouveaux dirigeants d'Israël ont accusé le président égyptien de créer un climat de méfiance dans le reste du monde arabe, surtout depuis le sommet arabe du Caire le 22 juin. Le ministre des affaires étrangères, David Lévy, s'est dit inquiet de l'achat de missiles Scud par son voisin à la Corée du Nord. Mais mieux vaut compter l'Egypte parmi ses alliés, surtout en période d'incertitude: M. Nétanyahou pourrait donc bien proposer à M. Moubarak un rôle encore plus important, de partenaire privilégié. Il n'en va pas de même pour le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. M. Lévy a annoncé mercredi que ce serait lui qui rencontrerait le dirigeant palestinien « dans quelques jours ».

Auparavant, le premier ministre israélien devra préciser les nouvelles bases de ses relations avec les Palestiniens et formuler sa position sur trois sujets principaux: le « redéploiement » de l'armée israélienne à Hébron, en Cisjordanie - redéploiement qui aurait dû intervenir en mars, qui a ensuite été reporté à juin, et qui n'a toujours pas eu lieu - la reprise des contacts avec l'Autorité palestinienne, et les négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. Mais, selon la presse, M. Nétanyahou a posé une série de conditions préalables, et, d'abord, la fermeture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, et plus particulièrement la Maison d'Orient, siège officiel de l'Olp.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'en est tenu à des déclarations. Il a annoncé mercredi son intention de lever partiellement le

bouclage imposé à la bande de Gaza et à la Cisjordanie depuis le 25 février, après la vague d'attentats anti-israéliens. Mais il n'a indiqué ni quand ni selon quelles modalités il allègerait ce dispositif. Le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, a « édulcoré » ces derniers jours la question du « redéploiement » à Hébron, qui, de toute évidence, ne se fera pas selon les plans travaillistes. Mais, pour l'instant, rien ne bouge.

Les colons, de leur côté, ont repris du poil de la bête. Le Conseil des implantations de « Judée et Samarie » estime que, dans un délai de quatre ans, le nombre des colons pourrait passer de 120 000 actuellement à plus de 300 000, grâce à la construction de huit nouvelles colonies de peuplement. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que Khaled Salam, l'un des adjoints de M. Arafat, qui s'est entretenu mardi avec Dore Gold, le principal conseiller de M. Nétanyahou pour ce qui concerne le processus de paix, ait qualifié l'entretien de « non positif ».

BALLOON D'ESSAI AU LIBAN SUD

La Syrie sera l'autre grand volet de la rencontre Nétanyahou-Moubarak. Le nouveau premier ministre s'est déclaré disposé à rencontrer le président syrien, Hafez El Assad, mais il a réaffirmé qu'il ne restituerait pas le Golan occupé en 1967. La diplomatie israélienne a néanmoins lancé un ballon d'essai en parlant de la possibilité de se retirer de la « zone de sécurité » créée par l'Etat juif au Liban sud, si la milice chiite du Hezbollah cesse ses attaques contre les troupes israéliennes qui occupent cette zone et les villes du nord de la Galilée.

Faute de résoudre tous ces problèmes en quelques heures, la rencontre du Caire sera au moins « une première prise de contact », a déclaré mercredi Michael Soltz, le porte-parole de M. Nétanyahou, dont une visite initiale prévue aux Pyramides a été supprimée, en principe pour des raisons de sécurité. Le premier ministre pourra toutefois déposer une gerbe de fleurs sur la tombe d'Anouar El Sadate et se souvenir, peut-être, que c'est avec un premier ministre du Likoud, Menahem Begin, que ce dernier signa la paix en 1979. (Interim.)

Auspices contradictoires pour la visite de M. de Charette dans l'Etat hébreu

LORSQUE Benjamin Nétanyahou prit ses fonctions de premier ministre d'Israël début juin, le président Jacques Chirac lui avait suggéré, par téléphone, de faire un crochet par Paris à l'aller ou au retour de sa visite aux Etats-Unis. M. Nétanyahou, a-t-on appris de source diplomatique, a préféré s'abstenir, au profit d'une visite en bonne et due forme en France, à une date encore à fixer.

En attendant un contact direct entre les deux présidents, qui devrait se faire à l'occasion du voyage que le chef de l'Etat français devrait effectuer à l'automne au Proche-Orient, c'est le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette qui, en un temps record, du 22 au 24 juillet, devra, lors d'une tournée dans la région, faire la connaissance des nouveaux dirigeants d'Israël. M. de Charette, a annoncé mercredi 17 juillet le Quai d'Orsay, ira en Syrie, au Liban, en Egypte, en Jordanie, en Israël et à Gaza. Sa visite à l'Etat juif se présente sous des auspices contradictoires.

D'une part, la France, comme toutes les parties concernées par la mise sur pied du Groupe de surveillance de la trêve au Liban sud, a tout lieu de se féliciter du fait que le nouveau gouvernement israélien a souscrit aux engagements pris à ce sujet par le cabinet travailliste. Ce n'était pas chose acquise, le Likoud s'étant opposé en son temps à l'accord qui a mis fin, le 27 avril, à l'opération « Raisins de la colère » au Liban. Ledit groupe de surveillance (Etats-Unis, France, Liban et Israël), doit tenir sa première réunion le 25 juillet dans la ville libanaise de Naqoura, quartier général de la Force intermédiaire de l'ONU pour le Liban.

Mais la visite de M. de Charette, qui sera la première d'un chef de la diplomatie européenne en Israël depuis l'élection de M. Nétanyahou, risque de poser un problème: depuis le début du processus de paix, et notamment depuis les accords israélo-palestiniens de septembre 1993, les chefs de la diplomatie européenne se rendent, à l'occasion de chacun de leurs séjours officiels en Israël, à la Maison d'Orient, siège officiel de l'Olp à Jérusalem est. Sous les gouvernements travaillistes d'Itzhak Rabin

puis Shimon Pérès, les autorités israéliennes protestèrent, mais du bout des lèvres, contre de telles visites - Jérusalem - réunifiée - étant considérée par l'Etat juif comme la capitale « indivisible et éternelle », alors que, pour la communauté internationale, la partie orientale de la ville est incluse dans les territoires occupés en 1967. Aussi la question est-elle posée de savoir si le chef de la diplomatie française se rendra à la Maison d'Orient où, pratiquement dès son entrée en fonctions, M. Nétanyahou a interdit toute visite d'officiels étrangers, et dont il envisage la fermeture.

Interrogé à ce sujet lundi à Bruxelles, M. de Charette s'est borné à dire qu'à son avis « l'important est d'aller à la rencontre des uns et des autres, de parler avec tous ». Quant à ce qu'il fera, a ajouté le ministre, je suis libre de mes mouvements. Ceux-ci sont guidés par les principes qui ont toujours été les nôtres et sur lesquels nous n'avons pas l'intention de changer notre propre règle ».

Il reste à vérifier aussi quel accueil réservera M. Nétanyahou aux ambitions de la France de jouer un rôle au Proche-Orient. Contrairement à son prédécesseur M. Pérès, M. Nétanyahou n'a pas d'affinités européennes particulières. Le Likoud n'a jamais voulu, non plus, accorder à l'Europe une place dans le processus de paix. Ainsi l'ex-premier ministre Itzhak Shamir s'était-il employé avec succès à faire en sorte que les Européens n'aient qu'un strapontin à la conférence de Madrid qui, en octobre 1991, avait lancé ce processus.

Mouna Naïm

L'armée israélienne a exhumé, mercredi 17 juillet, des dizaines de corps de combattants membres d'organisations hostiles à l'Etat juif, notamment du Hezbollah libanais, en vue d'un échange contre les restes de deux soldats israéliens, Rahamin Alsheikh et Yossef Fink, tués au Liban sud en 1986. Israël devrait aussi libérer des Libanais qu'il détient dans le cadre de cet échange, qui doit être effectué par l'entremise de l'Allemagne. Initialement annoncé pour mercredi, il a été différé de quelques heures. (AFP)

LES MASTERS ESG

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION • ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ETAT

12 formations de 3^e cycle en alternance, Ecole-entreprise
cartes maîtresses professionnelles pour les titulaires
de diplômes Bac+4 et plus : Ingénieurs, Médecins, etc.
Ces formations peuvent être financées et rémunérées

FINANCES ET MARCHES DES CAPITAUX	ASSURANCES ET GESTION DES PATRIMOIRES
AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION	GESTION DES ENTREPRISES
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES ET MANAGEMENT
MARKETING ET PUBLICITÉ	EUROPEAN MASTER
MANAGEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS	IN BUSINESS ADMINISTRATION (EMBA)
COMMERCE INTERNATIONAL	AMERICAN MASTER
CREATION, REPERE ET GESTION DES PME	IN BUSINESS ADMINISTRATION (AMBA)

2 SESSIONS AU CHOIX :
OCTOBRE OU FEVRIER

Renseignements et inscriptions à l'ESG:
25, RUE ST-ANDRE • 75011 PARIS • TEL: 43 55 44 44

« Il faut en finir avec les coups de force » en Afrique, déclare M. Chirac à Brazzaville

Paris craint que l'élection présidentielle de 1997 ne provoque de nouvelles violences

Après avoir exposé la veille, à Francville, les fondements économiques de son « afro-optisme », Jacques Chirac a prononcé le 17 juillet,

à Brazzaville, un discours plus politique. Le président français a insisté sur le fait que « l'élection tend désormais à devenir un mode normal

de dévolution du pouvoir en Afrique ». De son côté, le Club de Paris a accordé au Congo une importante remise de dette.

BRAZZAVILLE

de nos envoyés spéciaux
Toujours sur ses gardes, Brazzaville la tumultueuse a su oublier, mercredi 17 juillet, ses querelles intestines pour se souvenir qu'elle fut en son temps la capitale de la France libre et réserver à « Jacques », considéré ici comme le descendant spirituel du général de Gaulle, un accueil beaucoup plus chaleureux et spontané que celui qu'il avait reçu au Gabon voisin.

Plus tribalisée que jamais, la capitale congolaise, qui devait visiter jeudi le président français, ne s'est pas vraiment remise des troubles ethniques qui, en 1993-1994, avaient officiellement coûté la vie à environ deux mille personnes. C'est dans cette ville, qui a payé cher le passage « d'une démocratie conflictuelle, où celui qui gagnait gagnait tout, à une démocratie consensuelle », selon l'expression du président congolais Pascal Lissouba, et devant les deux Chambres du Parlement, que M. Chirac a choisi d'exprimer ses vues sur le devenir politique de l'Afrique après avoir évoqué, la veille, à Francville, ses perspectives économiques. Avec le souci de « ne pas lui donner de leçon de démocratie » mais de lui inspirer un « désir de démocratie ».

L'exercice a ainsi consisté à recadrer le discours-programme de la Baule de juin 1990. François Mitterrand y avait laissé entendre que désormais la France apporte-

rait plus volontiers son aide aux Etats qui feraient un effort pour changer de mœurs politiques. Cette exigence, a constaté M. Chirac, « a conduit certains pays à se parer d'un masque », à bâtir une « démocratie de façade ». D'où la nécessité, à ses yeux, de repenser aujourd'hui les choses « dans un esprit de tolérance et d'humilité ».

UN OBSERVATOIRE

Cette clarification n'a pas empêché le président français de déclarer qu'« un pays qui s'exclut du processus de démocratisation laisse la communauté internationale » et « risque de voir se tarir l'assistance extérieure » et de sauver « les Africains qui font mentir les vœux clichés : l'Afrique violente, l'Afrique

des féodalités et des prébendes, l'Afrique des fractures ethniques ».

Constatant que « l'élection tend désormais à devenir un mode normal de dévolution du pouvoir en Afrique », M. Chirac s'est félicité de « l'attitude de ceux qui, prenant acte du verdict des urnes, ont su se retirer dans la paix et dans la dignité ». Il a suggéré à cet égard la création, dans le cadre de « la grande famille francophone », d'un « observatoire de la démocratie, d'un d'analyse, de proposition et de formation de cadres et de dirigeants ».

« Il faut en finir avec les coups de force ou d'Etat », a conclu le président français, les putschs, les junte, les pronunciamientos et toutes les manifestations violentes ». A ses yeux, « ces événe-

ments d'un autre âge sont pour chacun de nous une humiliation ».

Ces fermes propos visent aussi bien des pays comme la Guinée, la République centrafricaine ou le Niger, dans lesquels l'armée a récemment montré combien elle était peu disposée à se plier au nouveau cours des choses, que des pays comme le Gabon ou le Congo, dans lesquels la démocratie a beaucoup de mal à s'enraciner.

NINJAS ET COBRAS

« Nous n'avons pas réfléchi à la démocratie, vient de déclarer au Point M. Lissouba. Nous nous sommes jetés à l'eau. » Y aurait-il donc aujourd'hui, notamment du côté de Brazzaville, un risque d'hydrocution démocratique ?

Les autorités françaises craignent en tout cas que l'élection présidentielle de 1997 provoque une nouvelle flambée de violences dans la capitale congolaise et que les milices des principales formations politiques - Ninjas, Cobras et autres Zoulous -, qui demeurent sur le pied de guerre, ne reprennent alors du service. Les responsables locaux ont entrepris de réintégrer ces « hors-la-loi » dans les forces régulières de sécurité. Mais Paris, qui participe à leur formation préalable, s'inquiète des lenteurs de cette mise au pas.

Jacques de Barrin et Thierry Bréhier

Les deux tiers de la dette congolaise annulés

Au moment même où le président Chirac se trouvait à Brazzaville, le Congo a obtenu de la part de ses créanciers publics un important réaménagement de sa dette extérieure. Conformément aux « termes de Naples », qui prévoient l'effacement d'environ 67 % de la dette des pays les plus pauvres, le Club de Paris a entériné, le 17 juillet, l'annulation d'un montant comparable de la dette congolaise, qui se monte à 4,5 milliards de dollars (25 milliards de francs). La majeure partie (70 %) de ces créances sont détenues par la France. L'accord intervient un mois après la conclusion d'un accord plurilatéral passé avec le Fonds monétaire international (FMI). La veille, la France avait accordé au Gabon, où s'est également rendu M. Chirac, une annulation de 400 millions de francs de dette, en échange d'investissements pour les infrastructures routières et l'assainissement. Selon la Banque mondiale, le revenu annuel par habitant du Congo s'élevait en 1994 à 620 dollars, celui du Gabon, riche en pétrole, à 3 580 dollars.

Le gouvernement indien doit assurer l'équilibre des finances publiques et sortir l'économie du dirigisme

DEPUIS LES ÉLECTIONS indiennes d'avril-mai et lors de l'installation des nouveaux gouvernements - celui, avorté, des nationalistes hindous (Shakti Party) (BJP), puis celui de Deve Gowda, soutenu par la coalition Front uni, de centre gauche et gauche -, on s'est surtout préoccupé, à l'étranger, de l'avenir de l'ouverture - aux investissements étrangers et aux importations. C'est là en effet l'aspect le plus visible, hors de l'Inde, du « nouveau cours » économique introduit en 1991 par le chef du gouvernement du Parti du Congrès, Narasimha Rao, et par son ministre des finances, Manmohan Singh. Mais le défi est ailleurs : dans la nécessité d'assurer l'équilibre des finances publiques encore vacillantes et, parallèlement, de sortir l'économie, notamment l'agriculture, du modèle dirigiste dans lequel elle a fonctionné jusqu'à 1991. Le projet de budget 1996-1997, présenté vendredi 19 juillet au Parlement, devait montrer où s'engage M. Gowda.

Aucun parti important, même le BJP n'est en effet vraiment opposé à l'ouverture ; mais on trouve partout les mêmes réticences à ouvrir à l'étranger de nouveaux secteurs ou à recevoir des investissements extérieurs dans les industries de consommation. Ainsi, alors que la majorité des gouvernements locaux - y compris les marxistes du Bengale-Occidental, désormais associés au pouvoir à Delhi - font la queue aux investissements étrangers, certaines compagnies candidates ont pu se heurter à des blocages. Et les chefs d'entreprise indiens qui réclament la déréglementation ne sont parfois pas les moins inquiets à voir s'aggraver la concurrence.

Le Front uni s'est, en fait, placé dans la ligne de M. Rao : la réforme, mais lente, « au rythme de l'éléphant plus qu'à celui du tigre ». M. Gowda n'y a pas voulu par la contrainte extérieure. Si, en 1991, l'Union était menacée de banqueroute - ce qui obligeait le Congrès à se placer sous la tutelle du FMI -, elle a désormais retrouvé une marge d'action. C'est la logique de la situation qui a conduit au choix d'un ministre des finances réformateur, Palanisami Chidambaram, et de Manmohan Singh à l'Industrie.

M. Chidambaram devra, en priorité, réduire le déséquilibre des finances publiques, qui s'aggrave en

dépense d'une progression insistante des recettes fiscales en 1995-1996. L'urgence est acrobatique. L'ouverture a en effet réduit un des éléments de base des recettes : les taxes douanières ; l'impôt direct ne touche qu'une minorité d'urbains, et épargne les revenus agricoles. Parallèlement, si M. Rao a réduit la tutelle exercée sur l'économie, il n'a pas réussi à maîtriser les coûts administratifs hérités du raj britannique. L'au dernier encore, les dépenses de fonctionnement imprudentes ont augmenté trois fois plus que celles soutenant le développement. Bien que réduites, les subventions (pour l'eau, l'énergie, les engrais...) représentent encore près du dixième du budget.

L'Inde des Nehru avait réussi à assurer l'autosuffisance alimentaire et le revenu des paysans. Mais le système n'est plus tenable

Ce n'est qu'en taillant dans les investissements (- 19 % en 1995) que le Congrès a réussi à réduire le déficit. Mais le déséquilibre des finances publiques s'accroît sous l'effet d'autres facteurs. Ainsi la dette s'alourdit d'un exercice sur l'autre, par inertie : elle approche 70 % du PIB, le paiement des intérêts absorbe plus du quart du budget de l'Union, et sa croissance pousse à la hausse les taux d'intérêt. D'autre part, la médiocre situation des entreprises publiques, accablées de surentretiens - 80 % d'entre elles sont « dans le rouge » -, creuse le déficit public (à 10 % du PIB). Tant que leurs comptes ne seront pas rétablis, il est vain d'envisager une privatisation.

Le gouvernement est pris en tenaille. Sans doute, pour tenter de rattraper le retard des infrastructures qui freine le développement, peut-il faire appel au privé : c'est ce que tente M. Rao, qui, comme ses prédécesseurs, promet que, en ce domaine, des joint-ventures se-

raient automatiquement approuvées, et que le plaidoyer de participation étrangère pourrait être relevé. Les objectifs ambitieux annoncés, notamment en matière d'éducation, pourraient pousser à « ouvrir » davantage, pour récupérer des moyens. Mais l'autre versant, les économies, se révèle ardu. M. Chidambaram l'a vu, qui a soulevé un tollé en proposant, le 17 juin, de couper dans les subventions, de réduire les effectifs du secteur public et de plafonner les augmentations des traitements.

Nulle part contradictions et contraintes ne sont aussi fortes que dans l'agriculture, laquelle représente bien plus qu'un simple secteur de l'économie, car elle fait vivre, en tout ou partie, près de la moitié de la population et assure quelque 30 % du PIB. Ses performances ont contribué aussi à la croissance récente, même si celle-ci a été tirée d'abord par les services et l'industrie.

Par-delà la succession de vaches grasses et maigres - les dernières récoltes ont bénéficié de bonnes moussons -, les perspectives sont plutôt sombres. En gros, l'Inde agricole des Nehru avait réussi à assurer tant l'autosuffisance alimentaire que le revenu des paysans :

grâce à la « révolution verte » (par le développement de l'irrigation et l'utilisation massive d'engrais), mais aussi par un contrôle des prix, un système public de réserves et de distribution, et des subventions considérables. Mais l'effort d'investissement s'est assoupli et le système, affaibli, n'est plus tenable dans une économie plus internationale et moins réglementée.

L'impératif de production demeure, pour assurer la subsistance d'une population qui croît de 17 millions l'an. Pour améliorer encore les rendements, notamment dans les régions pauvres, l'Etat devrait « pousser » l'effort d'équipement (irrigation, communications) ; mais il est désarmé. L'impératif social subsiste aussi : comment mettre les produits alimentaires de base à la portée des 500 millions de pauvres des campagnes et des villes, et permettre la survie de millions de petits paysans ? Les pouvoirs publics peuvent mal se contenter de laisser jouer le marché, au risque de voir surgir la menace de pénuries. Et certains craignent déjà qu'on abandonne des cultures vivrières au profit de cultures commerciales, plus rémunératrices.

Guy Herzlich

Successeur de Joaquin Balaguer, Leonel Fernandez souhaite l'appui de Paris pour améliorer la justice en République dominicaine

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant
Pour son premier voyage à l'étranger, quinze jours après son élection, le président élu de la République dominicaine, Leonel Fernandez, a choisi l'Europe. Après une campagne électorale longue et épuisante, et avant même sa prestation de serment, il ne doit avoir lieu que dans un mois, il entend marquer l'importance qu'il attache aux relations de son pays avec le Vieux Continent.

« L'objectif principal de mon séjour à Paris est d'examiner l'appui que la France peut apporter à notre projet de Conseil suprême de la magistrature et à l'amélioration de la justice en République dominicaine », a déclaré au Monde le jeune président peu avant de s'envoler pour Bruxelles, Madrid et

Paris, où il devait arriver jeudi 18 juillet.

Membre du Parti de la libération dominicaine (PLD), formation politique créée par l'intellectuel de gauche Juan Bosch, Leonel Fernandez, quarante-deux ans, a battu son adversaire social-démocrate José Francisco Pena Gomez grâce au soutien de l'autoritaire caudillo qu'est le président sortant, Joaquin Balaguer. Est-ce à dire que le vieux patriarche de la politique dominicaine, de sa retraite, continuera à tirer les ficelles ?

« Nous avons signé avec le président Balaguer un pacte électoral pour former le Front patriotique national, rétorque son successeur. Il nous a apporté son appui sans condition et n'a formulé aucune exigence. L'avenir montrera que

nous gouvernerons avec indépendance et autonomie ».

Pragmatique, se situant au centre-gauche, Leonel Fernandez entend « entreprendre les changements que réclame le pays tout en préservant les acquis de trente-cinq ans de transition démocratique ». Au nombre de ses priorités figurent « la correction des imperfections de nos institutions, une croissance économique soutenue, la solution de la crise énergétique et la réduction des inégalités sociales ».

Mais l'alliance avec un Balaguer entouré de fonctionnaires corrompus ne remet-elle pas en cause la lutte contre la corruption dont le PLD a fait son cheval de bataille ? « Le procureur général que je vais nommer sera également responsable du programme anticorruption, argumente le pré-

sident élu de Saint-Domingue. Je me suis engagé à ne pas faire obstacle à l'action de la justice. Dans notre administration, la corruption ne restera pas impunie. Nous souhaitons éviter les haines et les ressentiments venus du passé ».

Avec la république voisine d'Haïti, Leonel Fernandez entend poursuivre la politique de normalisation amorcée par les présidents Balaguer et René Préal. Pour dissiper les craintes qu'avaient suscitées, de l'autre côté de la frontière, les discours néophobes, voire racistes, de certains de ses partisans, il a invité le président Préal à sa prochaine prestation de serment. Il assure aujourd'hui vouloir imposer un nouveau style de gouvernement.

Jean-Michel Caroit

Tunisie : lourde peine pour le député de l'opposition Khémaïs Chammari

TUNIS. Khémaïs Chammari, membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes, principal parti de l'opposition, a été condamné, mercredi 17 juillet, par le tribunal criminel de Tunis à cinq ans de prison ferme. M. Chammari avait été arrêté le 18 mai dernier et inculpé pour avoir diffusé à l'étranger « le secret de l'instruction » dans l'affaire du président du MDS, Mohamed Mouda, lui-même condamné à onze ans de prison, le 29 février, pour « intelligence avec un Etat étranger », la Libye. M. Chammari, qui dispose de dix jours pour se pourvoir en cassation, devait affirmer devant le tribunal que son procès « revêtait un aspect politique lié à son activité politique et de défenseur des droits de l'homme ». Le procès s'est déroulé en présence de représentants d'organisations internationales et régionales de défense des droits de l'homme ainsi que de diplomates occidentaux accrédités à Tunis. - (APR)

AFRIQUE

■ ALGERIE : le président Zerrouk a reçu, mercredi 17 juillet, les délégations de quatre partis - Ennahda, MDA, MAJD et PMSD -, dans le cadre des consultations « multilatérales » préparatoires à l'organisation des législatives et à une révision de la Constitution. - (APR)

■ GAMBIE : les élections législatives et présidentielle prévues, respectivement, en septembre et en novembre, ont été reportées à une date ultérieure, a déclaré, mercredi 17 juillet, le président de la Commission électorale. Quant au référendum sur la nouvelle Constitution, il reste prévu pour le 7 août. - (APR)

■ LIBERIA : le président Bill Clinton a nommé, mercredi 17 juillet, Howard Jeter, représentant spécial au Liberia afin de relancer le processus de paix. M. Jeter qui remplace M. Dane Smith, dirige actuellement une délégation américaine en tournée en Afrique de l'Ouest. - (APR)

■ SOUDAN : l'aviation gouvernementale soudanaise a bombardé, en début de semaine, la ville de Maridi, dans la zone contrôlée par la rébellion sudiste, tuant deux personnes et en blessant gravement 23 autres, a-t-on appris, mercredi 17 juillet, à Nairobi, de source humanitaire. - (APR)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : un homme, condamné pour un meurtre commis en 1988, a été exécuté par injection de substances chimiques, mercredi 17 juillet, en Virginie. Il est la troisième personne exécutée dans cet Etat depuis le début de l'année et la trente-deuxième depuis le rétablissement de la peine de mort en Virginie, en 1981. - (Reuters)

■ HAÏTI : l'ex-général Claude Raymond, ancien chef de l'armée, puis ministre de l'intérieur et de la défense nationale sous la présidence de Jean-Claude Duvalier (1977-1996), a été arrêté, mardi 16 juillet, dans l'est d'Haïti avec trois autres personnes. Il est accusé par la justice « d'actions terroristes et de menées subversives », a annoncé, mercredi, la police haïtienne. - (APR)

ASIE

■ SRI LANKA : une importante offensive a été lancée par des centaines de guérilleros du mouvement séparatiste LTTE (Tigres de libération de l'Esclavage tamoul), dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet, contre un camp militaire à Mullaitivu, au nord du Sri Lanka, a-t-on annoncé de source officielle. Aucun bilan n'a encore pu être dressé, les combats se poursuivant avec violence. - (APR)

EUROPE

■ RUSSIE : le Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement, a refusé, mercredi 17 juillet, d'entériner la loi votée par la Douma imposant des conditions draconiennes à la restitution des œuvres d'art confisquées par les Soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale. Le texte adopté par la Douma risquait de perturber sérieusement les relations avec l'Allemagne, première victime de la « razzia » de l'Armée rouge victorieuse. - (APR)

■ ALLEMAGNE : l'organisation des jeunes chrétiens-démocrates allemands (Junge Union) a appelé, mercredi 17 juillet, au boycott du film Mission impossible, coproduit et joué par Tom Cruise et qui sort cette semaine sur les écrans d'outre-Rhin. Ils reprochent à l'acteur d'être membre de l'Église de scientologie, « une organisation anti-démocratique, méprisant l'homme et tout entière orientée vers le profit », selon les jeunes de la CDU, qui avaient également protesté lors de la venue de John Travolta, adhérent de la même secte, au dernier festival du film de Berlin. - (Corresp.)

■ PORTUGAL : Lisbonne et six de ses anciennes colonies, dont le Brésil, ont créé, mercredi 17 juillet, une Communauté des pays lusophones qui réunit 200 millions d'habitants. Les chefs d'Etat du Portugal, du Brésil, de l'Angola, du Mozambique, des îles du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, et le premier ministre de Sao Tomé et Principe, ont signé, dans la capitale portugaise, le traité qui marque l'achèvement d'une ambition de longue date. La Communauté des pays lusophones (CPLP) a pour principal objectif de défendre la langue portugaise. - (Reuters)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : la diminution des prix du commerce de gros s'est ralentie, limitée à 0,8 % en glissement annuel en juin, contre 1 % en mai et 1,1 % en avril, selon les statistiques diffusées, jeudi 18 juillet, par l'Office fédéral des statistiques. Pour le seul mois de juin, les prix ont augmenté de 0,2 % par rapport à mai. - (APR)

■ JAPON : l'excédent commercial a diminué de 25,5 % en juin par rapport à juin 1995, pour s'établir à 737,1 milliards de yens (54 milliards de francs), a annoncé, jeudi 18 juillet, le ministère des finances. En mai, la contraction de l'excédent sur un an avait atteint 60 %. Les exportations ont progressé (+ 7,4 %), mais les importations ont augmenté à un rythme plus rapide encore (+ 20,8 %). - (APR)

■ KAZAKHSTAN : le FMI a octroyé un crédit de 446 millions de dollars (2,2 milliards de francs) dans le cadre d'une « facilité d'urgence » pluriannuelle de soutien aux réformes économiques. - (APR)

Boris Eltsine a nommé un fidèle d'Alexandre Lebed à la tête du ministère de la défense russe

Le général Rodionov avait réprimé les manifestations de Tbilissi en 1989

Une nouvelle étape dans la lutte de pouvoir au Kremlin a été franchie, mercredi 17 juillet, avec la nomination du général Igor Rodionov, un ancien

d'Afghanistan, au poste de ministre de la défense. La promotion de M. Rodionov - considéré comme un protégé d'Alexandre Lebed - est perçue

comme un rééquilibrage politique en faveur de M. Lebed après la nomination d'Anatoli Tchoubaï à la tête de l'administration présidentielle.

MOSCOU

de notre correspondant

Après un mois d'hésitations, le président russe, Boris Eltsine, a nommé, mercredi 17 juillet, le général Igor Rodionov, candidat favori du général Alexandre Lebed, au poste de ministre de la défense. Cette nomination a été interprétée en Russie comme une nette victoire de M. Lebed qui, promu secrétaire du conseil de sécurité russe au lendemain de son bon score au premier tour de l'élection présidentielle, n'avait pas obtenu grand chose du président Eltsine, à part la « tête » de son ennemi personnel, l'impopulaire ministre de la défense, Pavel Gratchev, jugé incompétent et corrompu. Certains analystes estimaient qu'Alexandre Lebed, brutallement remis à sa place par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, au lendemain du second tour du 3 juillet, aurait pu être poussé à la démission s'il avait essuyé un nouvel affront.

A l'annonce de la nomination de son protégé, Alexandre Lebed n'a pas caché sa joie. Le général Rodionov « est un professionnel de grande qualité, un général d'exception qui réunit un savoir-faire pratique et théorique parce qu'il a gravi de façon honnête tous les échelons de l'armée », a déclaré M. Lebed, se réjouissant que le président ait fait « un choix sage ». M. Rodionov était membre du

Congrès des Communautés russes, qui fut le parti politique de M. Lebed, et de l'organisation « Honneur et Patrie » fondée en 1995 dans l'armée pour soutenir la carrière politique du général.

HONNÊTE ET COMPÉTENT

Même s'il porte une tache indélébile - la répression des manifestations de Tbilissi, en Géorgie, en 1989 -, le nouveau ministre de la défense, cinquante-neuf ans, tancriste de formation, est, contrairement à son prédécesseur, presque unanimement considéré comme un grand professionnel, honnête et compétent. Et « il est difficile aujourd'hui de trouver un général non corrompu dans l'armée russe », a fait remarquer le spécialiste militaire de l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou. Comme M. Lebed, le général Rodionov est un partisan de la transformation des forces russes en une armée profes-

sionnelle. Mais, selon la presse, il serait lui aussi opposé au désarmement nucléaire et notamment au traité Start II, qui n'a toujours pas été ratifié par le Parlement russe. Cependant, le général Rodionov s'occupe sans doute d'abord d'autres questions, plus brûlantes.

« Nous devons clarifier la situation en Tchétchénie, au Tadjikistan, en Bosnie afin d'y prendre les décisions nécessaires. Je vais essayer de définir les buts principaux », a déclaré le général Rodionov après sa promotion. Comme son mentor, M. Rodionov s'était opposé à la guerre en Tchétchénie. Mais les observateurs craignent, qu'à l'image du général Lebed, il ne change de position sur le sujet. Certains commentateurs soulignent que la « tache de Tbilissi » est une faiblesse que le Kremlin pourra, si nécessaire, exploiter.

Commandant de la 40^e armée

Bombardements aériens massifs en Tchétchénie

Les avions russes ont procédé à des bombardements aériens intenses, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet, dans le sud de la Tchétchénie, sur les villages des montagnes. Des bombes sont tombées aux alentours des localités de Chatol, Mekhkyty, Vedeno et Ramout, au rythme parfois de quatre engins à la minute. Aucun bilan sur les victimes éventuelles n'était disponible, jeudi matin. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a constaté, mercredi, que les accords de paix, conclus en juin, étaient « au bord de la rupture », rejetant la responsabilité de leur échec sur « les formations illégales armées », à savoir les combattants indépendantistes. - (AFP)

Jean-Baptiste Naudet

Richard Holbrooke poursuit sa tournée en ex-Yougoslavie

L'émissaire américain tente d'obtenir le retrait de Radovan Karadzic de la présidence de son parti

SARAJEVO

de notre correspondant

Richard Holbrooke est de retour. L'homme qui a négocié l'accord de paix de Dayton, à l'automne 1995, est envoyé par Washington afin de sauver le processus de paix en Bosnie-Herzégovine, mis en danger par le refus des Serbes d'expulser Radovan Karadzic et Ratko Mladic devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. Le premier objectif de M. Holbrooke était d'obtenir le retrait de Radovan Karadzic de la présidence du Parti démocratique serbe (SDS) avant l'ouverture officielle, vendredi 19 juillet, de la campagne électorale pour le scrutin de septembre.

« Aucun progrès », a lancé le médiateur américain après une première entrevue, mercredi 17 juillet, avec le président serbe Slobodan Milosevic. M. Holbrooke compte sur la Serbie, qui a signé l'accord de Dayton au nom des Serbes de Bosnie, pour remettre au pas les ultranationalistes de Pale, et accuse « les leaders serbes de Bosnie » d'avoir des « activités incompatibles » avec le plan de paix.

Le médiateur américain est arrivé en Bosnie dans un contexte d'aggravation des tensions entre les Serbes bosniaques et les forces internationales de l'OTAN et de l'ONU. La menace serbe d'abattre des hélicoptères américains, puis celle de prendre en otage les policiers de l'ONU si quiconque tentait d'arrêter M. Karadzic et Mladic ont provoqué une certaine inquiétude au sein de l'état-major de l'OTAN. Afin que le message soit clairement reçu, les Serbes ont dynamité une voiture de l'ONU dans le nord du pays. « Nous espérons qu'il s'agit d'une initiative locale », a commenté, peu convaincu, le porte-parole de l'ONU, Alexander Ivanko. De 1992 à 1995, les Serbes avaient pris en otage les « casques bleus » de la Forprom, afin de se protéger de raids aériens de l'OTAN. Les nouvelles menaces sont prises très au sérieux par les officiers occidentaux. Les Serbes de Bosnie pourraient se servir des

policiers de l'ONU - désarmés - afin de protéger leurs chefs recherchés par le TPI. Le président Clinton a donc chargé Richard Holbrooke d'exprimer l'insatisfaction des États-Unis concernant l'application de l'accord de paix.

Le médiateur a d'abord rencontré mardi le président bosnien Alija Izetbegovic, qui menace de boycotter les élections générales si Radovan Karadzic ne quitte pas la Bosnie. M. Holbrooke a une arme à sa disposition : l'éventualité d'une réimposition des sanctions économiques contre les Serbes. « Un outil très important », selon le secrétaire d'État Warren Christopher, qui a indiqué que les États-Unis étaient prêts à « aller loin » afin d'obtenir que les « criminels de guerre » ne dominent pas le processus électoral.

CARL BILDT DÉSAVOUÉ

Mais cette menace n'est sans doute pas la seule. Richard Holbrooke s'est arrêté à Bruxelles, au quartier général de l'OTAN. Il y aurait discuté de la possibilité d'une opération militaire, au cas où l'intranséquence serbe se prolongerait dangereusement. Les diplomates estiment que Bill Clinton ne peut pas se permettre, en pleine campagne électorale américaine, d'être accusé de faiblesse, même s'il lui faut éviter le risque de perdre des hommes.

Ce retour de Richard Holbrooke est un désaveu cinglant pour Carl Bildt, le haut représentant international en Bosnie, qui n'a cessé de changer de discours sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Pale. La mission de l'OSCE à Sarajevo, dirigée par l'ambassadeur américain Froydick, avait déjà désavoué M. Bildt, qui admettait que Radovan Karadzic ne quitte pas ses fonctions à la tête du SDS. Richard Holbrooke vient de confirmer cette exigence occidentale à Slobodan Milosevic, et M. Bildt ne semble plus guère contrôler un processus de paix piloté directement par Washington.

Rémy Ourdan

Le président ukrainien impute à la mafia l'attentat contre le premier ministre

LE PRÉSIDENT ukrainien, Leonid Kouchma, a affirmé, mercredi 17 juillet, que « la sécurité nationale de l'Ukraine et son existence en tant qu'État souverain sont sur le point d'être réellement menacées », au lendemain d'un attentat manqué contre le premier ministre. Le communiqué de presse souligne que le gouvernement s'est « heurté à l'opposition violente des membres du crime organisé et d'officiels corrompus ».

De son côté, le secrétaire du Conseil de la sécurité, Vladimir Gorbouline, a estimé que la situation créée par l'attentat contre le chef du gouvernement, Pavel Lazarenko, mardi à Kiev, pourrait justifier l'introduction de certains

« éléments d'état d'urgence ». A l'issue d'une séance extraordinaire de ce conseil, M. Gorbouline s'en est directement pris aux formations de gauche, majoritaires au Parlement. « L'activité des Partis socialistes et communistes, notamment dans l'est de l'Ukraine, leur désaccord avec la Constitution récemment adoptée ainsi que leurs propos sur le cours réformateur, prénégociant antipatriotique, mené par le président, tout cela est une menace contre l'État », les mesures d'« état d'urgence » pourraient frapper en particulier des organisations extrémistes nationalistes comme UNA-UNSO et ceux qui incitent les mineurs de Donetsk à bloquer les voies de communication, a-t-il ajouté.

Plus tôt mercredi, M. Lazarenko avait estimé que l'attentat manqué contre lui était « lié à une seule chose : [il] contraindra à annuler [son] voyage dans la région de Donetsk », la capitale du bassin houiller du Donbass.

L'attentat contre M. Lazarenko a eu lieu alors que le premier ministre se dirigeait vers l'aéroport pour se rendre à Donetsk, où une centaine de milliers de mineurs ont entamé un vaste mouvement de grève pour réclamer le paiement de leurs salaires en retard. Le gouvernement a déjà renvoyé le procureur de Donetsk et la direction des services de sécurité régionaux en les accusant d'avoir mal fait leur travail. - (AFP)

« Vache folle » : le Parlement européen finit par désigner une commission d'enquête

STRASBOURG

(Union européenne)

de notre correspondant

Après s'être montré singulièrement discret pendant quatre mois dans l'affaire de la « vache folle », le Parlement européen devait voter, jeudi 18 juillet, la création d'une commission d'enquête chargée d'identifier les éventuelles infractions au droit communautaire dans la gestion de l'épidémie de bovine spongiforme (ESB). Dix-sept eurodéputés commencent à se réunir pour une durée limitée à trois mois.

« Chers collègues, la presse nous regarde », avait averti Nicole Fontaine (UDF-FD), vice-présidente de l'Assemblée de l'Union européenne, en ouvrant la séance du mardi. Ce jour-là, le 16 juillet, l'hémicycle entendait les explications de Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles, sur la gestion du dossier de la « vache folle ». Le président du Parlement, Klaus Hänsch (social-démocrate allemand), lui avait adressé une semaine auparavant une lettre pour manifester son inquiétude à propos des « allégations extrêmement graves » qui avaient été portées sur le « traitement que les pouvoirs publics avaient réservé à la crise ». Ces allégations avaient amené les « petites » formations - communistes, Verts, radicaux de la liste de Bernard Tapie, villéristes et Union pour l'Europe, où siègent les élus du RPR - à demander une commission d'enquête. Leur initiative n'avait pas suscité cependant beaucoup d'enthousiasme dans les rangs des deux grands groupes politiques, les socialistes et le Parti populaire européen. Après l'inter-

vention de M. Santer, les premiers faisaient savoir qu'ils allaient examiner la question « à tête reposée ». Pour le PPE, auquel appartenaient les conservateurs britanniques, le député Reimer Böge (chrétien-démocrate allemand) estimait inopportun d'ouvrir l'enquête.

Mercredi à la mi-journée, l'affaire paraissait entendue. Une majorité parlementaire, constituée par les socialistes et le PPE - qui avait déjà voté en juin, sur la crise de la « vache folle », une de ces résolutions passe-partout dont le Parlement a le secret en évitant soigneusement de parler de santé publique (Le Monde du 21 juin) - rejetait la demande des petites formations. Dans l'après-midi pourtant, une réunion des présidents de groupes était convoquée.

Une prérogative des eurodéputés

La création d'une commission d'enquête parlementaire est prévue par le traité de la CEE. Les modalités d'exercice de ce droit ont fait l'objet, le 19 avril 1995, d'un accord entre le Parlement, la Commission et le Conseil des ministres des Quinze. Pour être recevable, la demande doit être formulée par au moins un quart des eurodéputés (soit 157 signatures). Si elle est acceptée, le bureau établit un projet de texte qui ne peut être amendé lors du vote dans l'hémicycle. Les résultats de l'enquête sont présentés aux députés au terme d'un mandat fixé par l'Assemblée.

et, après deux heures de discussions, le bureau du Parlement annonçait qu'il proposait un nouveau vote. Le groupe socialiste, malgré sa présidence travailliste, Pauline Green, et le PPE, malgré les conservateurs britanniques, avaient cédé.

Une seule explication était donnée dans les couloirs du Palais de l'Europe : la pression des médias avait été déterminante. Le projet de texte soumis au scrutin de jeudi rappelle que « selon un document interne de la Commission, publié dans la presse (Le Monde du 2 juillet), [Bruxelles] aurait sous-estimé son devoir d'informer les États membres de manière appropriée sur les risques liés à l'ESB et aurait incité un État membre à ne pas publier les résultats de ses recherches ». Le texte parlementaire souligne aussi que des « réflexions récentes indiquent que l'interdiction d'exportation décidée par la Commission en date du 27 mars n'aurait pas été respectée par certains États membres ».

Le mandat de la commission d'enquête doit consister à « éclaircir la nature et les causes des allégations d'infraction ou de mauvaise administration ». Pour identifier les « éventuels dysfonctionnements », ses dix-sept membres devront apprécier « l'action de la Commission et des États membres par rapport aux données réelles concernant la diffusion de l'ESB et le respect de leurs obligations en ce qui concerne tant la protection de la santé des consommateurs que les contrôles nécessaires sur les produits en cause au sein du marché intérieur ».

Marcel Scotto

Les Quinze tardent à prendre des mesures relatives à la consommation de viande de mouton

APRÈS le bovin, l'ovin. Depuis quelques jours, plusieurs des comités d'experts nationaux et européens travaillent sur les mesures sanitaires qui devraient être prises vis-à-vis de la consommation de viande de mouton. C'est ainsi que, mercredi 17 juillet, deux de ces comités étaient réunis à Bruxelles, de manière indépendante, sur ce thème : le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne et le comité multidisciplinaire dont la création, réclamée par la France, vient d'être acceptée par la Commission européenne. Questions centrales : Y a-t-il aujourd'hui un risque à consommer de la viande de mouton en Europe ? Et quelles mesures prendre pour réduire ce risque à un seuil socialement, éthiquement, acceptable ?

Avant la crise de la « vache folle », tout était simple. On savait que l'espèce ovine était victime d'une maladie neurodégénérative de type spongiforme : la « tremblante » du mouton. Mais on tenait aussi pour acquis que cette maladie animale ne constituait pas un risque particulier pour l'espèce humaine. Or depuis quelques mois, tout est remis en question. On sait notamment, grâce à des travaux expérimentaux britanniques publiés il y a peu dans les colonnes du Veterinary Record (Le Monde du 5 juin) que le mouton peut, par voie orale, être contaminé par l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ».

Il s'agit là d'une observation d'une portée considérable qui n'a pas encore été véritablement prise en compte à l'échelon européen. Cette observation impose notamment, en toute logique, de procéder en urgence à une nouvelle analyse des risques sanitaires liés à la consommation de viande de mouton par l'homme. En d'autres termes, ce qui est étiqueté « tremblante » par les éleveurs de moutons et par les vétérinaires en charge de la surveillance des troupeaux ovins, correspond-il à la maladie connue depuis plus de deux siècles ? Ne s'agit-il pas, au contraire, derrière une parenté clinique fortement trompeuse, de deux entités pathologiques bien distinctes, la nouvelle « tremblante » pouvant être la conséquence de la transmission à l'espèce ovine de l'agent de la maladie de la « vache folle » ; un agent que l'on tient pour ailleurs pour capable de se transmettre, à l'espèce humaine dans laquelle il serait à l'origine directe de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob.

ment, en toute logique, de procéder en urgence à une nouvelle analyse des risques sanitaires liés à la consommation de viande de mouton par l'homme. En d'autres termes, ce qui est étiqueté « tremblante » par les éleveurs de moutons et par les vétérinaires en charge de la surveillance des troupeaux ovins, correspond-il à la maladie connue depuis plus de deux siècles ? Ne s'agit-il pas, au contraire, derrière une parenté clinique fortement trompeuse, de deux entités pathologiques bien distinctes, la nouvelle « tremblante » pouvant être la conséquence de la transmission à l'espèce ovine de l'agent de la maladie de la « vache folle » ; un agent que l'on tient pour ailleurs pour capable de se transmettre, à l'espèce humaine dans laquelle il serait à l'origine directe de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Fort de la réflexion conduite par le groupe officiel d'experts, présidé par le docteur Dominique Dormont, le gouvernement français a, par la voix d'Alain Juppé, annoncé, il y a quelques semaines, une série de mesures sanitaires préventives (Le Monde du 29 juin). C'est ainsi que la tremblante du mouton est aujourd'hui une maladie dont la déclaration est obligatoire et que la consommation des bêtes malades est dorénavant interdite. Interrogé par Le Monde sur la nécessité d'obtenir des partenaires communautaires au sein de l'Union européenne une position identique à celle de la France, M. Juppé et ses ministres en charge du dossier avaient annoncé le 27 juin que

Bruxelles était, sur ce point, saisi et que l'on espérait que la Commission suive les conclusions des experts et du gouvernement français.

Or il apparaît aujourd'hui que les mesures préventives prises unilatéralement par la France ne sont pas suivies par les autres pays de l'Union européenne. C'est ainsi que le comité vétérinaire permanent de l'Union a récemment refusé la proposition française visant à renforcer les précautions sanitaires dans la préparation industrielle des farines de viandes et d'os. C'est dans ce contexte que se pose la question des mesures à prendre vis-à-vis de la consommation de mouton. Mercredi 17 juillet, la réunion, agitée, du comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne a permis de prendre la mesure des divergences d'opinions et d'analyses.

Plusieurs pays d'Europe du Nord estiment qu'ils ne sont concernés ni par la maladie de la « vache folle » ni par la tremblante du mouton se refusent pour l'instant à prendre de nouvelles mesures sanitaires dont l'impact économique et politique pourrait être considérable. L'absence de position commune apparaît rapidement comme très problématique. Comment la France pourra-t-elle durablement accepter de commercer avec des pays, la Grande-Bretagne notamment, qui n'ont pas pris de précautions particulières vis-à-vis du mouton ? La question se posera avec une acuité toute particulière lorsque le gouvernement sera, très bientôt, amené à se prononcer sur les risques inhérents à la consommation des abats ovins.

Jean-Yves Nau

JUSTICE La loi renforçant les moyens de la police et de la justice dans la lutte contre le terrorisme, présentée par Jacques Toubon et adoptée définitivement par le Parle-

ment le 19 juin, a été censurée dans deux de ses dispositions principales, mercredi 17 juillet, par le Conseil constitutionnel, que préside Roland Dumas, ancien ministre socialiste.

● SAISI par les socialistes, à l'Assemblée nationale et au Sénat, le Conseil a jugé contraire à la Constitution l'assimilation de l'aide à un étranger en situation irrégulière et

de la présomption d'assistance à une entreprise terroriste. ● LES PERQUISITIONS de nuit, dans le cadre d'une instruction menée sur des actes de terrorisme, ont été égale-

ment censurées par les juges constitutionnels, qui les ont estimées contraires au principe de l'inviolabilité du domicile, sauf en cas de flagrance.

Le Conseil constitutionnel censure partiellement la loi sur le terrorisme

L'amalgame entre étrangers en situation irrégulière et terroristes potentiels, que la loi défendue par Jacques Toubon rendait possible aux yeux de ses détracteurs, a amené les neuf « Sages » à annuler cette disposition, de même que la possibilité de perquisitions de nuit

LES LOIS de circonstance pèchent souvent par excès de précipitation dans leur conception ou leur rédaction. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, et le gouvernement en font aujourd'hui une nouvelle expérience. Elaborée au lendemain de la vague d'attentats qui avait secoué et endeuillé la France pendant l'été 1995, la loi tendant à renforcer la répression du terrorisme, adoptée par le Parlement le 19 juin, a été censurée sur deux de ses dispositions essentielles, mercredi 17 juillet, par le Conseil constitutionnel. Toutefois, si le Conseil valide la loi d'une bonne part de substance, il ne donne que partiellement satisfaction aux sénateurs et aux députés socialistes qui l'avaient saisie.

Le premier article censuré porte sur la détermination même des crimes et délits susceptibles d'être qualifiés d'actes de terrorisme. Suivi par le Parlement, le gouvernement avait ajouté à la liste établie par l'article 421-1 du code pénal l'infraction que constitue l'aide directe ou indirecte à l'entrée, à la circulation ou au séjour en France d'un étranger en situation irrégulière, définie à l'article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. Cette confusion entre la législation sur les étrangers et celle sur le terrorisme était dénoncée par les parlementaires socialistes comme une violation du principe d'égalité devant la loi pénale et, surtout,

comme un amalgame dangereux et une marque de « complaisance à l'égard de certains fantasmes xénophobes ».

Le Conseil constitutionnel se garde, évidemment, de se laisser entraîner sur ce terrain politique, mais il juge qu'en inscrivant l'aide aux étrangers en situation irrégulière dans le champ des actes de terrorisme, « le législateur a entaché son appréciation d'une disproportion manifeste ». En effet, il précise qu'à la différence des actes de terrorisme, l'article 21 de l'ordonnance de 1945 « incrimine non pas des actes matériels directement attentatoires à la sécurité des biens ou des personnes, mais un simple comportement d'aide directe ou indirecte à des personnes en situation irrégulière ». Le Conseil ajoute que « ce comportement n'est pas en relation immédiate avec la commission de l'acte terroriste ». Autrement dit, le juge constitutionnel entend écartier tout risque d'incrimination en « tache d'huile », qui pourrait conduire à transférer la qualification très grave d'acte de terrorisme sur des faits ou des comportements périphériques.

En outre, le Conseil assure que si une relation apparaît entre l'aide à un étranger en situation irrégulière et un acte de terrorisme, la justice a d'autres incriminations à sa disposition : complicité des actes de terrorisme, recel de criminel ou participation à une associa-

tion de malfaiteurs. Pour toutes ces raisons, l'article premier de la loi est donc jugé contraire à la Constitution.

IMMUNITÉ FAMILIALE

Le Conseil ne va pas plus loin et ne donne pas satisfaction aux sénateurs socialistes qui avaient saisi l'occasion de ce recours pour contester la conformité à la Constitution de l'article 21 de l'ordonnance de 1945 lui-même, attentatoire, à leurs yeux, au principe de sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Le juge constitutionnel écarte ce grief en considérant que les infractions prévues par l'ordonnance de 1945 sur l'aide aux étrangers en situa-

tion irrégulière « sont définies dans des conditions qui permettent au juge (...) de se prononcer sans que son appréciation puisse encourir la critique d'arbitraire ».

De même, le Conseil valide le principe de l'immunité familiale restrictive, retenue par la loi. Les parlementaires socialistes soutenaient qu'outre les ascendants, les frères et sœurs et les conjoints, les frères et sœurs et les conjoints de cette immunité familiale. Le Conseil ne leur donne pas raison, car il considère que le champ de l'immunité, tel que circonscrit, tient compte de la volonté du législateur « de ne pas faciliter l'immigration clandestine ».

La deuxième disposition censurée par le Conseil constitutionnel est celle qui visait à autoriser les visites, perquisitions et saisies pendant la nuit, en cas d'actes de terrorisme et selon les nécessités de l'enquête ou de l'instruction, contrairement à la règle posée par l'article 59 du code de procédure pénale qui interdit les perquisitions entre 21 heures et 6 heures. Le Conseil juge que « la possibilité de telles visites, perquisitions et saisies de nuit, pendant une période qui n'est pas déterminée par la loi, dans tout lieu, y compris dans les locaux servant exclusivement à l'habitation, en cas d'enquête préliminaire et au cours d'une instruction préparatoire (...) est de nature à en-

traîner des atteintes excessives à la liberté individuelle », liberté constitutionnellement garantie qui suppose « l'inviolabilité du domicile ». Le Conseil ne retient la possibilité de perquisitions de nuit que dans le seul cas de la « flagrance », c'est-à-dire si l'acte terroriste « est en train de se commettre ou vient de se commettre ».

SOURCE D'INÉGALITÉ

Enfin, le Conseil valide la disposition de la loi qui prévoit la possibilité de déchoir de leur nationalité française, dans certains délais, des personnes ayant acquis, par exemple, par naturalisation, si elles se rendent coupables de crimes ou de délits constituant des actes de terrorisme. Les députés socialistes voyaient dans cette disposition une source d'inégalité inadmissible entre les Français « de souche » et Français d'adoption. Le Conseil ne leur donne pas raison, estimant que « la gravité toute particulière que revêtent par nature les actes de terrorisme » justifie cette disposition.

Il entend, toutefois, ensermer cette procédure dans un cadre très rigoureux, en rappelant que « les personnes ayant acquis la nationalité française et celles auxquelles la nationalité française a été attribuée à leur naissance sont égaux en droit ».

G. C.

Le nouveau président de l'assurance-maladie affiche sa fermeté face aux médecins

LE NOUVEAU président (CFDT) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean-Marie Spaeth, n'a pas attendu longtemps pour donner le ton. Au lendemain de son élection pour un mandat de cinq ans (par 23 voix pour, 3 abstentions de FO, 3 bulletins blancs), mardi 16 juillet, il a reçu les quatre syndicats de médecins signataires de la convention médicale (CSMF, FMF, SML, MG-France) pour leur dire qu'il n'était « plus temps de se complaire dans l'attentisme et des débats aujourd'hui tranchés » et qu'il fallait, sans tarder, engager les réformes tendues dans les ordonnances du 24 avril 1996.

A l'exception de MG-France (généralistes), qui a approuvé le plan juppé et juge qu'« une longue période d'immobilisme s'achève » avec le départ de FO, les autres organisations ont dénoncé une réforme qui va, selon elles, entraîner un « rationnement des soins ». A l'issue de cette première rencontre, M. Spaeth ne s'en est pas moins félicité de la « volonté de rapprochement entre les syndicats de médecins et la CNAMTS ». Il reconnaît que la négociation prévue en septembre sur l'adaptation de la convention médicale aux ordonnances sera « dure », tout en voulant aller vite sur plusieurs dossiers : les nouvelles normes de bonne pratique s'imposant aux praticiens ; la formation continue, désormais obligatoire ; les sanctions individuelles contre les praticiens gros prescripteurs ; l'information des cabinets ; la réorientation de milliers de praticiens.

« S'ATTACHER AUX GÂCHIS » « Il y a accord sur l'urgence de mettre en place la réforme au plus vite », a souligné Richard Bouton, président de MG-France, à l'issue de la rencontre. « Nous avons intérêt à aller de l'avant et à tirer dans le même sens », a, pour sa part, concédé Claude Maffiol, président de la CSMF. Il n'y a pas d'accord sur tout, mais des points de convergence. Le principal syndicat de médecins « accepte aujourd'hui de

reliquer la dynamique de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé ».

Dès mardi, M. Spaeth avait annoncé sa volonté de « s'attaquer à tous les gâchis ». Il l'a redit, sous une autre forme, aux praticiens libéraux, en leur rappelant que si les caisses sont « les gestionnaires de droit du produit des cotisations sociales », ils étaient, eux, « gestionnaires de fait de ces mêmes fonds ». Georges Jollès, vice-président (CNPF) de la caisse nationale, a affirmé, dès sa réélection, qu'il convenait de « mieux rembourser ce qui est nécessaire, mais seulement ce qui est nécessaire ».

Une remise à plat progressive des prestations se prépare. Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, n'a pas caché, mardi, que « l'évolution des maladies et des techniques doit nous conduire à une interrogation permanente sur le contenu des prises en charge de l'assurance-maladie » et qu'il fallait engager « une révision des nomenclatures » (tarifs des actes). De récents propos de Jean-Marot, secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale vont dans ce sens. M. Marot estimait, le 11 juillet dans le *Quotidien du médecin*, qu'en raison de l'apparition de maladies complexes et de molécules plus coûteuses, « nous ne pourrions plus rembourser demain tous les médicaments à tout le monde ». M. Marot, qui préside également le comité économique du médicament, va engager avec les industriels une « réflexion approfondie sur la liste actuelle des médicaments remboursables ».

M. Spaeth n'envisage pas de retour à l'équilibre de l'assurance-maladie avant 1998. La commission des comptes de la Sécurité sociale, dont M. Barrot a annoncé la réunion pour « la deuxième quinzaine de septembre », établira une première estimation pour 1997. Dans son dernier rapport, le 12 juin, elle évaluait le déficit des trois branches du régime général à 48,6 milliards de francs pour 1996.

Jean-Michel Bezat

M. Juppé écarte toute discussion sur une évolution institutionnelle de la Corse

AJACCIO

Alain Juppé confond deux mots bien différents de la langue française : « fermeté » et « fermeté ». La réaction de François Alfonsi, l'un des élus de l'Union du peuple corse (UPC), résume bien la déception de l'ensemble de la mouvance nationaliste et autonomiste corse après le discours du premier ministre devant l'Assemblée territoriale, mercredi 17 juillet. Mais la plupart des autres élus de l'Assemblée ont exprimé une relative satisfaction, au moins sur les intentions affichées, tant en matière de rétablissement de l'ordre que dans le domaine économique, à travers les mesures de soutien à l'activité dont la « zone franche » constitue l'ossature (Le Monde du 18 juillet).

M. Juppé a mis l'accent sur la sécurité publique, dont il a fait un préalable au redémarrage de l'économie. Il suffit de croiser dans les rues d'Ajaccio la foule chahutée des touristes pour comprendre l'acuité du problème rencontré par des professionnels dont la saison

s'est ouverte cette année sur l'attente à la voiture piégée de Bastia le 1^{er} juillet.

Le chef du gouvernement a eu des mots très durs pour ceux qui se dissimulent « lâchement sous des cognacs ». « Je viens dire (...) à ceux qui propagent le culte de la violence et qui sèment la mort et donc la haine qu'ils n'ont rien, je dis bien rien, à espérer en persévérant dans des comportements indignes d'une société civilisée », a lancé le premier ministre. Son message est très clair : ceux qui ont franchi depuis trop longtemps la frontière de la légalité seront poursuivis sans défaillance et traduits devant la justice. Qu'ils n'attendent du gouvernement et des autorités de la République aucune complaisance et aucune compromission. Je demande en retour qu'ils ne puissent compter sur la complicité ou la duplicité de personne. Cette phrase visait les élus traditionnels, qui, trop souvent, jette-t-on à Paris, réclament la fermeté, mais téléphonent pour demander une libération quand la police passe aux actes.

M. Juppé s'est conformé aux ins-

tructions présidentielles, en conviant tous les élus territoriaux au « dialogue positif » prôné dimanche par Jacques Chirac : « Je vous invite donc, et je m'adresse à tous les membres de cette assemblée, à-t-il précisé, au dialogue : dialogue entre vous, dialogue avec l'ensemble des organisations syndicales, professionnelles et associatives de l'île, dialogue avec l'Etat ».

« DU BON CÔTÉ »

Simultanément, M. Juppé a de nouveau rejeté toute perspective de discussion sur une évolution institutionnelle, qui ne ferait, selon lui, que « diviser » davantage les Corses entre eux, ce qui explique en grande partie la déception des nationalistes (les élus de la Cuccolta étaient absents).

Comme il l'a dit et redit à Ajaccio, M. Juppé juge que « tout maintenant peut basculer du bon côté », mais la ligne de crête sur laquelle il a choisi de cheminer est très étroite. Il tend la main de l'Etat aux élus des organisations nationalistes, mais voue aux gémonies les mouve-

ments clandestins, bras armés de ces mêmes organisations. Il s'en prend à la classe politique traditionnelle corse et propose un dialogue d'où sont exclues d'emblée la moitié, au bas mot, des revendications nationalistes.

C'est sans doute à cause de la rudesse de l'exercice que le premier ministre, lors d'un entretien informel avec les journalistes, puis sur FR 3, s'est montré plutôt « corse » : en approuvant la volonté des Corses de vivre pleinement leurs « deux cultures » ; en affirmant que l'effort « très important » consenti avec les mesures nouvelles est « à la mesure des difficultés de la Corse » ; et que la « solidarité nationale » est normale « si nous nous sentons membres de la même communauté nationale ». Les oreilles de Raymond Barre, prêt à laisser les Corses prendre leur indépendance à leur guise, ont dû siffler.

Jean-Louis Andrieux

Lire aussi notre éditorial page 12.

Un document de la préfecture de la région souligne l'ouverture indispensable vers l'Italie et l'Espagne

LA PRÉFECTURE de la région Corse a fait parvenir récemment au gouvernement une note d'orientation intitulée : « Contribution de la Corse à la préparation du schéma national d'aménagement du territoire ». Ce document énumère trois enjeux principaux : ancrer la Corse aux lignes de développement de la France et de l'Europe, ouvrir la région sur la Méditerranée, mettre en œuvre un modèle de développement qui lui soit adapté.

Après avoir analysé ses faiblesses (un produit intérieur brut par habitant inférieur de 30 % à la moyenne nationale, par exemple) mais aussi ses atouts spécifiques (identité culturelle, patrimoine, infrastructures portuaires et aéroportuaires modernisées...), le représentant du gouvernement estime que le

risque principal « est que la Corse reste à l'écart des grands flux, des faisceaux de transit et des espaces de développement situés sur l'axe Barcelone-Nice-Pise-Rome ».

La stratégie de développement implique, notamment, « une ouverture vers l'extérieur », en renforçant particulièrement les liaisons avec l'Italie et l'Espagne, mais aussi la France continentale.

« CINQ ORIENTATIONS »

Le futur schéma national d'aménagement du territoire, qui devrait être présenté au Parlement au printemps 1997, devra, selon la note d'orientation de la préfecture de la région Corse, « consolider cinq orientations prioritaires pour le développement de la Corse : renforcer l'économie productive dans des domaines-clés, en adoptant des

mesures concrètes et adaptées au contexte particulier de l'île, et faire preuve d'innovation pour l'organisation des services publics, pour l'éducation notamment ; mettre l'accent sur le développement de l'enseignement supérieur en liaison plus étroite avec les centres de recherche ; mieux maîtriser les transports et développer le tourisme de qualité ; élaborer avec les autres régions européennes voisines une « identité méditerranéenne » ; relancer le schéma d'aménagement culturel ».

Par son histoire et sa position géographique, « la Corse doit se révéler un atout pour la France et l'Europe dans le cadre de l'ouverture méditerranéenne de l'Europe du Sud », conclut la note d'orientation de la préfecture de région.

François Grosrichard

Institut supérieur de technologie et de management
Paris-La Défense

La grande école de l'innovation
Une double compétence intégrée
Diplôme Bac+4

Entrée en 1^{re} année à Bac+1
scientifique ou technique.
Entrée en 2^e année à Bac+2
scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE

Clôture des inscriptions :
• Pour l'entrée en 1^{re} année
le 16 septembre 1996.
• Pour l'entrée en 2^e année
le 5 septembre 1996.

Tel : (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur
de Technologie et Management
Plus Université Léonard de Vinci
92016 Paris La Défense Cedex
Etablissement certificateur d'enseignement supérieur
N°200461818 L'EST

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La réorganisation des armées est la première étape d'une vaste réforme

Les unités terrestres sont les plus concernées, avec la dissolution de trente-huit régiments - dont onze en Allemagne -, mais la marine va désarmer treize bâtiments, et l'aviation perdre l'une de ses principales bases, en attendant les mesures en préparation pour les années 2000-2002

Charles Millon, ministre de la défense, a rendu publics, mercredi 17 juillet - après en avoir informé les chefs de corps, les préfets, puis les commissions de la défense de l'Assemblée nationale et du Sénat -, les

mesures de restructuration des forces armées liées à leur professionnalisation. Ces décisions, qui affectent de nombreuses villes de garnison et s'ajoutent à la restructuration des industries de défense, ont été

critiquées par le PS, le PCF, le FN, mais aussi par certains membres de la majorité comme Jacques Baumel (RPR) et Olivier Darrason (UDF). Un accueil variable a été réservé aux revendications des élus pour leurs régions.

Ministre délégué à l'aménagement du territoire et des reconversions industrielles dans le gouvernement de Michel Rocard, Jacques Chérèque juge sévèrement la conduite des restructurations dans le sec-

teur de la défense. Pour cet ancien syndicaliste, qui avait été chargé de la reconversion du bassin sidérurgique de l'Est, les moyens engagés par les pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur des problèmes.

POUR BÂTIR la nouvelle articulation de leurs forces de combat, rendue publique mercredi 17 juillet (*Le Monde* du 18 juillet), les armées ont dû croiser une série de critères contraignants : il leur a fallu tenir compte de la définition précise des missions et de l'emploi éventuel des unités par les états-majors, des possibilités d'entraînement, de l'état présent des infrastructures, du coût du maintien, de la suppression ou du transfert des différentes formations militaires, de la capacité de reclasser les personnels civils qui leur sont annexés, du cumul ou non avec les restructurations en cours dans les industries de défense en un même lieu, du passé de la garnison et, naturellement, des effets économiques, sociaux, voire psychologiques de la décision à prendre en matière d'aménagement du territoire.

A ces critères objectifs se sont ajoutés d'autres considérations, qui le sont moins, mais qu'on ne peut ignorer, comme le poids politique des élus de la région concernée et la pression des collectivités locales, sans oublier le fait que d'autres réformes - non encore annoncées - sont en préparation pour les années 2000-2002. Des esprits chagrins observent que la région Rhône-Alpes, dont le conseil est présidé par le ministre de la défense, est relativement épargnée. Les ultimes retouches au plan, apportées le 14 juillet, en sont un témoignage.

● **L'armée de terre est, de loin, la plus concernée**, entre 1997 et 1999, avec la dissolution de trente-huit régiments (dont onze en Allemagne) dans les forces de combat (voir la carte ci-contre). Ces disparitions, qui s'expliquent



Source : Ministère de la défense.

par la professionnalisation des unités, la réduction des effectifs et par la fin progressive de l'appel sous les drapeaux à partir de 1997, ne sont que la première illustration du bouleversement à venir des structures de l'armée de terre.

Dans un premier temps, l'état-major de la Force d'action rapide (FAR), à Maisons-Laffitte, est supprimé, même si les cinq divisions sous ses ordres et le corps blindé mécanisé (à Lille) restent en place, avec seulement deux divi-

sions blindées (la 7e, à Besançon, et la 10e, rebaptisée 2e en mémoire du maréchal Philippe Leclerc de Hautecloque, à Châlons-en-Champagne). A terme, l'échelon divisionnaire s'effacera devant une nouvelle organisation des forces. Il n'existera plus qu'un commandement opérationnel des forces terrestres (COFT) - on envisage de le confier au général Jean Helrich, de retour de sa mission auprès de la force de paix de l'OTAN en ex-Yugoslavie -

qui s'installera à Lille et qui aura autorité sur quatre grandes forces réunissant, chacune, 15 000 hommes : une force blindée, une force mécanisée, une force d'intervention blindée rapide et une force d'infanterie d'assaut.

C'est ce COFT qui, de surcroît, sera chargé d'établir des liaisons de plain pied avec les commandements de l'OTAN ; une fois l'Organisation atlantique remaniée dans ses missions, ses forces et sa hiérarchie.

L'Ile-de-France est, après la Lorraine, l'une des régions les plus touchées, parce que la 2e division blindée, jadis considérée comme le rempart de Paris, a été rayée de la carte.

● **La direction centrale du service national (DCSN)** s'étioffe. Seront créés neuf centres du service national (à Auch, Châteaillon, Compiègne, Limoges, Lyon-Sathonay, Montbéliard, Nîmes, Orléans et Tours), qui auront pour tâche d'organiser la courte période dite « rendez-vous citoyen », obligatoire pour les garçons dès 1997 et pour les filles après 2002. Ces centres occuperont 150 à 200 cadres en moyenne, et ils auront à traiter les dossiers de 600 à 800 jeunes par semaine, soit l'équivalent d'un régiment en termes de « retombées ».

● **La marine devra réorganiser** l'environnement de ses forces - bases et flottilles de l'aéronautique navale -, mais, surtout, elle va désarmer entre 1997 et 1999 pas moins de treize de ses navires. Toulon perdra trois bâtiments de surface (dont le porte-avions *Clemenceau*) dès 1997 et un sous-marin (*la Psyché*) en 1998. Brest aura à mettre hors-service trois frégates (*l'Aconit* et le *Debruy* dès 1997, le *Dugay-Trouin* en 1999), le ravitailleur *Durance* et trois sous-marins en 1997 (*l'Agate*, le *Bévézier* et le *La-Praya*). Lorient désarmera un sous-marin (*la Sirène*) dès 1997. Outre-mer, encore, le bâtiment de soutien mobile *Rhin* cédera sa place au *Rhône* en 1999.

● **L'armée de l'air** fera en 1999 sa base du plateau d'Albion, en Haute-Provence, après avoir neutralisé et démantelé les dix-huit missiles nucléaires stratégiques qui y étaient enfouis. Dès septembre 1996, la veille nucléaire sera interrompue. Du fait du retrait progressif de ses avions les plus anciens, la plate-forme aéronautique de Toulouse-Montaudou sera désactivée et la base-radar de Contréeville, qui est un centre de détection et de contrôle de la circulation aérienne militaire, sera transformée. La dissolution majeure dans l'armée de l'air concerne le 13e régiment du génie de l'air, à Toul-Thouvenot, en 1998.

● **Le service de santé des armées** est confronté à une authentique révolution. Entre 1997 et 1999, il va fermer quatre hôpitaux (à Bourges, Lille, Dijon et Strasbourg), qui avaient la réputation de perdre de l'argent, si l'on en croit des proches de M. Millon. En réalité, le cas spécifique des hôpitaux des armées illustre la

difficulté qu'il faudra surmonter si l'on tient à faire coïncider la nouvelle géographie du domaine militaire avec l'aménagement du territoire, c'est-à-dire avec la mobilité des ayants droit et avec l'existence d'une offre de soins civils de proximité liée à la nouvelle « carte » hospitalière.

De ce point de vue, le service de santé va encore évoluer. Il devra passer des conventions avec le secteur civil, prévoir comment remplacer ses 37 % de médecins

Des aides nationales et européennes

Pour atténuer les effets économiques et sociaux de la réforme, des fonds nationaux et européens, dits d'« accompagnement », sont prévus : des aides nationales, d'abord, avec 500 millions de francs entre 1997 et 1999, au titre du *Fonds de restructuration de la défense*, et 200 millions de francs par an, dans le budget de l'Etat, pour financer les sociétés de conversion ; des fonds européens, ensuite, avec un total de 750 millions de francs par an, mais des programmes Kouter et Objectif 2 de la Communauté consacrés aux zones (sauf Paris) touchées par les restructurations de la défense.

Le ministère de la défense a prévu, d'autre part, une série de dispositions (indemnités pour frais de déménagement, facilités pour la recherche d'un logement et l'inscription scolaire ou universitaire des enfants) destinées à favoriser la mutation et le reclassement des personnels civils et militaires.

et ses 22 % d'invalides issus du contingent et recruté davantage de spécialistes en chirurgie et en anesthésie pour assurer une médicalisation au plus près de la zone des combats.

Aux préfets et aux parlementaires, M. Millon a expliqué que toute emprise abandonnée par les armées sera d'abord proposée à une autre administration de l'Etat ou à une collectivité locale dans le cadre d'un projet qualifié d'intérêt général. A défaut, le site sera vendu à la collectivité ou à une personne privée selon une vente de gré à gré (dans la limite de 1 million de francs si l'acheteur est un particulier) ou une vente aux enchères par adjudication publique.

Jacques Isnard

Modalités nouvelles pour l'engagement français dans l'Eurocorps

LA FRANCE va modifier sa façon de participer à l'Eurocorps, ce corps d'armée de cinquante mille hommes qu'elle a mis sur pied avec l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg pour des missions au titre de l'OTAN, des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, ainsi que pour des actions humanitaires. Le PC de cette force est à Strasbourg.

Compte tenu de la réorganisation de ses armées, la France laissera sur le sol allemand un état-major et trois unités professionnelles - soit de l'ordre de trois mille hommes - au sein de la brigade franco-allemande, qui est l'un des éléments de l'Eurocorps. En revanche, elle retirera d'Allemagne la 1re division blindée - équipée de chars modernisés AMX-30B2 et forte de quelque quinze mille hommes au total, répartis en treize régiments -, qui était son détachement le plus important outre-Rhin et sa princi-

pale contribution à l'Eurocorps, aux côtés d'une division blindée allemande, d'une division mécanisée belge (qui reste en Belgique) et d'une brigade mécanisée espagnole (qui est stationnée en Espagne).

QUATRE GROUPES DE FORCES

Le calendrier des opérations outre-Rhin est organisé sur deux années : 1997, avec le départ de cinq régiments, et 1999, avec celui de sept régiments et de l'état-major de la division. Un seul régiment survivra : le 42e régiment de transmissions transféré à Laval (Mayenne).

Cependant, la France a affirmé qu'elle demeurera liée par ses engagements dans l'Eurocorps. Le retrait de sa division blindée sera donc compensé par la décision d'assigner au corps européen l'équivalent d'une force blindée de quinze mille hommes, déployée dans l'est de la France et dotée du char Leclerc.

Cette force est l'un des quatre groupes de forces qui résulteront de la réorganisation de l'armée de terre : outre la force blindée en question, il y aura désormais une force mécanisée, une force d'intervention blindée rapide et une force d'infanterie d'assaut, soit quatre-vingt-cinq régiments au total.

La France a proposé aux Allemands, d'autre part, de mettre, le cas échéant, à la disposition de l'Eurocorps, des « modules » de forces plus légères et créés pour la circonstance, comme des unités d'hélicoptères. D'une manière générale, l'Eurocorps peut, selon les besoins et à partir des détachements qui la composent, aligner une force d'intervention légère (FIL) de l'ordre d'une brigade, une force d'intervention mécanisée (FIM) de l'ordre d'une division ou, d'emblée, le corps d'armée au complet.

J. I.

Jacques Chérèque, ministre délégué chargé des reconversions industrielles dans le gouvernement Rocard (1988-1991)

« Une restructuration à mener sur trois fronts »

« Vous avez « piloté », à partir de 1984, la reconversion du bassin sidérurgique lorrain. Aujourd'hui, le gouvernement est engagé dans une restructuration profonde du secteur de la défense, qui concerne l'ensemble du territoire. Estimez-vous sa politique d'accompagnement suffisante ?

— Cela sent la mystification. Quand j'entends le président de la République et le gouvernement annoncer un remembrement des armées et une restructuration des industries d'armement en assurant que tout cela se fera sans douleur ou qu'il n'y aura pas de licenciements secs, je suis extrêmement sceptique. Il ne suffit pas d'affirmer que l'on va prendre des mesures d'accompagnement. Il faut aussi se donner les moyens d'un développement alternatif local.

— Quels sont ces moyens ? Quelle logistique décentralisée va être affectée dans les régions concernées ? On n'en sait rien. Il n'y a, pour le moment, pas de véritable structure de coordination. On a l'impression que les militaires

gèrent leur restructuration et que les ingénieurs de l'armement vont gérer la leur. La mobilisation des pouvoirs publics tarde. Il n'y a eu aucun appel aux différentes expertises. C'est une politique distendue, incohérente, qui relève de la fuite en avant.

— Le gouvernement a annoncé la mobilisation de 3 milliards de francs de crédits.

— Trois milliards... Je reste inquiet. La restructuration annoncée - le redéploiement des armées et la reconversion concomitante des industries d'armement - est énorme ! Elle dépasse en ampleur celle de la sidérurgie. La bataille est à mener sur trois fronts : la garantie sociale offerte aux gens concernés, les actions de formation et de reconversion, la dynamisation du tissu industriel local.

— Pour l'acier, on avait des outils lourds. Il y a eu une convention sociale qui, depuis, n'a eu aucun équivalent. Chaque mise en prétraite à partir de cinquante ans d'un sidérurgiste, dont le revenu net était quasiment garanti jusqu'à soixante ans, a coûté 1 million de francs, sur dix ans, en francs constants. Quarante mille sidérurgistes ont été concernés. On a engagé pour ce seul volet 4 milliards de francs par an en francs constants.

— Quant aux moins de cinquante ans dont l'emploi était supprimé, la convention leur garantissait 70 % de leur salaire pendant deux ans, avec des formations à la clé. Parallèlement était mené un effort très soutenu pour générer de nouvelles activités économiques ou industrielles. Sur le bassin de Pompey, dont je m'occupe, en se battant pendant dix ans, on a reconquis un peu plus de la moitié des emplois supprimés. Sotisme-dix entreprises ont pris le relais. Effacer le dommage économique de telles restructurations prend beaucoup de temps. Aujourd'hui, la croissance est atone, les restructurations à mener sont dispersées sur tout le territoire. C'est évidemment encore plus difficile. L'Etat manque cruellement d'argent. Le risque, c'est qu'en fait on mette à contribution les fonds déjà existants destinés aux reconversions industrielles pour financer les restructurations nou-

velles. Dans ce cas, la mobilisation annoncée de crédits reviendrait à gérer la pénurie.

— La Lorraine, dont vous êtes conseiller régional, est particulièrement touchée.

— La Lorraine est en voie de banalisation. Lors de la crise de la sidérurgie, malgré le traumatisme et l'absence de précautions, des efforts considérables avaient été faits. Aujourd'hui, on nous dit que la Lorraine va un peu mieux, mais on remet en question le TGV-Est et, par-dessus, on ferme des régiments.

— Je crois que la région paie la discordie au sein de la majorité. La reconversion de la Lorraine n'est plus une préoccupation majeure des pouvoirs publics, et les engagements budgétaires d'André Rossetnot et de Gérard Longuet ne sont pas étrangers à cette perte de priorité. En tout cas, en Lorraine, nous n'accepterons pas de tirer sur nos fonds existants pour la reconversion de la sidérurgie pour financer les nouvelles restructurations.

Propos recueillis par Caroline Monnot

Les réactions du monde politique

■ Jacques Baumel, vice président (RPR) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a jugé que le plan allait provoquer « un choc très grave » dans les départements et constituerait « un pari dangereux » sur le plan stratégique au-delà de 2002.

■ Olivier Darrason, secrétaire national chargé des questions de défense de l'UDF, a déclaré que la dissolution des unités « engendrerait » un « traumatisme ». Il a ajouté que « l'enveloppe qui vient d'être annoncée » par le gouvernement n'est pas suffisante pour « répondre à cette exigence ».

■ Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a estimé que la réforme de l'armée constituait une « triple erreur ». « Une erreur économique », a-t-il précisé, « parce que la disparition et la concentration des régiments vont coûter très cher, une erreur militaire parce que la réforme abandonne l'idée même de défense du territoire, une erreur politique parce que la suppression de la conscription équivaut à l'abandon du dernier creuset civique ».

■ Michel Vanzelle, maire (PS) d'Arles (Bouches-du-Rhône) et ancien ministre, a affirmé que le gouvernement n'a « pas mesuré la

crise formidable qu'il va ajouter à la crise que nous connaissons déjà ». Le gouvernement a prononcé des « arrêts de mort » contre « des villes qui vont être en révolution », a déclaré l'ancien garde des Sceaux.

■ André Lajoinie, membre du secrétariat national du PCF, a déclaré que « les suppressions massives d'emplois annoncées dans les arsenaux et les sites industriels (sont) la conséquence d'une politique qui n'est pas le désarmement et qui coûtera aussi cher à la nation ».

■ Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a qualifié le président de la République, Jacques Chirac, et le ministre de la défense, Charles Millon, de « fossoyeurs de l'armée française ». Il a déclaré que les suppressions d'unités, « dictées par le souci de réaliser des économies sur le dos de la « grande muette » sont « inacceptables ».

■ Marcel Bigeard, ancien ministre, s'est exclamé : « Ça fait mal », en apprenant la dissolution du régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) de Mont-de-Marsan. Le RPIMA, auquel le général Bigeard a appartenu de 1952 à 1954, a participé à la guerre d'Indochine et à la guerre d'Algérie.

سكان النخيل

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 19 JUILLET 1996 / 7

d'une vaste réform



Les élus locaux sont partagés

LES SOULAGÉS
■ Philippe Séguin (RPR). Le maire d'Epinal, et président de l'Assemblée nationale, a souligné que « les intérêts [d'Epinal] auront été totalement sauvegardés dans le respect des impératifs de la défense ». M. Séguin a ajouté que, depuis des mois, il s'était « pleinement engagé » pour que le dossier de sa ville soit « traité avec équité et pour que toutes compensations utiles soient apportées ».

■ Gérard Longuet (PR). Le président du conseil régional de Lorraine n'a pas caché sa satisfaction : « aucune ville de garnison ne perd sa présence militaire, même si les plus fournies doivent participer à l'effort ».

LES AMIERS
■ François Léotard (UDF-PR). Le député du Var, maire de Fréjus et ancien ministre de la défense a déploré la dissolution d'un régiment d'infanterie dans sa ville et demandé des compensations à l'Etat. M. Léotard a déclaré, ayant « exprimé [sa] désapprobation quant au rythme et aux conséquences de cette réforme ». Selon lui, la dissolution du régiment d'infanterie de marine (RIMA) va entraîner la disparition de 275 emplois militaires et de 71 emplois civils dans cette ville de 41 000 habitants.

■ Henri Emmanuelli (PS). Le président du conseil général des Landes a déclaré que la dissolution du 66 RPIMA [qui compte 242 militaires et 10 civils] est un mauvais coup pour Mont-de-Marsan (...) en atten-

dant un autre mauvais coup sur le Centre d'essais des Landes ».

■ Jean-Pierre Sueur (PS). Le député du Loiret et maire d'Orléans a fait part de son « total désaccord » avec la décision de déplacer le deuxième régiment de Transmission. M. Sueur estime « incohérente » la décision de Charles Millon et déplore que « les mesures d'accompagnement ne compensent pas le préjudice causé par le départ d'un régiment comptant 1 300 militaires, le dernier implanté en centre-ville ».

LES HABLES
■ Kofi Yamgnane (PS). L'ancien secrétaire d'Etat, conseiller général du Finistère, a suggéré « qu'une partie des étudiants de Jussieu » soit accueillie dans l'actuelle caserne du 4^e régiment d'infanterie de Chateaulin, qui doit être dissoute. « Autant que les militaires quittent complètement les lieux car cette caserne, la plus moderne d'Europe, avec piscine, amphithéâtre, équipements sportifs de haut niveau, peut accueillir des septuagénaires, un IUT, une grande école, ou pourquoi pas une partie des étudiants de Jussieu », a ajouté M. Yamgnane.

■ Jean-François Bazin (RPR). Le président du conseil régional de Bourgogne attire l'attention du ministre de la défense « sur la nécessité d'opérer des transferts significatifs de services publics ». Et il rappelle « la promesse faite par Edouard Balladur, alors premier ministre, de créer une école nationale d'architecture à Dijon ».

L'Ile-de-France recevra des aides à l'emploi

AVEC VINGT ET UN SITES et quelque cent mille personnes concernées, l'Ile-de-France est particulièrement touchée par les restructurations. Si la capitale est épargnée, les Yvelines, l'Essonne, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne sont diversément concernées. Les élus regrettent d'avoir été mis devant le fait accompli. « Je regrette qu'il n'y ait eu aucune concertation préalable avec les collectivités locales », se fâche Jacques Myard (RPR), député des Yvelines, maire de Maisons-Laffitte, qui a appris le 16 juillet la dissolution du 17^e régiment de soutien, ainsi que le départ de l'état-major de la force d'action rapide (FAR).

La déception est égale chez Alain Bricaut (UDF-FD), maire de Beynes, dans le même département, prévenu de la dissolution du 5^e régiment d'infanterie mercredi par la préfecture. « Pour Beynes, estime-t-il, c'est une décision qui aura de grosses incidences sur les plans scolaire, économique et fiscal ». Dans cette commune de 7 445 habitants, le départ des enfants des trois cents cadres de l'armée, qui résident pour la plupart à Beynes, pourrait entraîner la fermeture de quatre classes dans les écoles maternelles, primaires et au collège.

A Versailles, le général Henri Paris, conseiller municipal (PS) dans la minorité et ancien commandant de la 2^e division

blindée de 1992 à 1994, se force à l'objectivité : « Le départ de la 2^e DB représente une perte d'activité très nette, mais plus faible que le démantèlement de GIAT Industries. La tradition de ville de garnison va disparaître. » S'ils se disent « attristés » du départ de leurs militaires, le maire de Rosny-sous-Bois, Claude Petros, et celui de Vincennes, Patrick Gérard, tous deux UDF, manifestent moins d'inquiétude pour leurs communes.

Le maire de Fontainebleau, Paul Dubrue (divers droite), qui a plaidé sa cause à plusieurs reprises auprès de Charles Millon, déplore le départ du 602^e régiment de circulation routière, mais sa « déception » est « atténuée par le fait que cette décision n'entrera pas en application avant trois ans ».

Comme les autres élus de la région, M. Dubrue va se retourner vers le préfet, Joël Thoraval, qui a présenté, mercredi, les mesures de restructuration. Pour mettre en œuvre ces mesures et faire face à leurs conséquences, M. Thoraval sera assisté d'une équipe de quatre personnes. Si le montant exact des subventions n'est pas encore connu, l'Ile-de-France est certaine de bénéficier d'aides à la création d'emplois, ce qui sera une « première » dans l'histoire de l'aménagement du territoire.

De nos correspondants

France qui pleure, France qui rit : ils s'inquiètent, se réjouissent ou s'envient

SACHANT que trois cents appelés quittent la ville, que la taxe professionnelle est amputée d'autant, que cent cinquante soldats de métier vont s'installer, que leur pouvoir d'achat est de dix fois supérieur à celui d'un conscrit ; mais sachant encore que les conscrits consomment plus de croissants et boivent plus de bière que les épouses d'officiers, mais font moins d'enfants d'âge scolaire, calculez le degré de rage ou de satisfaction des élus et de la population des communes concernées par le plan de restructuration des armées, rendu public, mercredi 17 juillet, par le ministre de la défense, Charles Millon.

France qui pleure, France qui rit. Larmes à Montbéliard, qui vient d'apprendre la dissolution de son 1^{er} régiment d'artillerie. « Nous sommes atteints dans notre patriotisme, affirme son maire (RPR), Louis Souvet. « Nous sommes dans une région qui a déjà beaucoup souffert des guerres, qui passe encore beaucoup de temps dans les commémorations », ajoute-t-il, en longant avec amertume vers Belfort, sa trop heureuse rivale. « Nous sommes d'autant plus choqués qu'elle sauvegarde tout, enrage M. Souvet, alors que le premier ministre avait dit que personne ne garderait deux régiments dans la même ville ».

Tout le monde n'a pas la chance d'avoir Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre avisé de la défense, à la tête de sa ville. Cris de victoire à Belfort, qui garde et voit se professionnaliser ses deux régiments d'artillerie et d'infanterie. « C'est une très bonne nouvelle. Cela va amener plusieurs centaines de familles supplémentaires à s'installer dans le Territoire de Belfort », se réjouit Christian Proust, président (MDC) du conseil général, en soulignant : « Cette décision du gouvernement n'est pas due au hasard, elle est le résultat de l'action menée par Jean-Pierre Chevènement ».

On lève son verre à Issouire (Puy-de-Dôme), qui perd une école de sous-officiers mais gagne le gros lot : un régiment professionnel. « Après la fermeture des mines de charbon et la disparition de Ductel, nous n'aurions pas supporté un troisième désastre », explique Pierre Pascalon, maire et député RPR. Dans son entourage, on confie que la bataille a été rude. Un habitant avance une explication de bon sens : « Quand on pense aux trente-huit régiments dissous et à ce qui arrive dans d'autres villes, on sent que Chirac est avec notre maire... » La présidence de l'association des commerçants est toute sourde : « On préfère les militaires de carrière aux appelés. Nous n'avons rien contre les jeunes, mais leur pouvoir d'achat n'est pas le même ».

S'acclimater, on y songe déjà en Allemagne même si, de ce côté-là de la frontière, on subit lourdement les conséquences des restructurations militaires. A Bonn, mais surtout dans les régions concernées par le départ des soldats français — le Bade-Wurtemberg, la Saxe, la Rhénanie-Palatinat — ce sont surtout les autorités municipales qui expriment leur dépit : à Baden-Baden, Rastatt ou Wittlich, les élus envisagent sans joie la réduction du chiffre d'affaires de nombreux commerçants. Ils regrettent sincèrement le départ de familles françaises qui avaient fui par se sentir chez elles en Allemagne. Les communes entendent au moins négocier des subventions pour faciliter la conversion avec les autorités des Länder et espèrent bien récupérer des milliers de mètres carrés de surface habitable, parfois fort bien situées en centre-ville.

On est, en revanche, vraiment las de trinquer à Bitché (Moselle), que va désertier le « Quatrième Cuir », créé en 1735 et mis à la disposition de Marie-Antoinette en 1774 avant de perdre les deux tiers de ses effectifs sous Napoléon à Waterloo. « Enlever des militaires aux Lorrains, qui ont déjà beaucoup souffert, c'est leur arracher les tripes et le cœur », avait prévenu le général Marcel Bigard. Au bord de la Méditerranée, comme le long de la frontière allemande, on partage le même sentiment d'injustice. « Le

Var a déjà payé un lourd tribut à la solidarité nationale et celle-ci ne peut et ne doit pas être toujours à sens unique », déclare Hubert Falco, président (UDF-PR) du conseil général. Dans le port de Toulon, l'amertume suinte. Un officier supérieur de la Royale s'indigne : « Dans ce port militaire, qui est le premier de France, si le port-avions Clemenceau est mis en route, ce n'est pas seulement un symbole, c'est un lent sabordage ! »

« Beaucoup de tristesse et une profonde inquiétude pour les personnels civils avec l'espoir que peu d'entre eux resteront sur le bord de la route »

Face à leurs collègues malchanceux, certains élus ont le soulagement pudique. « Certains scénarios étaient beaucoup plus noirs », a simplement confié au quotidien régional, *Le Bien public*, Robert Poujade, maire (RPR) de Dijon, qui doit faire son deuil d'un régiment et d'un hôpital militaire. « Comparé à beaucoup d'autres sites, notre département ne s'en tire pas trop mal », observe, en écho, Louis de Broissia, président (RPR) du conseil général de Côte d'Or. Les principaux intéressés sont moins sereins. « Nous ne sommes pas surpris, mais quand même un peu déçus » confie le lieutenant-colonel Patrick Barrière, chef de corps du 27^e RI de Dijon. A l'hôpital militaire, où l'on avait pressenti la mauvaise nouvelle, le médecin-chef, et général, Bernard Buhrez, ressent, lui aussi, « beaucoup de

tristesse et une profonde inquiétude pour les personnels civils avec l'espoir que peu d'entre eux resteront sur le bord de la route ». C'est toute l'angoisse de l'une des femmes de salle de l'hôpital qui lâche : « A l'âge que j'ai, avec encore des enfants à charge, trois ans pour se retourner, c'est à la fois long et très court... »

De tels soucis sont épargnés, pour l'instant, à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées. Son maire, Raymond Erraqueret, communiste, s'est même fendu d'un communiqué plus qu'élogieux à l'adresse de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture et du cru, le remerciant « d'avoir fait ce qu'il devait faire pour Tarbes ». Quant aux élus de l'Ain, ils peuvent partir en vacances l'esprit libre.

Avec un président de région, à la fois natif et maire d'une petite commune du département, qui n'est autre que le ministre de la défense, Charles Millon, et un député, Jacques Boyon (RPR), qui préside la commission de la défense de l'Assemblée nationale, l'Ain n'avait pas grand chose à craindre. Favoritisme ? Pas du tout, répliquent les élus. « Charles Millon est un homme intègre. Il a pris sa décision en toute conscience, comme un ministre doit le faire pour le bien de la France », affirme, sérieusement, Lucien Guichon, député (RPR) et maire d'Oyonnax. Son collègue de Divonne-les-Bains, fantarome : « Je suis frappé par la montée au créneau des élus locaux et des raisonnements localistes. C'est à se demander si on vit dans une nation... », pérorait-il. Jacques Boyon sourit lorsqu'on lui évoque le « lobby » de l'Ain : « Connaissant l'esprit public qui nous anime, c'est hautement improbable. » Charles Millon lui-même n'avait-il pas confié, un jour de mai, dans un entretien au *Figaro* : « Je ne céderai à aucune pression, d'où qu'elle vienne... » ?

De nos correspondants

■ **ENVIRONNEMENT** : réunis au sein d'un collectif, des militants antinucléaires devaient remettre, jeudi 18 juillet, 7 500 pétitions pour l'arrêt d'un projet d'implantation d'une centrale électrique au Carnet, en aval de Nantes. Deux cents élus locaux sont parmi les signataires, dont Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Nantes. Etienne Gamier, député RPR, dénonce la méthode d'EDF, mais Olivier Guichard, président (RPR) du conseil régional, et Luc Dejoie, président (RPR) du conseil général, appellent à la construction de cette centrale. (Corresp.)

■ **TRANSPORTS** : réagissant à un éventuel « abandon » des projets du TGV-Est et du canal grand gabarit Rhin-Rhône, Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a estimé, le 16 juillet, que la liaison TGV doit permettre de « raccorder la capitale européenne au réseau ferroviaire européen ». Gérard Longuet, président (UDF-PR) du conseil régional de Lorraine, a qualifié le rapport remis à la Datar d'« inacceptable ». M. Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, a précisé que les propositions de la commission « n'engagent pas le gouvernement ».

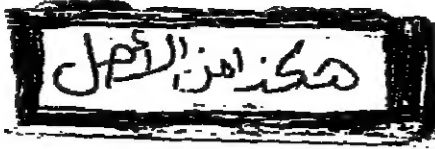
■ **MATIGNON** : lors du séminaire gouvernemental, mardi 16 juillet, le premier ministre a insisté sur le caractère « soudé » de son équipe. Alain Juppé a invité ses ministres à « aller plus haut, plus loin, plus vite » et à « tenir la main de manière plus tenace » à leur administration pour « la mise en œuvre des réformes ».

■ **SOCIALISTES** : le « comité de soutien à Henri Emmanuelli », présidé par Philippe Labeyrie, sénateur des Landes, a rendu publique une première liste de signataires parmi lesquels figurent, outre de nombreux responsables socialistes, Danielle Mitterrand, Marcel Amont, Elisabeth Badinter, Bernard Kouchner, Serge Moati, Madeleine Rebérioux, Catherine Ribeiro. Ce comité « demande justice » pour l'ancien premier secrétaire du PS, condamné, le 13 mars en appel, dans l'affaire Urba, à dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans de privation des droits civiques.

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.



L'Entreprise, un magazine du groupe C.E.P. Communication.



SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 19 JUILLET 1996

COLLABORATION Paul Touvier, 81 ans, chef milicien, responsable du service de renseignement pour toute la région lyonnaise pendant l'Occupation, est mort mercredi

di 17 juillet à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne). ● EN AVRIL 1994, l'ancien chef de la Milice lyonnaise avait été condamné à la réclusion à perpétuité pour

complicité de « crimes contre l'humanité » à la suite notamment du massacre de Rillieux-la-Pape où, en 1944, sept juifs furent exécutés. ● DEUX FOIS condamné à mort par

contumace, Touvier a bénéficié pendant des années de la protection d'une partie de la hiérarchie de l'Eglise. En novembre 1971, il est gracié par le président Georges

Pompidou mais, au terme d'une longue bataille juridique, un mandat d'arrêt est lancé contre lui en 1981. Touvier sera finalement interpellé en mai 1983.

La mort de Paul Touvier clôt un demi-siècle de rebondissements judiciaires

Premier Français à avoir été jugé et condamné pour « complicité de crimes contre l'humanité », l'ancien chef du service de renseignement de la Milice de Lyon est décédé mercredi 17 juillet à l'hôpital de la prison de Fresnes

DEUX PHOTOGRAPHIES suffisaient à fixer les bornes de la vie « publique » de Paul Touvier. Sur la première, en noir et blanc, éclat la silhouette et l'ambition d'un jeune homme fier. Nous sommes dans les années 40. Touvier caracole dans les rangs de la Milice. La seconde photographie, en couleurs, offre le spectacle d'un vieil homme vêtu d'un polo lie de vin, assis dans une cabine de verre. Nous sommes en 1994 à la cour d'assises de Versailles. L'ancien milicien répond du chef de complicité de crimes contre l'humanité.

Entre ces deux clichés, un demi-siècle. Un demi-siècle et son lot de crimes, de fuites, de procédures judiciaires. Un demi-siècle de vie clandestine, protégée par des amis laïques, des connivences catholiques au plus haut niveau, des réseaux proches de la droite la plus traditionaliste. Un demi-siècle de maladresse qui contribuèrent à rendre sinistrement célèbre son nom : Touvier, Paul.

ENQUÊTE DE RÉHABILITATION

Car ce chef milicien, responsable du service de renseignement pour toute la région lyonnaise durant l'Occupation, aurait fort bien pu s'effiler et se faire oublier aux lendemains de la guerre. Cet antisémite, prompt à placer en détention communistes et gauchistes, organisateur occasionnel d'un massacre de juifs puisés dans ses géolés, n'était qu'un parmi beaucoup d'autres. Un cadre, pas un symbole.

La justice d'après guerre lui avait porté une attention mesurée. Alors qu'il était en fuite, à Mont-

pellier, il apprit sa condamnation à mort pour trahison par la cour de Lyon en 1946. Un an plus tard, la justice le condamna à nouveau à la même peine, à Chambéry, pour intelligence avec l'ennemi. Des peines certes menaçantes mais rendues par contumace, donc formelles. Les plus vigilants des anciens résistants le croient décédé : certains assurent l'avoir vu, lors de la libération de Lyon, sauter d'un pont pour s'échapper d'une file de détenus et succomber sous les tirs.

Les sept juifs de Rillieux

Paul Touvier a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Versailles, le 20 avril 1994, à minuit et demi. Le jury s'était retiré pour délibérer durant cinq heures et demi. A une majorité de huit voix au moins, la cour a déclaré Touvier coupable de s'être rendu complice de l'assassinat de sept juifs fusillés à Rillieux-la-Pape, le 29 juin 1944, en représailles de l'exécution par la Résistance de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande du régime de Vichy.

Les sept hommes avaient été rafelés par les services de Touvier dans l'agglomération lyonnaise. Ils s'appelaient Claude Benichou, 23 ans, décorateur, Léo Glaeser, 57 ans, avocat, L. Krzyszkowski, Siegfried Prock, Schiselman, et Emile Zeig, 57 ans, boumiste. La septième victime n'a jamais pu être identifiée. Sur la stèle, on lit ceci : « Inconnu paraissant vingt-cinq ans. »

Il erre dans le sud-est de la France, gagne Paris, où il se terre. Il vit de rapines, de trafics de fausse monnaie et de marché noir. La collaboration l'a doté d'une culture policière, utile pour échapper aux contrôles. Mais, déjà, il ne pense plus qu'à sa réhabilitation.

Le cas Touvier naît dans ces années. Celui d'un justiciable tout à la fois revendicatif et larmoyant, entêté à convaincre de son « innocence » et déterminé dans sa fidélité à la Milice. Jusqu'en 1953, date de la première amnistie accordée

aux collaborateurs, ses démarches demeurent timides. Les brisades des années noires sont encore brûlantes. Marié, père de deux enfants, il s'est replié à Chambéry, en Savoie, dans la maison de son père, à deux pas des Charmettes si chères à Jean-Jacques Rousseau.

Mais de décennie en décennie sa stratégie sera de plus en plus hardie. Sa rencontre en 1957 avec M^{re} Charles Duquaire, secrétaire particulier du prince des Caples, lui redonne confiance. Ce prêtre,

l'occasion d'une formidable campagne pour obtenir un coup d'éponge sur son passé. Plus de quinze ans ont passé depuis les drames de l'Occupation : Touvier rallie à sa cause les porte-drapeaux les plus divers, dont certains ignorent, bien sûr, son rôle exact durant la guerre. Au fil des années, l'acteur Pierre Fresnay, le chanteur Jacques Brel, le philosophe Gabriel Marcel grossissent les marges cohérentes de ses soutiens. Des associations caritatives catholiques lui versent des mensualités régulières et M^{re} Julien Gouet, secrétaire de l'épiscopat, épouse sa cause.

Mais rien n'y fera. L'une après l'autre, les intercessions de prestige notable laïque ou religieux auprès de l'exécutif échouent. « Touvier ? Douze balles dans la peau ! », aurait bougonné le général de Gaulle devant un ministre évoquant son dossier. Alors Touvier se recroqueville jusqu'en 1967, date magique pour ce fantôme. Le temps de la prescription est venu, le temps de recevoir à nouveau une carte d'identité, le temps de la libération. Touvier remonte à la surface.

De Lyon, M^{re} Duquaire part en chasse pour retrouver témoins et victimes de l'activité de Touvier durant l'Occupation. Déguisé par l'ancien milicien, M^{re} Duquaire débrousse ces hommes et ces femmes somnolés au nom de Dieu de fournir des attestations propres à émouvoir la République. De Paris, où tout se noue, M^{re} Gouet s'active. Comment ne pas prêter l'oreille à des ecclésiastiques de si haut vol ? En 1970, le commissaire Jacques Delarue est dépêché en

mission, sur ordre du procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat, pour étudier l'affaire. En quelques semaines, il démonte allègrement l'édifice patiemment élevé par les prêtres. Les conclusions de son rapport sont implacables : « L'activité passée de Touvier a été néfaste, crapuleuse et sans excuse. » Au centre de tout, parmi extensions de fonds et occupation d'appartements « aryannisés », le massacre de Rillieux-la-Pape où sept juifs, détenus dans la prison tenue par Touvier, furent fusillés en juin 1944 pour venger l'assassinat du ministre-milicien Philippe Henriot.

LE SOUTIEN RELIGIEUX

D'un coup, la grâce entrevue s'envole. Mais c'est mal connaître Paul Touvier que de l'imaginer définitivement abattu. Sur ses ordres, M^{re} Duquaire repart en croisade, s'infiltre à nouveau auprès des membres du cabinet du ministre de l'Intérieur, franchit le portail de l'Elysée et finit par émuouvoir Anne-Marie Dupuy, qui occupe alors un bureau conquis à celui du président Georges Pompidou. Et le 23 novembre 1971, pour « jeter le voile, oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas », le président de la République signe un décret de grâce partiel.

Son objectif est atteint. A ses yeux, le décret présidentiel vaut réhabilitation. Il ne soupçonne pas la déflagration que va produire sa révélation dans la presse. Alors qu'un cycle de vingt-cinq ans s'achève, un autre commence qui va le conduire dans la salle de la cour d'assises de Versailles. Ulcérées, les associations d'anciens

combattants et les descendants de victimes déposent plainte contre lui en 1973. Un combat judiciaire s'engage autour de la compétence des tribunaux puis du chef d'inculpation retenu : le crime contre l'humanité. En 1979, une instruction judiciaire est finalement confiée à un magistrat.

Mille péripéties se produiront encore. L'enquête piétinera. Plusieurs juges d'instruction se succéderont. La police échouera à mettre la main sur Touvier, à nouveau en fuite, effrayé à l'idée de « payer » le prix de crimes qu'il assure n'avoir pas commis ou qu'il assume en expliquant que c'était pour éviter bien pire. Comme dans les années 50 et 60, des familles catholiques le protègent, des religieux le soutiennent, des prêtres traditionalistes le secourent. Lui et sa famille vivent en nomades, de monastères en abbayes ou à Paris, chez des amis.

Il faudra attendre qu'un juge d'instruction, Claude Grellier, retire le dossier à la police et le confie à la gendarmerie pour que l'enquête évolue. En 1989, le colonel Jean-Louis Recordon et ses hommes finissent par retrouver la trace de Touvier. Le 24 mai, les gendarmes surgissent au petit matin dans le prieuré intégriste Saint-François, à Nice. Ils surprennent au saut du lit l'ancien milicien et les siens. Cinq ans plus tard, un petit homme entrera à pas comptés dans le prétoire de la cour d'assises de Versailles. Le même homme qu'en 1940-1944. Antisémitisme. Pétainisme. Milicienisme.

Laurent Grellier

Quarante-cinq ans de dandestinité

- Avant guerre.
- 1915 : naissance de Paul Touvier.
- 1921-1931 : éducation dans des établissements religieux de Chambéry.
- 1936 : expéditionnaire aux chemins de fer.
- L'Occupation.
- 1939-1940 : mobilisé dans l'armée.
- 1941 : nommé secrétaire à Chambéry du service d'ordre légionnaire (SOL), qui entend promouvoir la révolution nationale de Vichy. Chargé notamment du fichage des résistants.
- 1943 : adhère à la Milice. Nommé responsable du service de renseignement de la Milice à Lyon avec compétence sur toute la région. Gère la prison de l'impasse Catelin.
- 1944 : quitte Lyon clandestinement pour la région de Montpellier.
- Après guerre.
- 1946-1947 : condamné à mort par contumace. Arrêté à Paris et placé en garde à vue. Il parvient à s'évader. Il épouse secrètement, le 31 août 1947, Monique Berthet. Le couple donne naissance à deux enfants.
- 1949 : les Touvier s'installent à Chambéry dans la maison familiale.
- 1957 : rencontre de Paul Touvier avec M^{re} Charles Duquaire, secrétaire du cardinal Gerlier.
- 1959-1960 : démarches en vue de bénéficier de l'amnistie. Refus des pouvoirs publics.
- 1962 : M^{re} Julien Gouet, responsable du secrétariat général de l'épiscopat, s'intéresse au sort de l'ancien milicien.
- 1963 : démarches en vue d'obtenir une amnistie ou une grâce. Réponse négative du ministère des armées.
- 1964 : la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité est adoptée par le Parlement.
- 1967 : vingt ans après sa seconde condamnation à mort par contumace, les peines sont prescrites. Mais l'ancien milicien demeure l'objet d'une interdiction de séjour dans plusieurs départements, d'une dégradation nationale et ne peut rentrer en possession de ses biens.

- 1969-1971 : nouvelles démarches pour bénéficier d'une grâce. Le président de la République signe le 23 novembre 1971 un décret qui annule l'interdiction de séjour et la confiscation des biens.
- 1972 : l'hebdomadaire L'Express révèle que Paul Touvier a bénéficié d'une mesure de grâce.
- 1973 : les premières plaintes pour crimes contre l'humanité sont déposées.
- 1974 : une instruction judiciaire est ouverte.
- 1981 : un mandat d'amener est délivré contre l'ancien milicien.
- 1988 : le juge d'instruction Claude Grellier décide de confier les recherches à la gendarmerie.
- 1989 : Paul Touvier est arrêté le 24 mai dans le prieuré Saint-François de Nice. Le juge Jean-Pierre Gend Finculpe de crimes contre l'humanité et le place en détention.
- 1991 : la chambre d'accusation de Paris ordonne la libération de Touvier le 11 juillet. Au début de l'automne, le juge Gendil clôt son instruction et retient notamment contre Touvier sa responsabilité dans l'assassinat de sept otages juifs à Rillieux-la-Pape, le 29 juin 1944.
- 1992 : le 13 avril, la chambre d'accusation de Paris rend un arrêt de non-lieu général en sa faveur. Les juges considèrent que les charges sont « insuffisantes » et que le massacre de Rillieux ne s'insère pas dans le cadre d'une « politique d'hégémonie idéologique » comme le veut un arrêt de 1985. La Cour de cassation casse partiellement, le 27 novembre, le non-lieu général. Les juges retiennent la complicité de Paul Touvier avec la Gestapo dans la fusillade de Rillieux. Le dossier est renvoyé à Versailles.
- 1993 : la chambre d'accusation de Versailles renvoie le 2 juin l'ancien milicien devant la cour d'assises des Yvelines pour complicité de crimes contre l'humanité.
- 1994 : Paul Touvier est jugé du 17 mars au 20 avril. La cour d'assises des Yvelines le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité.

PAUL TOUVIER connaissait son dossier par cœur. Il se rappelait les noms, les heures, les rendez-vous donnés et manqués. Devant la cour d'assises de Versailles, on fut surpris de sa capacité à raconter dans le moindre détail sa propre vie. Cinquante ans après les faits, il était même prolixe sur sa jeunesse ou sur ses années d'après-guerre. Mais, brusquement, cet accusé savait estomper les souvenirs gênants. Les rafles de juifs pendant la guerre ? « On n'a pas su ces choses-là... Comprenez, à cette époque, il n'y avait pas la télévision. La condamnation dans toutes les églises lyonnaises des persécutions antisémites ? « Je n'étais sans doute pas à la messe ce jour-là. » L'arrestation et l'assassinat d'un honorable commerçant sur son ordre ? « Cette personne était sans doute recherchée pour une affaire de marché noir. »

Un antisémite obsessionnel mais à la mémoire sélective

Tout cela sur le ton de l'évidence, distillée avec une ironie doucereuse. Du 17 mars au 20 avril 1994, Touvier alterna entre des démonstrations de « bonne mémoire » sidérantes, des négations cinglantes et des oublis têtus. Quand le président de la cour d'assises lui lut l'une de ses déclarations où il reconnaît avoir fréquenté la Gestapo et rencontré Klaus Barbie, son alter ego allemand, il répondit : « Je suis formel : je n'ai jamais eu de rapport avec un Allemand, quel qu'il soit. » Mais, paradoxalement, ses pannes intermittentes de mémoire donnaient au procès sa juste couleur : opaque et ambiguë, entre chien et loup, à la mesure des années de l'Occupation.

La présence de Paul Touvier derrière une barre de verre, la douleur exprimée à la barre par ses victimes ou leurs enfants, le té-

moignage de ses anciens compagnons, vrais ou faux repentis, ajoutaient encore de singuliers lueurs à ce procès si longtemps différé en raison des fuites de l'accusé. L'éclairage le plus cru fut cependant fourni par un simple cahier vert exhumé, le 30 mars 1994, par le président parmi les scellés : le Journal intime de Touvier en 1985-1986.

Ce jour-là, le procès bascula. Touvier le graphomane, Touvier le scribe était pris à son propre piège. Ses annotations rageuses : « André Frossard. Sinistre commerçant juif », « Femme Badinter. Ordure juive », etc., le dépeignaient définitivement pour ce qu'il était : un antisémite obsessionnel dont l'horloge interne s'était arrêtée à l'heure vichyssoise.

L. G.

Enseignants et étudiants sont divisés sur le déménagement du campus de Jussieu

porte-parole de l'intersyndicale. « Nous revendiquons un délogement le plus rapide possible, avec des solutions d'aménagement provisoire du campus, sous forme de préfabriqués installés sur le site », a précisé une autre représentante.

Ces propositions n'ont pourtant pas toujours fait l'unanimité au sein de l'Assemblée. Si tout le monde se réjouit du « coup d'accélérateur » qu'a représenté l'annonce présidentielle, personne ne cache sa perplexité. A Jussieu, les quelque 50 000 personnes réunies sur le site travaillent dans des

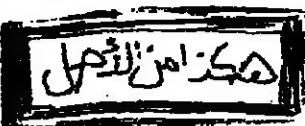
conditions fort différentes. Chacun voit donc midi à sa porte. Dans certains cas, notamment pour les filières qui manquent de place, on ne voit pas d'un si mauvais œil un déménagement. Dans d'autres, un transfert des infrastructures, comme la bibliothèque ou l'Institut de physique du globe, induirait des préjudices graves pour la recherche. Sans compter les problèmes de délogement que provoqueraient ces déplacements. Une ligne de fracture semble d'ailleurs se dessiner entre Paris-VI, qui

tient à rester sur place, et Paris-VII, que le déménagement pourrait désolider.

Dans une ambiance parfois houleuse, les différentes positions se sont exprimées lors de l'assemblée générale. Les tenants d'un refus du déménagement n'ont pas manqué d'arguments, d'autant que les propositions de la Ville de Paris ne suscitent guère l'enthousiasme. « Il faut garder Jussieu dans son intégralité, sinon on nous réduira nos mètres carrés ! clame un participant. Il ne faut pas être dupe de ce déménagement. Il y a des milliards en jeu pour le BTP. »

« La confusion de la réunion est à l'image de la confusion des esprits, à résumer à la sortie un enseignant en écologie. Il y a un tel mélange des genres à Jussieu qu'une solution à sens unique ne peut que poser problème ». Au terme de l'assemblée, pourtant, un consensus s'est dessiné sur la nécessité de « se battre pour le devenir du campus ». Un appel à la manifestation a même été lancé... sans rencontrer beaucoup d'écho, compte tenu de la période estivale. Rendez-vous a donc été pris pour la rentrée.

Cécile Prieur



Michel Mouillot a été interpellé dans une affaire de corruption

Il aurait exigé un pot-de-vin d'un gérant de casino

Le maire (UDF-PR) de Cannes, Michel Mouillot, était en garde-à-vue, jeudi matin 18 juillet, à Nice. Il avait été interpellé mercredi, après l'ar-

restation, à Londres, d'un homme venu retirer, pour le compte du maire de Cannes, une mal-

lette d'argent liquide remise par le gérant d'un casino cannois. La somme avait été exigée par M. Mouillot en contrepartie d'une autorisation d'exploiter des machines à sous.

LE MAIRE (UDF-PR) de Cannes, Michel Mouillot, a été placé en garde-à-vue, mercredi soir 17 juillet, dans les locaux de l'antenne de police judiciaire de Nice, après son interpellation, aux alentours de 20 heures, dans sa résidence secondaire de Tourtour (Var). Au terme d'une procédure digne d'un roman policier, M. Mouillot est soupçonné de « corruption passive », après l'arrestation, à Londres, en flagrant délit, d'un homme venu retirer, pour le compte du maire de Cannes, une valise censée contenir un million de francs en espèces. Le directeur du cabinet de M. Mouillot, Jean de Mendiguer, ainsi que son chef de cabinet, Yvette Bordenave, ont, eux aussi, été placés en garde-à-vue.

L'affaire s'est jouée en quelques semaines. A la fin du mois de juin, les dirigeants du groupe britannique de casinos London Club's Ltd, qui contrôle l'un des trois casinos de Cannes, le Carlton Club, ont alerté la sous-direction des courses et jeux des Renseignements généraux (RG), au ministère de l'Intérieur, afin de dénoncer le marché qui leur avait été proposé. Ayant présenté, le 21 juin à la mairie de Cannes, une demande d'autorisation d'exploiter des machines à sous, le gérant du casino, racontait-il aux policiers, s'était vu réclamer par M. Mouillot, au cours d'un entretien en tête-à-tête, trois millions de francs - somme destinée, selon les propos tenus alors par le maire, au financement de sa « campagne électorale ». Le Carlton Club était le seul établissement cannois à ne pas disposer d'une telle autorisation. Son chiffre d'affaires avait chuté, de

1994 à 1995, de 44 %. M. Mouillot, précisaient les dirigeants du groupe London Club's, avait fixé le *modus operandi* : la moitié de l'argent devait être remise avant le 28 juin, date à laquelle cette demande d'autorisation devait être inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal. Le reste de la somme devait être versé après l'installation des machines à sous. La réponse des Anglais devait être transmise par téléphone, en appelant uniquement sur le combiné portable personnel de M. Mouillot.

La suite des événements fut organisée par la direction centrale des RG et la police judiciaire - coordonnées, pour la circonstance, par le ministre de l'Intérieur en personne - avec le

concours des dirigeants du Carlton. Le directeur du casino répondit au maire de Cannes que ses supérieurs avaient donné leur accord au versement de l'argent. M. Mouillot lui fit un rendez-vous dans un bar de Cannes, le 26 juin : l'argent devait être remis, dans une valise, à une certaine « M^{me} Clément », reconnaissable à sa haute taille, le 28 juin à 9 heures, à l'hôtel Ritz de Londres, dans le quartier de Piccadilly. Aux abords du bar cannois, des policiers surveillaient discrètement l'entretien du maire avec le directeur du Carlton. Aussitôt après, ce dernier livrait son témoignage sur procès-verbal à la PJ nicoise, chargée le jour-même par le parquet de Grasse d'une enquête préliminaire. Le directeur du développement international du groupe London Club's, M. Timmins, venu spécialement sur la Côte d'Azur, effectuait lui aussi une déposition. Le parquet ouvrait alors une information judiciaire pour « corruption », confiée au juge d'instruction Jean-Pierre Murciano.

L'AIDE DE SCOTLAND YARD

Le juge délivrait promptement une commission rogatoire internationale à la PJ de Nice, et sollicitait le concours de Scotland Yard afin de mettre en place une « sourcière » dans la capitale anglaise. Le 27 juin, les enquêteurs crurent avoir échoué, lorsque M. Mouillot prévint le gérant du casino que le rendez-vous était reporté, sa « cousine » étant « malade ». Le lendemain, le conseil municipal de Cannes votait l'autorisation d'exploiter des machines à sous au Carlton.

Le 12 juillet, M. Mouillot fixait

un nouveau rendez-vous londonien : la remise des fonds devait avoir lieu le 17 juillet à 9 h 30, mais cette fois avec un homme. C'est cet individu, Daniel Ternet, quarante-six ans, connu de la police comme petit trafiquant de stupéfiants, qui a été interpellé, mercredi, à l'hôtel Ritz de Londres, au moment de la remise de la valise. Questionné par Scotland Yard, il aurait reconnu devoir remettre l'argent à un couple de Cannois, présents dans la capitale anglaise, mais qui ont réussi à échapper aux policiers. L'une de ces deux personnes avait été identifiée, jeudi matin. Mercredi après-midi, les policiers nicois se sont rendus à la mairie de Cannes, où ils ont interpellé le directeur et le chef du cabinet du maire. Une heure plus tard, à leur arrivée à Tourtour, où M. Mouillot possède une villa, les enquêteurs ont appris par son épouse qu'il s'était subitement rendu à l'hôpital de Draguignan, en raison d'une douleur à l'oreille. Mais à l'hôpital, nul n'avait aperçu le maire de Cannes.

Dans la soirée, M. Mouillot, de retour dans sa résidence secondaire, a été interpellé, puis placé en garde-à-vue à Nice. De source proche de l'enquête, on indiquait, jeudi matin 18 juillet, qu'une demande d'extradition de l'intermédiaire, Daniel Ternet, serait prochainement adressée aux autorités britanniques. Les enquêteurs devaient en outre chercher à savoir quel cheminement aurait dû emprunter l'argent, après avoir été remis aux émissaires de M. Mouillot.

Hervé Gattegno

Sept marins sri-lankais abandonnés dans un port de l'Aude

SEPT MARINS sri-lankais, embauchés clandestinement sur un cargo battant pavillon de Saint-Vincent (Antilles), ont été abandonnés, lundi 15 juillet, par leur commandant à Port-la-Nouvelle (Aude), où le navire avait fait escale pour charger des céréales avant de gagner la Sardaigne. Contrairement aux prescriptions de la réglementation internationale, le commandant lituanien du cargo *Serenada*, arrivé l'avant-veille pour charger des céréales à destination de la Sardaigne, n'a pas signalé leur « disparition » et les a laissés sur le quai. Les sept hommes, qui croyaient se trouver en Allemagne, selon leurs déclarations, ont été interpellés par des policiers de la direction départementale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins de l'Aude (Ddclie). Conduits au centre de rétention de Sète (Hérault), les sept marins devaient être reconduits à Colombo par avion.

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION** : les quinze personnes qui poursuivaient une grève de la faim, depuis le 19 juin, dans un local paroissial de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour obtenir la régularisation collective des « sans papiers » du département, ont interrompu, mardi 16 juillet, leur action, « épuisés par 27 jours de jeûne » et constatant les « résultats » de leurs négociations avec la préfecture. Dix-huit des quatre-vingt-cinq dossiers déposés ont obtenu un avis favorable et vingt-neuf ont été rejetés.

■ **UNIVERSITÉS** : près de 800 bacheliers n'auraient pas réussi à s'inscrire dans les universités parisiennes, indique l'UNEF, qui dénonce les « carences » du système télématique Ravel.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Philippe Sueur et Roseline Letteron

A LA SUITE d'un article consacré aux enseignants-chercheurs de l'université Paris-Nord-Villetaneuse (*Le Monde* du 20 juin), nous avons reçu de Philippe Sueur, doyen de la faculté de droit, sciences politiques et sociales de Paris-Nord, et de Roseline Letteron, professeur de droit public dans cette même université, la lettre suivante :

« Nous n'avons pas d'opinion à émettre sur la teneur générale de l'article, qui relève de la responsabilité de son auteur. Disons simplement que nous ne nous reconnaissons pas dans une tendance générale désenchantée, voire gogardienne, qui ne nous paraît nullement correspondre à l'état d'esprit de notre communauté universitaire. En revanche, les signataires sont directement et nommément mis en cause, par des citations entre guillemets et en italique qui

leur sont attribuées. Le moins que l'on puisse dire est que ces propos sont désobligeants, ou bien pour leurs auteurs eux-mêmes, ou bien pour leurs collègues. Ils tendent à déconsidérer, à l'emporte-pièce et un peu en vrac, le corps auquel ils appartiennent, leur activité de recherche et leur attachement à l'enseignement.

Nous tenons à démentir formellement des déclarations aussi désinvoltes, dont certaines sont même grammaticalement incorrectes.

Nous nous étions prêtés de bonne grâce et de bonne foi à ces entretiens qui nous donnaient l'occasion de faire connaître notre université, de témoigner de la vitalité de nos activités d'enseignement et de recherche. Nous regrettons vivement que cet objectif n'ait pas été atteint. »

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anne GUERCHÉ et Jean-Baptiste de MONTVALON sont très heureux d'annoncer la naissance de Antoine, le 10 juillet 1996. La famille est réunie. Tout va bien. Tout est bien.

Véronique BÉGIN, Julien FÉDÉ, Constance et Sébastien, sont heureux d'annoncer la naissance de Jules, le 5 juillet 1996. 9, rue de Trévise, 75009 Paris.

Décès

M. et M^{me} André Geoffroy, Le docteur et M^{me} François Piron, M. et M^{me} Jean-Marie Gelain, M. et M^{me} François Geoffroy, M. et M^{me} Michel de Viole de Regie, Leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Marc Geoffroy, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Veuve Paul GEOFFROY, née Suzanne DORNOIS,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, belle-sœur, tante et parents, survenu le 17 juillet 1996, en son domicile, à Paris-12^e, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Le service religieux sera célébré, le vendredi 19 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12^e.

L'inhumation aura lieu, au cimetière de Thiais (Val-de-Marne), dans l'ossuaire familial.

4, boulevard Diderot, 75012 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36
Téléphone : 42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42

M^{me} Veuve Rita Haccandy, née Curio, et ses enfants, Leurs proches et amis, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

M. Konrad Aka HACCANDY, ingénieur-conseil, officier de l'ordre national du Mérite ivrois, survenu, le 11 juillet 1996, à Abidjan, République de Côte-d'Ivoire.

Les obsèques auront lieu, le samedi 20 juillet, dans son village natal, N'Gassadobro (R.C.I.).

Vos pieuses prières nous apporteront réconfort et soutien moral. Fax Abidjan : 225-25-45-35.

M. et M^{me} Jean Mandel, M. et M^{me} Paul Mandel et leurs enfants, Les familles Livchitz, Ouzi, Paro, Surqui, ont l'immeuble tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Suzanne MANDEL, née OURI, survenu le 16 juillet 1996.

50, rue Corvisart, 75015 Paris.

M^{me} Sonia Simonet, Henri-José et Nicole Simonet, Françoise et David Simonet, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Simon SIMONET, leur époux, père et grand-père, survenu le 15 juillet 1996.

14, rue des Amclers, 75019 Paris.

L'UDF des sciences de l'homme, Le département des sciences de l'éducation, Le laboratoire de psycho-pédagogie, Et le centre de recherche (CERSE), ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean VIAL, professeur honoraire à l'université de Caen. Il a été un des fondateurs des sciences de l'éducation contemporaines en France. Ses collègues, ses collaborateurs, ses étudiants garderont le souvenir de sa sensibilité et de sa grande générosité.

On nous prie de rappeler le décès de Jeanne YVEL, survenu le 14 juillet 1996.

Ayant fait don de son corps à la science, une messe de requiem sera dite à sa mémoire, le mardi 22 juillet, à 12 h 15, au cimetière des Fères dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Hovort, Paris-9^e.

Anniversaires de décès

Il y a trois ans, disparaissaient Yvonne LEBBAR (Marianne) et Jovet LEBBAR.

Pensez à elles ! Danièle, Raymond, Lorraine et Marc Lévy.

Dominique et Jeanine vous rappellent le souvenir de Paul MONDOLONI, qui nous a quittés le 9 juillet 1994.

Il y a vingt ans, disparaissaient Jacques WOLBER. Les amis de Monette et Gérard partageront leur tristesse.

Remerciements

Ne pouvant répondre aux nombreux messages de sympathie qu'ils ont reçus, Claude Marty et les siens remercient tous ceux qui se sont associés à eux lors du décès de

Nadine MARTY, née Wollman, survenu le 8 juin 1996.

Condoléances

L'Association des étudiants du DESS développement et coopération s'associe à la douleur de la famille de

M. ABDOURAMANE, BA, historien, chargé de cours à l'université de la Sorbonne.

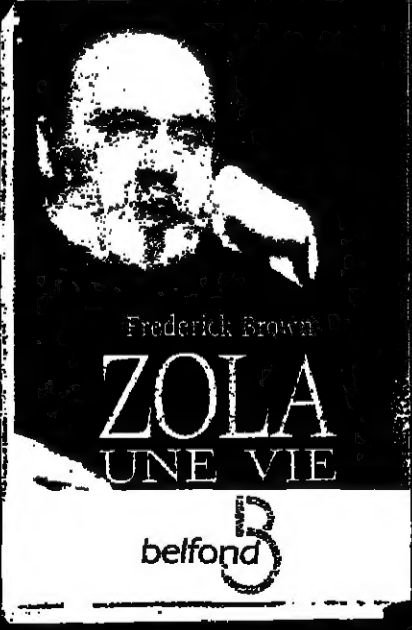
CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

PRESSES DE LA CITE

WILBUR SMITH



CEP COMMUNICATION

Les Presses de la Cité, Beliond, deux éditeurs du groupe C.E.P. Communication.

مركز الفن

HORIZONS

REPORTAGE



GENS DE MER

C'EST l'histoire d'un homme qui passa sa vie à contraindre la mer. L'histoire d'un entêté qui la savait sournoise et jura dès l'enfance de la combattre lorsqu'elle formait le dessin de ravin une vie. C'est l'histoire d'un sauveteur en mer. L'histoire magnifique d'un pêcheur d'hommes.

Sa maison est nichée derrière la dune d'une plage ronde et blanche, entourée de rochers. On y entend la mer, mais on ne la voit pas. On la sent. Des paquets d'eau, l'hiver, brutalisent le jardin. L'été, c'est dans une petite véranda, du côté opposé à la plage, qu'il aime s'asseoir et accepte timidement : « Vous êtes sûrs que c'est bien utile ? » - de se raconter.

C'est ici, dans le petit village de Kerdissien, sur l'île de la Finistère nord, que François Mic naquit, il y a soixante-dix ans. Ici qu'il grandit dans une famille de pêcheurs qui collectaient aussi bien le géomètre que les poissons et les crabes, et qu'après avoir connu brièvement la Royale et la marine marchande il décida de s'établir à son tour comme patron pêcheur. C'est ici, surtout, qu'il apprit la mer. Sa noirceur et ses malices, ses pièges et ses roueries, ses appâts et sa perfidie.

Pas sorcier, lorsqu'on est un petit de marin, d'en détecter les dangers ! On sait depuis toujours. On flairait l'enjôleuse. On a surpris trop de récits, capté auprès d'adultes trop d'allusions fatalistes à des drames de mer, vérifiés la souffrance de ceux auxquels elle procure un labeur. Nourricière, oh oui ! Mais tueuse.

Croqueuse de pêcheurs, dévoreuse d'estivants. Veilleuse infatigable, hypocrite et mielleuse, à l'affût d'une fatigue, d'une étourderie, de la moindre erreur. « Elle attend son heure, elle guette, comme un crocodile ; et elle avale. Elle ne pardonne rien à l'homme. Elle ne l'aime pas. Elle est mauvaise... Dieu qu'elle est mauvaise ! »

François Mic parle lentement, profondément, gravement. Il y a de la douceur dans sa voix, et une pointe d'émotion. La mer ne peut être pour lui un sujet anodin. Qu'on la démasque enfin ! Qu'on

Les moments de vérité d'un pêcheur d'hommes

aucune assistance et peuvent couler, incognito, en quelques secondes ! Défier la mer, ils disent ! Juste pour la gloire et les frissons ! Moi, quand je la défie, c'est pour lui arracher une vie ! »

Avec quelle rage alors ! Quel engagement dans la bataille ! « Comme un défi entre elle et moi ! » Elle ne doit pas gagner. Elle ne peut pas gagner. Il s'obstine. Il s'accroche, concentré, précis, transformant son Zodiac en anguille, sous-cieux de gagner entre les rochers les dixièmes de seconde qui peuvent sauver une vie. C'est un étrange moment. Il ne sait comment le décrire. Il ne se souvient pas bien, comme s'il était un autre dès qu'il est en mission. Il peine sur les mots. Il voudrait dire sa force alors, cette balle de courage et de volonté farouche qui le dope, le propulse, lui donne du sang-froid et ce qu'il faut de hargne pour gagner. Oui, chaque sauvetage est combat.

Cela commence avec la sonnerie du téléphone, que Madame Mic redoute, mais dont elle a fait accroître l'intensité pour l'entendre du jardin, et même de la dune. « Dès qu'on me parle de gens en danger, dit-il, quelque chose se passe

« Quand je repense à un sauvetage, même de longues années après, je le revis entièrement. Et s'il s'est mal passé, il me fait encore mal. » Un échec, une fois, l'assomma. Le plongeon. Le volé noir. « J'ai mis deux ans à remonter l'enfer des cachets ! » Un petit garçon de neuf ans était mort noyé, il n'avait pu l'aider. On l'avait appelé trop tard. A quelques minutes près, dit-il, il aurait pu le sauver. « Ce que j'ai souffert pour ce petit ! On lui avait fait du bouche-à-bouche, je continuais à y croire. Mais c'était bien fini. Il avait fallu admettre que le gosse trait au cimetière... Ce n'est pas de ma faute, me répétait-on. Et alors ? Son image m'obsédait. »

Il y eut heureusement beaucoup de sauvetages heureux. L'un d'eux, « miraculeux », continue lui aussi de troubler François Mic. Un vacancier en barque perdit un soir une rame et, ne pouvant avancer, entreprit de nager jusqu'aux prochains rochers. Folle ! Il y avait du courant, du crachin, un vent de force 7... Ne le voyant pas revenir, sa femme donna l'alerte. Et François Mic partit. Dans la brume et la nuit. Il s'obstina deux heures, sans indice, sans repère. Trois fois il arrêta le moteur pour lancer un appel, écouta, repartit. Autant chercher une aiguille dans une meule de foin. Mais soudain, oui, un râle près du Zodiac. François Mic braqua une torche : droit comme un « I », raide comme une planche, « au garde-à-vous », un corps gonflé d'eau monte et descend, apparaît puis disparaît sous l'eau. Le hisser dans le bateau s'avère périlleux. L'homme est énorme, « lourd comme une barrique ». Il passera trois jours en réanimation à l'hôpital de Brest avant de revenir, dégonflé, rétabli, « mince, totalement méconnaissable », sauver son sauveteur.

« Ce sauvetage est incompréhensible. La pluie, la nuit, la houle, aucune direction, aucune chance. Et puis ce râle, à 4 miles au large et 3 mètres du Zodiac... C'est incroyable ! Presque invraisemblable ! Tant de hasard n'existe pas. Quelque chose m'a aidé... Ou quelqu'un m'a guidé. » Le menton soutenu par les deux mains, il a les yeux au loin. Dans la brume et la tourmente de cette fameuse nuit. « Je crois bien que le Vieux, tout là-haut, m'a filé un

coup de main. » Il revivait rarement les naufrages sauvés. Il ne le souhaitait pas trop. En non plus, hormis cette toute jeune fille qui, pendant des années, et malgré ses conseils - « Il faut que vous tourniez la page » -, lui a écrit avec chaleur. Les autres disparaissent assez vite, sans d'ailleurs une pensée ni un geste pour cette Société nationale des sauveteurs en mer composée uniquement de bénévoles, dont il fait partie. Quand une rencontre a lieu, néanmoins, il y a toujours, dit François Mic, « comme une certaine gêne ». Chaque sauvetage garde « sa part de secrets », suggère-t-il. De secrets ? Le vieux marin hésite. Ce n'est pas facile à expliquer... « Un drame en mer où ne se posent plus, soudain, que les questions de la vie et de la mort est un moment de vérité exceptionnel. Et le sauveteur arrive. Et il est un témoin. »

TÉMOIN de l'imprudence ou de la légèreté. De la panique et de la couardise. D'options « très personnelles », et parfois peu glorieuses. Comment un sauveteur pourrait-il oublier ce père de famille dont le canot avait chaviré et qui ne pensa plus qu'à nager vers la plage, en ignorant délibérément les appels de son petit garçon qui, tombé tout près de lui, coulait ?

François Mic se souvient. De victoires contre la mer et de l'émotion de parents embrassant goulument un enfant rescapé ; d'échecs, dans la houle et dans le vent, et de ses envies de fuite, « dans un tunnel, comme les footballeurs qui quittent le terrain », pour échapper au retour bredouille ou fineste sur la plage. Il se souvient des larmes, des larmes de chagrin, de fatigue, de joie : « C'est mauvais quand on est sensible ; on prend tout à vif ; et on est tous pareils dans la famille... » Et puis des nuits d'attente de sa femme, sa partenaire, son amour, « si essentielle », « si courageuse », qui, avec son chien et un talkie-walkie, s'obstine à l'attendre sur la dune.

Annick Cojean
Photographie : Jean Mourot

PROCHAIN ARTICLE :
Tu ne seras pas pêcheur, mon fils

faire entrer le football dans le XXI^e siècle

Po
le
A

Radi
par l'humour Loubel-Franch

Faire entrer le football dans le XXI^e siècle

par Claude Allègre

DANS la société actuelle où l'apologie de l'individualisme, de la réussite solitaire, voire de l'égoïsme pur et simple but son plein, les sports collectifs suscitent paradoxalement de plus en plus de fervent populaire, que ce soit le basket-ball aux États-Unis ou le rugby et le football en Europe. Les supporters s'identifient tellement à l'aventure collective que constituent leurs équipes qu'ils font beaucoup de sacrifices financiers pour la suivre et commettent aussi parfois, hélas, des actes de fanatisme idiots.

Dans cette société qui se délite, le sport d'équipe prend donc une signification sociale et symbolique toute nouvelle à laquelle il faut porter une grande attention. D'autant plus que, par ailleurs, le sport peut (doit) créer des emplois au fur et à mesure que la réduction du temps de travail le permettra.

C'est dans ce contexte qu'il faut réexaminer avec soin le championnat d'Europe de football qui vient de se terminer. Même si la finale a enthousiasmé chacun de nous, il faut noter qu'à son total les matches ont été en général assez épiques, souvent violents, et la plupart du temps ternes.

Comme l'ont noté tous les commentateurs, les défenses l'ont emporté sur les attaques, la destruction sur la construction. Cela s'est traduit, d'une part, par un petit nombre de buts - acte pourtant fondamental de ce sport - d'autre part, par des accidents, des blessures et des pénalisations, les fameux cartons jaunes ou rouges.

Cet état de fait est d'autant plus inquiétant qu'il n'est que le prolongement d'une tendance que l'on discerne dans toutes les compétitions nationales ou internationales.

Un sport qui ne permet pas la concrétisation positive risque de dégénérer, mais, plus encore, il ne porte plus le symbole d'accomplissement et de créativité qu'il doit être, qui est consubstantiel au sport. La partition des tirs au but, sur lesquels beaucoup de matches se sont décidés, a trop souvent fait croire que le mérite s'obtient par la chance.

Quelles sont les causes de ce déperissement et de cette évolution ? Sans doute sont-elles multiples, et de nature diverse. Je crois que l'une d'elles, essentielle, est l'accroissement de la densité d'occupation de l'espace.

Autrefois, il y a trente ans, les arrières ne dépassaient que rarement le milieu de terrain. Je me

souviens encore du fameux stade de Reims avec son trio défensif Jancowski, Jonquet, Marché, qui s'aventuraient au milieu du terrain lorsque tout allait vraiment très bien.

Aujourd'hui, tout le monde attaque, tout le monde défend. Si bien que l'on trouve dans la tranche de 90 mètres, près des buts, vingt et un joueurs. Cette obésité des joueurs étant bien entendue amplifiée encore par la pratique du remplacement qui assure à tous une fraîcheur renouvelée. Cette densification spatiale multiplie les contacts, donc les chocs, et empêche le déroulement du jeu clair (les plus belles actions ne se développent que lors des contre-attaques).

Des équipes de neuf joueurs. Des buts élargis d'un mètre

Comment y remédier ? L'augmentation de la surface des terrains étant exclue pour des raisons économiques évidentes, il me paraît rester une solution double : réduire le nombre de joueurs de chaque équipe à neuf et, dans le même temps, élargir les buts d'un mètre.

Cette double décision devrait en principe aérer le jeu considérablement, réduire les accidents, accroître le nombre de buts. Un simple calcul de probabilités appuie cette idée, mais je crois, avant tout, à l'expérience. Je pense qu'il serait intéressant de tester cette idée au cours d'un tournoi international comme celui de Paris. Au vu des résultats, on en tirerait les conclusions.

Le basket américain s'est développé lorsque des règles précises ont interdit de garder la balle, de stationner dans la raquette et de pratiquer la défense de zone. Selon nous en Europe moins imaginatifs, moins audacieux ou plus conservateurs ?

Dans ce monde moderne où tout bouge, le sport aussi doit bouger. Parce qu'il est un symbole populaire fort, le football doit donner l'exemple. Démontrer une fois de plus que le sport, c'est l'audace et le courage d'évoluer, sans renier ses racines tout en inventant l'avenir.

Claude Allègre est professeur à l'université Denis-Diderot.

Pourquoi ne pas supprimer le contrôle antidopage ?

par André Halphen

AINS, le professeur Jean-Paul Escande vient de démissionner de son poste de président de la Commission nationale de lutte contre le dopage. En précisant : « On prendrait lutté contre quelque chose qu'on ne peut détecter. » Il devenait ainsi le premier médecin à affirmer que les sportifs se dopent de plus en plus, mais désormais avec des produits nouveaux qui échappent à un dépistage devenu obsolète.

Jean-Paul Escande a aussi regretté que son ministre, Guy Druet, ait écarté sa proposition de « médecine totale » qui permettrait, selon lui, de détecter tous les signes de dopage. Son coup d'éclat restera finalement un coup d'épée dans l'eau, puisqu'il a été remplacé par un autre médecin, le professeur Claude-Louis Gellien, qui cautionnera à sa place les analyses initiales.

Les médias n'en ont pas moins relayé à l'envi son renoncement. Oubliant de noter qu'il s'obstinait sur la voie impossible, celle sur laquelle roulent les métrons en retard, puisqu'il désire intensifier les méthodes antidopage alors que tous les experts savent qu'elles n'améliorent pas l'efficacité des contrôles. Si l'on arrive à détecter quelques autres « produits miracles », les chimistes au service des tricheurs en découvriront de nouveaux, plus nuisibles encore. La lutte en avant s'accentuera.

Personne donc n'a vraiment abordé le problème de front. Parce que personne n'ose poser la question, de peur de soulever des tollés dans toutes les institutions, toutes les tribunes, toutes les associations de gens bien pensants. La question est : ne faut-il pas abandonner la lutte antidopage ?

Le sport moderne a été codifié, en ce qui concerne la majorité des disciplines, en Angleterre, le pays qui garantit le premier, en 1679, la liberté individuelle par l'acte d'Habeas corpus. Quand les sports sont nés, le dopage (du moins tel qu'il est pratiqué à la fin du XX^e siècle) n'existait pas. Quand il s'est développé, on a oublié l'Habeas corpus, et l'on est parvenu à des interdictions contraires à l'une des règles fondamentales du droit (le droit de bien entendu des droits de l'homme) : pouvoir disposer de son corps comme on l'entend.

Les bonnes âmes, au nom de la

morale (mais qu'est-ce que la morale, sinon l'expression des mœurs du temps et de nos pays occidentaux ?) ont alors aménagé ces interdits, aboutissant à des iniquités évidentes.

Il suffit, pour se faire comprendre, d'analyser l'exemple de Ben Johnson. Le Canadien, recordman du monde du 100 mètres, a été mis au ban de la société parce qu'il a été « coté positif » aux Jeux olympiques de Séoul en 1988. Il a été traité comme le pire des criminels alors qu'il venait de boucler son 100 m dans un style de

Escande lui-même s'est risqué à l'affirmer. Mais Fredericks n'en court aucun opprobre, aucun châtiement, parce qu'il a mieux appris à manier les effaceurs, à respecter les délais, à jongler avec les hormones et autres produits chimiques modernes.

Le seul résultat flagrant de la lutte antidopage, c'est qu'on couronne les meilleurs tricheurs. Les législateurs sportifs voulaient protéger l'image du sport paragon de vertu, de propreté, de pureté. Ils n'ont abouti qu'à faire du sport le paragon de la fraude, de l'af-

examen, d'un chirurgien après une opération ? Brûle-t-on les œuvres des écrivains qui se dopent, des peintres qui se dopent, des compositeurs qui se dopent ? Seuls les sportifs sont victimes de cette morale dont il faudra bien admettre un jour qu'elle est immorale.

Reste l'essentiel. Oui, le dopage est dangereux. Oui, il détruit les corps et les âmes. Alors, comment lutter contre lui ? Peut-être en montrant ses dangers davantage qu'on ne le fait. Il est inconcevable qu'on ait pu se taire, en croyant agir avec pudeur, lorsque certains drames ont étalé leur horreur. Lorsque, par exemple, on a occulté le décès du jeune enfant d'un ancien recordman de France alors que les médecins avaient établi qu'il était mort des produits ingurgités par son père au cours de sa carrière. Ou lorsqu'un super-champion cycliste est mort à cinquante-trois ans, à l'évidence de ses nombreux excès « médicamenteux ».

Puisqu'on ne peut éviter que le monde de la triche ne s'arme continuellement, il faut alerter les victimes potentielles. Habeas corpus, soit, mais en toute connaissance de cause. A l'école des sportifs, il faut créer des cours d'« instruction civique ». Montrer les ravages de la dope-drogue.

Et puis - pourquoi pas ? - favoriser une certaine recherche médicale spécialisée. Vivre avec son temps, c'est peut-être, puisqu'on ne peut éradiquer le dopage, faire en sorte qu'il détruise moins.

André Halphen est journaliste, ancien chroniqueur et chef des Informations à « L'Equipe ».

Seuls les sportifs sont victimes de cette morale, dont il faudra bien admettre un jour qu'elle est immorale

toute beauté. Son record de 9 s 79 a été rayé des tablettes d'un coup de griffe vengeur. En revanche, l'Américaine Florence Griffith est passée, elle, au travers des mailles des filets tendus. Chacun savait, dans le monde de l'athlétisme, qu'elle aussi était dopée. Mais, sans preuve, on ne pouvait qu'hologuer son temps de 10 s 49 - une performance qui lui aurait permis de rivaliser avec bien des sprinters hommes -, qui restera record du monde pendant des décennies.

D'autres exemples de pareilles iniquités sont nombreux. Il me suffira de signaler, pour rester dans l'actualité, qu'on s'est assis aujourd'hui devant les 9 s 86 du Nambien Frankie Fredericks. 9 s 86, c'est encore loin des 9 s 79 de Johnson. Et chacun sait que Fredericks est lui aussi dopé. Jean-Paul

faïsmes (les produits miracles sont chers, et les apprentis sorciers aussi). Hors la dope, pas de record ; et sans record, pas de cachet dans les rencontres sportives.

Ce qui est vrai en athlétisme est évidemment aussi aveuglant dans d'autres sports où le dopage règne également en maître, sans être toujours aussi gravement sanctionné parce que les protecteurs du sacro-saint olympisme y veillent moins.

Et après tout, pourquoi interdire aux seuls sportifs de se dopent ? A-t-on pris des mesures pour empêcher que des hommes politiques, et non des moindres, se soumettent artificiellement, qu'ils soient malades ou bien portants ? Les fait-on pisser après des réunions électorales ? Contrôle-t-on les urines d'un musicien après un concert, d'un étudiant après un

Pour Radi par Françoise Toubol-Fischer

N OUS l'appellerons Radi. Il est de nationalité marocaine, du moins sur le papier, car dans son cœur il est français. Son vrai pays est la France, où il est arrivé à l'âge de treize ans, avec ses parents, en 1977. Lorsque ceux-ci sont repartis prendre leur retraite au Maroc, il a décidé de rester. Pourquoi ? Parce que sa vie est là, parce que, pour lui, le Maroc n'est que le pays de ses origines et non son pays d'adoption. A sa majorité, il travaille. Il a une carte de travail de dix ans et une carte de séjour de trois ans qu'il renouvelle régulièrement.

En 1988, il part pour quelques semaines de vacances au Maroc, où il tombe gravement malade. Hospitalisé pendant trois mois, il n'est pas en état de revenir en France avant l'année suivante. Malheureusement pour lui, sa carte de séjour expire pendant cette période. Bêtement, presque naïvement, il croit qu'à son retour en France la préfecture comprendra...

Là est son unique faute : la préfecture ne comprend jamais ceux qui sortent de la norme. Rentré en France, il va vivre pendant un an avec des récépissés successifs jusqu'au jour où sa carte de travail expire et où la préfecture lui en refuse le renouvellement.

Evidemment, il va rester sur notre territoire. Il y vit sans discontinuer depuis déjà treize ans. C'est alors la lente déchéance, celle qui conduit un homme, un « clandestin » comme on l'appelle, à ne

plus avoir aucune ressource puisqu'il n'a pas le droit de travailler, à perdre son logement, à se retrouver dans une nouvelle catégorie, celle des SDF, et à ne devoir sa nourriture qu'à la charité et à l'humanité de gens qu'il va rencontrer au hasard de ses errances.

Pour lui, des démarches vont être faites pendant des années par des associations caritatives, mais toujours sans succès. Il n'est plus qu'un « clandestin », il n'a qu'à rentrer « chez lui ».

Son parcours s'est arrêté le 10 juillet en fin d'après-midi, lorsqu'il a été embarqué avec quarante de ses compatriotes dans un charter Debré. Aujourd'hui, il est sans doute en train d'entrer à Casablanca, une ville qu'il ne connaît pas, dans un pays où il n'a plus aucune famille et dont il ne parle même pas la langue.

Le recours qu'il a formé contre l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière dont il a été l'objet a été rejeté. Motif : présenté hors délai. Pourquoi ? Parce qu'au commissariat où il a été placé en garde à vue après avoir été arrêté à la suite d'un contrôle d'identité fait au faciès, on ne lui a pas expliqué qu'il avait tout de même quelques droits et, en tout cas, celui de se défendre contre la mesure qui lui avait été notifiée, et qu'il n'a pas pu le savoir en lisant la décision de reconduite puisqu'il ne sait pas lire... Il a fallu la visite, deux jours après son arrestation, d'une amie à lui pour qu'il apprenne qu'il pouvait contester cet arrêté. Elle l'a fait pour lui, mais il était trop tard.

Histoire banale, diriez-vous. C'est en effet une histoire très banale, celle de Radi, un de ces immigrés clandestins que la France renvoie dans son pays d'origine alors qu'il a vécu chez nous pendant dix-neuf ans, qu'il y a travaillé pendant plus de dix ans, qu'il y a cotisé pour notre retraite, à nous Français, et qu'il en a été chassé comme un malfaiteur.

C'est cela, aussi, les charters de M. Debré. Seule différence avec ceux de M. Pasqua : l'indifférence totale dans laquelle ils décollent de nos aéroports. Ils n'éveillent aucune indignation de la part des élus de gauche, trop soucieux de leur réélection pour avoir le courage de prendre leur électorat à rebrousse-poil en lui expliquant la réalité de l'immigration clandestine. Ils ne savent même pas la droite, puisque certaines de ses têtes pensantes réclament une encore plus grande sévérité.

Le silence assourdissant de la gauche sur le sort fait aux immigrés dans notre pays ne lui apportera pourtant pas une seule voix. Seul le chef du Front national a compris que les Français préfèrent toujours l'original à sa copie.

Tous pis pour Radi. Qu'il sache au moins que nous serons quelques-uns à ne pas l'oublier et à continuer sans relâche à défendre les Radi de demain.

Françoise Toubol-Fischer est avocate au barreau de Paris.

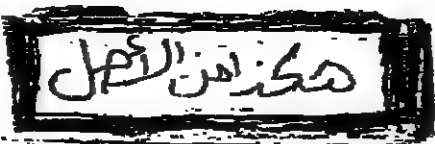
On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

01 Informatique, un magazine du groupe C.E.P. Communication.

LES GRANDS CHANTIERS DE LA PRÉVENTION

Portables : duel au sommet

CEP COMMUNICATION



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ;
Nathalie Bayart, directrice générale adjointe
Directeur de la rédaction : Fabrice Flipo
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Fournier, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Groussier, Danielle Heymann,
Bernard Le Gendre, Jean-Louis Lhomme, Manuel Luchini, Luc Rosenzweig
Directeur adjoint : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Ayan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont
Directeur éditorial : Eric Miliat ; directeur adjoint : Anne Chausseray
Conseiller de la rédaction : Alain Ruffat ; directeur des relations internationales : Daniel Verrier
Médiateur : André Laurent
Comité de surveillance : Alain Jélic, président ; Gérard Courreau, vice-président
Autres directeurs : Hubert Bayart-Méry (1944-1995), Jacques Pélissier (1949-1992),
André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacombe (1991-1995)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bayart-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Privatisé
Société sociale : 29 401 000 F. CLASSEMENT : 2500 PARIS COTER 95
Tél. : (0) 1 47 33 60 00, télécopieur : (0) 1 47 33 60 01, fax : (0) 1 47 33 60 02

Le Monde

ÉDITORIAL

La responsabilité d'Alain Juppé

En 1989, Michel Rocard, alors premier ministre, confronté aux revendications des grévistes qui paralysaient la Corse, expliquait aux insulaires que la solidarité nationale avait atteint « ses limites ». Sept ans plus tard, Alain Juppé affirme qu'en égard aux difficultés de la Corse un effort supplémentaire de la communauté nationale est bien naturel. Ces variations d'un gouvernement à l'autre, ce manque de continuité dans la gestion d'un dossier aussi sensible expliquent en partie pourquoi la parole de l'état est aussi dévaluée et pourquoi toute initiative des pouvoirs publics suscite d'abord, sur l'île comme sur le continent, le scepticisme et une impression de déjà vu.

M. Juppé court désormais plusieurs dangers. Sur le plan économique, l'ensemble des mesures annoncées mercredi 17 juillet – que le premier ministre évalue à 3,5 milliards de francs sur cinq ans – n'est pas négligeable, mais il s'agit de mesures d'incitation ou d'accompagnement qui, selon toute probabilité, ne peuvent suffire à changer rapidement

les données structurelles de l'économie – ou de la « non-économie » – corse. Comment faire vivre une industrie et des services sur un territoire handicapé par son insularité ? La question reste posée. Sur le plan de l'ordre public, combien de premiers ministres, combien de ministres de l'intérieur, avant lui, ont-ils proclamé que le temps du laxisme était révolu, sans qu'aucun changement réel ne s'ensuive ? An surplis, M. Juppé, en définissant comme il le fait les relations de l'état avec les nationalistes, s'engage sur un terrain très glissant.

Le premier ministre peut estimer qu'une nouvelle avancée institutionnelle ne serait d'aucune utilité pour traiter le problème corse. Le chef du gouvernement a raison de juger que la Corse

est « lisse » de la violence et que les nationalistes doivent bien en tenir compte. Cependant, il devrait admettre, aussi, que les dirigeants nationalistes clandestins peuvent avoir du mal à ramener leurs troupes sur les chemins de la paix, et que leur opposer une fin de non-recevoir ne les aide pas à tenir leurs troupes.

D'autre part la question institutionnelle est délicate. La soulever de nouveau serait prendre le risque d'une cassure de la droite insulaire. En outre, l'hôtel Matignon fait, à l'évidence, le pari qu'à l'expiration de la trêve du FLNC, canal historique en octobre, c'est-à-dire à moins de deux ans des élections territoriales, les clandestins n'auront pas les moyens politiques ni, peut-être, matériels, de reprendre les attentats.

Il reste à espérer qu'Alain Juppé a bien mesuré tous les risques de sa démarche, celle d'autant plus que la conduite de la politique corse est clairement passée, dorénavant, du ministère de l'intérieur à l'hôtel Matignon. Le dossier corse s'ajoute donc à tous ceux dont les résultats lui seront directement imputés. Qu'ils soient positifs ou négatifs.

Les questions de l'Espagne sur sa guerre civile

Suite de la première page

La première interrogation anime moult débats parmi les experts : « Cette tragique erreur collective », selon le mot de l'un d'entre eux, aurait-elle pu être évitée ? Les tensions sociales, régionales, religieuses n'avaient cessé de s'accumuler pendant plus d'un siècle jusqu'à la proclamation de la seconde République, le 14 avril 1931, qui contraignit le roi Alphonse XIII à quitter le trône pour éviter déjà les risques d'un premier embrasement. Les antagonismes n'ont fait que s'accroître par la suite avec les soubresauts politiques qui ont marqué cette époque. A tel point que lorsque le Front populaire triompha, le 16 février 1936, l'exacerbation des passions, la violence des oppositions sont telles que la possibilité d'un affrontement ouvert est devenue une réalité tangible.

Le poids de l'armée, l'influence de l'Eglise, la polarisation des idéologies en Europe et l'incapacité du pouvoir à maîtriser l'énorme changement auquel aspirait une grande partie du pays : rien n'y fit. La guerre devait éclater. Encore maintenant, les historiens s'interrogent sur ce qui aurait dû être fait pour qu'un peuple tout entier ne s'entreuille pas. La grande fracture sociale qui caractérisait l'Espagne de l'époque aurait-elle pu être résolue pacifiquement ? Peut-être à un autre moment de l'histoire, pensent de nombreux experts de la période. Mais pas en 1936.

Comme toujours, chacun des deux camps pensait que le putsch serait une affaire réglée en quelques semaines. Chacun partit au combat en chantant, convaincu de sa supériorité et de son bon droit. Au « no pasaran » des républicains, le général franquiste Millan Astray répondait « Vive la mort ! A bas l'intelligence ». Si la guerre a duré si longtemps, c'est sans doute parce le pouvoir n'a pas su utiliser rapidement ses moyens pour mater au départ le soulèvement et notamment empêcher le franchissement de la Méditerranée par les troupes basées au Maroc. Le 20 juillet, le gouvernement légitime avait gardé le contrôle des régions les plus riches, de la marine et de la plus grande partie de l'aviation. Ces atouts ne furent pas suffisamment mis à profit. Le rapport des forces, très équilibré, fut, par la suite, un des facteurs essentiels au prolongement de la guerre.

Qu'est-ce qui a fait, finalement, la différence ? L'appui des forces de l'axe aux troupes de Franco ou les divisions dans le camp républicain ?

PRÉCISION

M. JOSPIN ET LE LOGEMENT DU FILS DE M. TIBERI

Dans le sondage publié par *Le Parisien* du 4 juillet sur les affaires et l'image du maire de Paris (*Le Monde* du 5 juillet), nous indiquions que pour 56 % des personnes interrogées (contre 31 %) Lionel Jospin « a eu tort » de parler d'« affaire d'état » à propos du classement sans suite de l'affaire du logement du fils du maire de Paris. Dans une mise au point adressée au *Parisien*, M. Jospin précise que ce qu'il a appelé « une affaire d'état », c'est le fait que non seulement le directeur de la police judiciaire refuse le concours de la police au juge d'instruction dans la perquisition qu'il entendait mener mais aussi que le lendemain (...) ce même directeur se permette d'attaquer délibérément le juge ».

Le casin ? La question n'est pas tranchée. Ce ne sont, en tout cas, pas les 40 000 combattants des brigades internationales qui ont permis de pallier l'apport technologique et humain fourni par Hitler et Mussolini. Le principe de la non-intervention décidé par l'Europe suscite encore des débats : on s'interroge à Madrid sur l'impact qu'aurait pu avoir une aide réelle des démocraties. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que Franco prolongeait volontairement la confrontation. « C'était une guerre de terreur dont le but était de tuer le maximum de soldats républicains et de laisser les civils terrorisés de façon qu'ils ne relèvent pas la tête pendant trente ans », souligne Paul Preston, auteur de la meilleure biographie de Franco.

Le nombre de morts reste également une des grandes énigmes de la période. Le chiffre d'un million, souvent cité, est reconnu aujourd'hui par tous les experts comme largement exagéré. Le professeur de sciences politiques Alberto Reig estimait, dans un article publié récemment par le quotidien *El País*, le nombre total des pertes humaines à quelque 600 000, la moitié résultant directement des opérations militaires. Cependant, on ne saura jamais le nombre exact d'exécutions massives. Les chiffres ne sont guère fiables. En s'appuyant sur toutes les études et enquêtes disponibles, Alberto Reig affirme que 60 000 personnes ont péri lors de la répression républicaine et 150 000 entre les mains franquistes pendant la guerre et lors de l'épuration qui a suivi. 23 000 personnes furent officiellement fusillées à partir du 1^{er} avril 1939, date à laquelle cessèrent les combats et commença une dictature de trente-sept ans, jusqu'à la mort de Franco le 20 novembre 1975.

Au « no pasaran » des républicains, le général franquiste Millan Astray répondait « Vive la mort ! A bas l'intelligence »

Soixante ans après le coup d'état, vingt ans après la fin de cette sombre période de l'histoire du pays, de nombreux points d'interrogation subsistent encore sur cet événement qui a marqué à jamais l'Espagne. Il s'agit d'objets de débats, de recherches et de multiples livres mais n'alimentent plus guère de polémiques. Installée dans la démocratie, l'Espagne ne regarde plus cette tragédie qu'à travers les yeux des historiens sans que cela suscite encore des divisions au sein d'une population qui n'a pas oublié mais ne veut pas rouvrir des plaies désormais refermées.

Aucune commémoration ne marquera cette page d'histoire qui reste pourtant bien ancrée dans les mémoires. L'armée est rentrée dans le rang. L'Eglise n'a plus le poids d'autan. La fracture sociale, si profonde à l'époque, s'est comblée avec l'émergence d'une classe moyenne importante. Il ne reste qu'à régler la question territoriale. Le modèle mis en place est en évolution constante mais pour le moment il est une réussite. Aura-t-il donc fallu ce bain de sang, ce cortège d'atrocités suivi des années noires du franquisme pour voir l'énorme abécédairiste accumulé au cours de plusieurs générations ? Cette question, parmi d'autres, demeure entière.

Michel Bôlle-Richard

Hommages irrespectueux d'André François

Le peintre et dessinateur célèbre à sa manière quelques maîtres illustres.

Balthus : « Les culottes Petit Balthus »



L'Europe sociale et la crise de la démocratie

LES PEUPLES du Vieux Continent acceptent-ils longtemps que la construction européenne s'accompagne d'un élargissement de la « fracture sociale » provoquée par le libéralisme dominant ? Ceux de l'Ouest toléreront-ils qu'un nom de Maastricht l'application de critères de convergence financière accroisse les inégalités. Ceux de l'Est consentiront-ils aux sacrifices qui leur sont demandés pour adhérer le jour venu à l'Union ? Bref, n'est-ce pas le temps de mettre en œuvre ce fameux « modèle social européen » dont le gouvernement français a défini les principes ?

Ces questions étaient posées mercredi 17 juillet à Montpellier aux participants des Rencontres de Pétrarque, organisées par France-Culture et *Le Monde*, dans la troisième journée avait pour thème « L'Europe creuse-t-elle la fracture sociale ? ». Curieusement, l'Europe fut la grande absente de ce débat, comme si les intervenants s'étaient accordés pour juger que, décidément, il est trop facile de transformer l'Union européenne en bouc émissaire.

En fait, la crise qui frappe les pays du Vieux Continent traduit avant tout un changement de « paradigme », ce que l'historien polonais Bronislaw Geremek appelle « la fin d'un cycle de la vie sociale », dont l'Europe ne saurait être tenue pour la seule ni même la principale responsable. Il est vrai, comme l'a rappelé Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, que l'Europe s'était donnée entre autres pour objectif d'assurer la prospérité en rassemblant les moyens de répondre aux besoins sociaux et que, par suite d'un étrange retournement, elle a fini par servir d'excuse pour ne pas y

répondre. Mais ce constat ne suffit pas pour expliquer « la crise de la capacité politique » des Etats, qui se sont montrés impuissants à apporter des solutions satisfaisantes. Comment sortir alors de ce piège que les gouvernements semblent accueillir avec une sorte de fatalisme résigné ?

Pour Paul Thibaud, la réponse est dans le retour de la politique. Si l'Europe a concouru si peu que ce soit à la fracture sociale, ce ne peut être, selon lui, qu'en provoquant une crise de la démocratie. L'essentiel aujourd'hui est donc de donner toute sa place à la volonté politique afin de fomenter un programme de réforme sociale. Cette volonté, les élites françaises, estime Paul Thibaud, en sont dépourvues. Il serait ainsi urgent, selon l'historien Krzysztof Pomian, de mettre fin à ce qu'il a appelé « une crise d'identité sociale ».

« AFFRONTER L'INCERTAIN »
Pour Bronislaw Geremek, la question-clé est celle de l'éducation. En tant qu'historien de la pauvreté, il a rappelé comment les villes médiévales d'abord, les Etats ensuite, avaient été conduits à organiser les secours aux pauvres, perçus comme une menace pour l'ordre social et comme un objet de peur, voire de haine. En tant que responsable politique polonais, dans l'opposition depuis la victoire des ex-communistes à Varsovie, il a souligné que le développement de l'éducation pouvait être aujourd'hui en Pologne non seulement un moyen d'assurer la formation de chômeurs, mais surtout de restaurer la légitimité de l'Etat, pourvoyeur de ce « bien public qu'est l'éducation », et de la rendre plus apte à construire les citoyens de

la nécessité de réformes profondes. (...) Nous nous trouvons, a-t-il souligné, dans une situation que nous ne comprenons pas. Les solutions ne peuvent plus être tirées de l'expérience du passé ».

Autre réponse, celle d'Alain-Gérard Slama, historien des idées et adepte de la pensée libérale, qui a mis l'accent sur l'exigence des responsabilités. Dénouant la « société d'assistance » et le rôle excessif des experts, il s'est élevé contre la « dualisation » entre les « productifs » et les « assistés », encouragés selon lui par la construction européenne. Il a exprimé la crainte que triomphe en Europe la tentation de s'aligner sur le « modèle de la société la plus protégée ». Réduire la durée du travail pour absorber le chômage ? Ce serait, pense-t-il, entrer dans la voie d'une « économie administrée » au lieu de « re-responsabiliser les citoyens ».

La politique, l'éducation, la responsabilité : en dépit de leurs divergences, les orateurs se rejoignent sur l'essentiel qui est, au fond, de favoriser l'initiative, le risque et l'innovation. Bronislaw Geremek a insisté sur la nécessité de « changer l'inertie immense » du système hérité du communisme. Paul Thibaud a demandé que l'on donne aux gens « des chances de participer à la société ». Alain-Gérard Slama a fait appel à l'intervention des individus plutôt qu'à celle des organisations. La crise, a dit Iso Camartin, universitaire suisse, doit être l'occasion d'établir « une nouvelle priorité des valeurs ». Des défis inédits se présentent : « Ayons le courage d'affronter l'incertain en face », a conclu Alain Finkielkraut.

Thomas Ferenzi

DANS LA PRESSE

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Des troupes françaises quittent l'Allemagne. En 1930, leur retrait de Rhénanie avait été accueilli avec joie. Aujourd'hui, le départ des Français provoque des regrets, voire des critiques dissimulées du pays hôte. Rien ne peut mieux rendre compte de la transformation, dans le bon sens, de la relation franco-allemande que la comparaison des deux événements (...). Le seul pays qui reste présent en Allemagne avec des forces importantes est les Etats-Unis. Il n'est pas étonnant que le chancelier préfère ignorer la décision de retrait des Français. Elle ne cadre pas avec sa perception de la réalité.

FRANCE-INTER

Jérôme Dorville

La restructuration de la carte militaire est venue assombrir encore un peu plus l'horizon d'une France déjà anxiée (...). Pour autant, Jacques Chirac ne rencontre guère d'opposition dans cette entreprise de longue haleine (...). L'immobilisme du second septennat mitterrandien, en ce domaine comme en d'autres, se paie aujourd'hui au prix fort.

L'HUMANITÉ

Charles Silvestre

Jacques Chirac (...) veut substituer à la défense nationale, déjà entamée, une armée de métier sous contrôle américain. La géographie même du plan Millon, si on y ajoute celle des pôles menacés, en dit long. Les places fortes de l'Est sont enfoncées, les ports de l'Atlantique cernés, les camps de la Méditerranée attaqués. On ne peut mieux montrer que la défense du territoire national n'est plus la raison d'être de l'armée française.

reut devenir un grou

La longue grève
salariés d'une filiale de Carnaud

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 19 JUILLET 1996

STRATÉGIE La Compagnie de Suez a connu au cours des dernières années une crise majeure marquée à la fois par de lourdes pertes, l'absence d'une stratégie claire et la ré-

bellion publique des actionnaires les plus importants. ● GÉRARD MESTRALLET a pris la présidence de Suez. Il y a un an, avec pour mission d'apaiser les relations entre les dirigeants et

les actionnaires et de définir une nouvelle stratégie. Cette dernière s'est d'ores et déjà traduite par la cession du contrôle de la banque Indosuez au Crédit agricole. ● LE GROUPE étudie

également une accélération de la vente de l'ensemble de ses engagements dans l'immobilier (12,5 milliards de francs). ● SUEZ entend se re-

centrer autour de deux pôles : les services collectifs et les infrastructures publiques avec Tractebel et Lyonnaise des eaux ; les services financiers aux particuliers avec Sofinco, Générale de Banque et Fortis.

Suez veut devenir un groupe plus compact, plus cohérent, plus européen

Dans un entretien au « Monde », Gérard Mestrallet, le président de la Compagnie de Suez depuis un an, explique la stratégie de son groupe, qui vient de céder la majorité du capital de sa filiale bancaire Indosuez au Crédit agricole

« Il y a un an, vous prenez la présidence de la Compagnie de Suez. Le groupe était alors confronté à quatre problèmes de taille : le poids de son immobilier, la fragilité de sa filiale bancaire Indosuez, une rentabilité nettement insuffisante et des relations orageuses avec certains de ses actionnaires. La cession d'Indosuez au Crédit agricole vous libère d'un problème. Où en êtes-vous pour le reste ? »

« La cession, effective la semaine dernière, du contrôle d'Indosuez au Crédit agricole, nous permet de ramener notre dette à zéro alors que nous en supportions encore 4,5 milliards de francs fin 1995. Nous avons reçu 6,3 milliards du Crédit agricole pour 51 % d'Indosuez. Il s'agit en fait de 4,7 milliards puisque nous

tionnaires. Aujourd'hui, les administrateurs sont satisfaits de ce fonctionnement et cette opération, avec de bonnes performances de nos filiales, va nous permettre d'améliorer notre rentabilité. »

« Le président de la République, Jacques Chirac, s'en est pris le 14 juillet aux banques françaises accusées d'être mal gérées et de ne pas soutenir les entreprises. Dans le groupe Suez, vous avez une banque belge, la Générale de Banque, et une banque française, Indosuez, dont vous venez de céder le contrôle. Vous êtes bien placé pour vous faire un jugement. Est-ce que les banques françaises fonctionnent réellement mieux que leurs homologues étrangères ? »

« Il est exact que le secteur ban-

sairement international de la compétition bancaire. Il faut les supprimer, mais alors gare aux plus faibles. »

« Enfin, les structures de la profession bancaire en France sont inadéquates. Elles ont très peu évolué au cours des vingt dernières années. La période de nationalisation a stérilisé les réorganisations. Avec le recul, cela a été sans doute une occasion perdue de regrouper les banques en trois ou quatre ensembles de dimension mondiale. Aujourd'hui, des restructurations sont nécessaires, mais elles sont rendues plus difficiles en France par la faiblesse des fonds propres de nos établissements. Les banques françaises ont néanmoins des atouts : de très bons spécialistes, de bonnes technologies, une productivité satisfaisante. »

« Envisagez-vous de régler aussi rapidement que la cession du contrôle d'Indosuez votre problème immobilier ? Vous avez confié à trois banques américaines le soin d'étudier la cession possible de tout ou partie de votre portefeuille. »

« Notre philosophie a été définie début 1995 : ne plus avoir d'engagement dans l'immobilier à l'horizon 2001. Pour y parvenir, nous avons passé les provisions en conséquence et notre engagement net est revenu à 12,5 milliards de francs à fin juin 1996. Parallèlement, depuis six mois, nous avons mené un travail de documentation exhaustive de nos actifs, opération indispensable pour les vendre dans les meilleures conditions possibles. Cette tâche est aujourd'hui terminée. Nous sommes prêts à accélérer notre rythme de sortie à condition que les prix proposés pour ces actifs soient plus intéressants que le prix de base escompté par un étalement des cessions jusqu'en 2001. En toute hypothèse, nous ne prendrons pas de décision avant la fin de l'automne. »

« Quelle est aujourd'hui la stratégie de Suez ? »

« Suez est aujourd'hui recentré autour de deux pôles : les services collectifs et les infrastructures publiques avec Tractebel et Lyonnaise des eaux ; les services financiers aux particuliers avec Sofinco, Générale de Banque et Fortis. Dans les faits, cette stratégie est engagée depuis cinq ans, mais elle était masquée par les problèmes du groupe. Malgré nos difficultés, nous avons investi plus de 13 milliards de francs dans ces cinq entreprises afin d'ac-



GÉRARD MESTRALLET

compagner leur développement ou de nous y renforcer. Nous avons, par exemple, augmenté notre part dans Tractebel de 18 % à près de 40 %, et dans Générale de Banque de 12 % à 30 %. »

« Ces cinq sociétés ont des caractéristiques communes qui répondent aux nécessités de Suez. Elles sont rentables, voire très rentables, avec des résultats stables et récurrents, peu sensibles aux cycles économiques. Elles comptent parmi les toutes premières de leur secteur avec des positions nationales fortes et un gros potentiel de développement à l'international. »

« Nous n'avons donc pas besoin de chercher de nouveaux métiers. Le groupe possède des entreprises de premier ordre qui lui garantissent des perspectives de croissance pour les dix à vingt ans à venir et qui vont lui permettre de créer de la valeur pour ses actionnaires. »

« Un rapprochement avec la Société Générale de Belgique avait été évoqué il y a un peu plus d'un an. Cette hypothèse est-elle toujours d'actualité et ne présente-t-

elle pas un intérêt supplémentaire après le désengagement d'Indosuez ? »

« La Générale de Belgique représente aujourd'hui près de 40 % de nos actifs. Elle constitue un pilier du groupe et nous donne une vraie dimension européenne et un accès privilégié à l'Europe du Nord. Il y a un an, certaines hypothèses avaient été évoquées comme une réponse à la crise de Suez. Cette crise est passée. Nous avons traité en priorité les urgences. La question des structures juridiques du groupe est légitime, mais elle n'est pas urgente. »

« Quel peut être votre rôle ? Suez est-il encore utile ? »

« Je conçois notre rôle de manière dynamique. Nous devons être des agents moteurs de la restructuration et du développement des secteurs où nous sommes présents. Notre devoir est de faire émerger des acteurs de premier plan, aptes à affronter la compétition internationale. Nous pouvons être le catalyseur décisif au moment d'un choix stratégique important. C'est la vocation de Suez. C'est ce que nous avons toujours fait au fil de notre histoire, encore récemment vis-à-vis de la Société Générale de Belgique. »

« Avez-vous les moyens financiers de le faire ? Pouvez-vous peser sur la stratégie des groupes dans lequel vous êtes actionnaires ? Cela n'a pas toujours été le cas. »

« Notre rôle d'actionnaire professionnel ne se conçoit pas de manière passive. Pour autant, il n'est

pas question de se substituer aux dirigeants des filiales ou participations. Ils assument, seuls, la responsabilité de la gestion. En revanche, nous voulons être associés à la réflexion stratégique. Il est essentiel qu'il y ait entre le management des sociétés et leur actionnaire Suez une parfaite identité de vue sur la stratégie. »

« Pour être efficace dans ce rôle, nous devons nous concentrer sur quelques grandes participations dans un nombre limité de secteurs. Le concept d'un holding ayant des participations minoritaires dans un très grand nombre de sociétés appartient au passé. Nous devons répondre au changement d'échelle de la concurrence devenue mondiale. Nous devenons un groupe plus compact, plus cohérent, plus européen. »

« Dans cette optique, la question des moyens financiers est essentielle. Nous donnons la priorité à des secteurs dont les entreprises dégagent une bonne rentabilité qui permet d'auto-financer le développement courant. Mais lors des virages stratégiques majeurs, nous devons répondre présent. Les marges de manœuvre que nous avons restituées à la Générale de Belgique et reconstituées chez Suez depuis la cession du contrôle d'Indosuez, nous donnent clairement les moyens de jouer notre rôle de tête du groupe et de catalyseur du changement. »

Propos recueillis par Claire Blandin et Eric Léser

Deux années de lourdes pertes

● La Compagnie de Suez, en 1995, a enregistré une perte de 3,96 milliards de francs après une provision de 5 milliards liée à la crise immobilière. En 1994, Suez avait déjà un déficit record de 4,78 milliards de francs après un effort de provisionnement de l'immobilier de plus de 7,5 milliards.

● En 1995, le total des fonds propres atteignait 41,5 milliards de francs. Les produits d'exploitation représentaient plus de 96 milliards.

● Les principales filiales du groupe sont la Société Générale de Belgique, détenue à 62,6 % (elle-même possède 37 % de Tractebel, 29 % de la Générale de Banque, 20 % de Fortis, 50 % d'Union Minière, 70 % de Recticel...), la banque Sofinco, contrôlée à 100 %, la Lyonnaise des eaux (16,6 %) et la banque Indosuez, dont Suez ne détient plus aujourd'hui que 49 %.

● Les principaux actionnaires de Suez sont Saint-Gobain (6,2 %), FIAP (6,1 %), la BNP (5,5 %) et Elf (3,1 %).

avons repaid pour 1,6 milliard de francs-Lyonnaise des eaux et Générale de Belgique détenus par la banque. L'an prochain, nous recevons 3 milliards de plus pour la vente de 29 % supplémentaires d'Indosuez.

« Aujourd'hui, pour la première fois depuis huit ans, la Compagnie de Suez est complètement désendettée. Nous en avons fini avec un mal chronique de la Compagnie depuis l'acquisition de la Société Générale de Belgique (SCB), de l'assureur Victoire et la crise de l'immobilier. »

« La cession du contrôle d'Indosuez a été aussi une illustration de l'apaisement des relations entre la présidence du groupe et ses principaux actionnaires. Les comités d'administrateurs que nous avons créés ont bien fonctionné. Nous avons évoqué toutes les hypothèses et nous avons pris la meilleure décision dans l'intérêt de tous les ac-

taire, français traverse une crise grave. La rentabilité des banques françaises est l'une des plus faibles d'Europe. Par comparaison, la Générale de Banque, avec une rentabilité sur fonds propres de 19 %, a dégagé un bénéfice net de 2,3 milliards de francs français en 1995, niveau qui n'est dépassé en France que par le Crédit agricole et la Société Générale. Les causes de cette situation sont à mes yeux au nombre de trois. »

« La crise de l'immobilier d'abord qui a frappé durement en France et les autres banques au moment où elles avaient besoin de pouvoir bouger vite. Dans cet avènement collectif, aucun signal d'alarme n'est venu à temps, ni de la profession ni des pouvoirs publics. »

« Les distorsions de concurrence sur le marché domestique sont le deuxième problème. Elles sont tout à fait réelles et me paraissent anachroniques dans une vision néces-

La longue grève des salariés d'une filiale de CarnaudMetalbox

DJON

de notre envoyée spéciale

Cette année, les 175 salariés de la BAP (Boulogne Applications Plastiques) ont vécu un 14-Juillet peu ordinaire. Comme chaque jour depuis cinq semaines, la quasi-totalité du personnel de cette filiale de Carnaud Metalbox (CMB), située à Chevigny-Saint-Sauveur, près de Dijon (Côte-d'Or), a passé le week-end dans l'usine, promise à la fermeture. Depuis l'annonce du projet de la maison-mère, Crown Cork, le 10 juin dernier, confirmé en comité central d'entreprise quinze jours plus tard, les syndicats ont engagé un bras de fer avec la direction en occupant les locaux. Ils rejettent l'argument selon lequel ce site de CMB spécialisé dans le flaconnage par extrusion soufflage aurait « des équipements et une structure ne lui permettant plus d'être compétitif sur son marché », à savoir les flaconnages en PVC, fortement concurrencés par une autre matière plastique, le PET.

Samedi 13 juillet au soir, les salariés de la BAP avaient organisé une kermesse dans la cour de l'usine occupée. Certains s'étaient improvisés disc-jockeys, d'autres distributeurs de sandwiches et de rafraîchissements, pour divertir quelque 250

personnes, membres des familles et amis. Depuis huit jours, les femmes, qui représentent 60 % du personnel, avaient occupé leurs journées à confectionner bonnets phygiens et charottes de révolutionnaire. Car, ce soir-là, on était revenu en 1789. Derrière un décor géant en carton-pâte symbolisant les reprints de la Bastille se dressait une guillotine qui avait déjà réglé le sort d'une dizaine de condamnés, douze responsables de CMB et de la BAP nommément désignés.

VACANCES EN ZONE INDUSTRIELLE

A l'entrée, le « parfum de la soldat » était en vente, des mini-flacons spécialement fabriqués par les grévistes et remplis d'une eau de Cologne bon marché. Les recettes de cette vente, relayée par les comités d'entreprise de toutes les usines de la région dijonnaise, rempliront une caisse de secours.

Car la lutte s'annonce longue et acharnée. Encouragés par le soutien apporté par les élus de la région, toutes couleurs politiques confondues - certains ont accompagné une délégation de syndicalistes au ministère de l'Industrie le 10 juillet dernier -, les grévistes comptent bien passer l'été sur la zone industrielle.

La majorité du personnel a annulé ses congés de peur de retrouver l'usine cadenassée à la rentrée. Confortés par le rejet, décidé par le juge des référés, d'une demande d'expulsion formulée par la direction, les grévistes espèrent voir leurs efforts récompensés. « Si l'on ré-évalue les effectifs pour faire face à la concurrence, nous sommes prêts à négocier », affirment-ils d'une seule voix. Le groupe fait valoir une perte de chiffre d'affaires de 21,4 % depuis 1992 et un résultat net de -15,4 millions de francs en 1995 pour un chiffre d'affaires de 99,8 millions de francs. La détermination des grévistes s'appuie par ailleurs sur plusieurs événements survenus depuis le rachat de CMB par Crown Cork en 1995. Ils redoutent la disparition de la branche européenne « flaconnage plastique » du groupe depuis la fermeture d'autres sites en Espagne, à Marseille et à Nîmes. Mais l'annonce, le 15 juillet, de la « démission » de Jean-Pierre Floris, président de la branche flaconnage, à l'origine de la décision de fermeture du site, permettait aux grévistes d'envisager un changement de stratégie de la direction.

Chris Maisiat

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

01 Informatique, Courrier International, L'Entreprise, L'Expansion, L'Express, La France Agricole, GaultMillau, La Gazette des Communes, Lire, LSA, Maison Française, Le Moniteur du BTP, L'Ordinateur Individuel, Le Point, La Vie Française, L'Usine Nouvelle, Windows Plus... C.E.P. Expositum... Liris Interactive... 10/18, Belfond, Bordas, Armand Colin, Dalloz, Dunod, Gauthier-Villars, Harrap, Robert Laffont, Larousse, Masson, Nathan, Perrin, Plon, Pocket, Presses de la Cité, Retz, Le Robert, Solar...



Des journaux, des salons, des CD-Rom, des livres du groupe C.E.P. Communication.

Arianespace signe un accord avec les Russes pour mettre en orbite de petits satellites

La fusée Soyouz pourrait effectuer quatre à cinq missions annuelles pour le compte de l'Europe

Les Européens veulent disposer d'une gamme complète de lanceurs capables de mettre en orbite aussi bien des petits que des gros satellites.

Comme Ariane-5 est mal adaptée à la mise en orbite basse et moyenne (quelques centaines de kilomètres) de charges de moins de trois tonnes,

Arianespace et le constructeur Aerospaziale ont conclu un accord avec l'Agence spatiale russe pour utiliser le lanceur Soyouz.

DOMINÉ par la fusée Ariane, le marché civil de lancement de satellites est sur le point d'être envahi par de nouveaux acteurs. Pour préserver les intérêts européens et élargir leur offre, l'Aerospaziale et la société Arianespace, chargée de la commercialisation du lanceur Ariane, ont signé un accord, mercredi 17 juillet à Moscou, avec les Russes du centre de Samara et de l'Agence spatiale russe (RKA). Il s'agit de mettre en place une société chargée de promouvoir la commercialisation du lanceur russe Soyouz, célèbre pour le nombre de ses tirs - plus de quinze cents - et pour les missions spatiales habitées dont il a assuré le transport.

L'objectif pour les Européens est de disposer d'une gamme complète de lanceurs propres à mettre aussi bien en orbite des petits que des gros satellites. La création de cette société de droit français, la Starsem, au capital initial de 500 000 francs - RKA (25 %), centre de Samara (25 %), Aerospaziale (35 %) et Arianespace (15 %) - témoigne de la part des Européens de plusieurs préoccupations.

Depuis des années, Ariane a su

conquérir le monde des satellites commerciaux, dont la grande majorité, placés à 36 000 kilomètres d'altitude (orbite géostationnaire), permettent d'assurer les télécommunications sur une large zone et de diffuser des programmes de télévision directe. Ariane-4 a bien réussi dans ce domaine et s'est approprié plus de la moitié du marché.

Avec Ariane-5, la société espère demain consolider sa position sur ce créneau des satellites lourds. Malheureusement, le nouveau lanceur européen, trop puissant, est mal adapté à la mise en orbite basse et moyenne - quelques centaines de kilomètres - de charges modestes (jusqu'à deux ou trois tonnes).

Or, ce marché des satellites moyens est en expansion. Des études récentes laissent apparaître un « potentiel » de 450 satellites à lancer sur la période 1997-2005 : 85 % portent sur des constellations de satellites en orbite basse dédiés pour l'essentiel à la téléphonie mobile, 15 % des satellites du même type (mais plus massifs et placés sur orbite moyenne) et le

reste de ce marché concerne de petites charges d'une masse inférieure à 100 kilos pour lesquelles les lanceurs moyens ne sont pas adaptés.

UN MARCHÉ DE 20 À 25 SOYOUZ

Vu ces perspectives, il était difficile pour les Européens de se désintéresser de ce marché qui, pour la période 1997-2005, pourrait donner lieu pour le compte de la Starsem au tir de vingt à vingt-cinq Soyouz depuis les bases russes de Plesetsk et de Baïkonour. Soit un marché de plus de 3,5 milliards de francs. Le prix unitaire, environ 35 millions de dollars (175 millions de francs), est compétitif par rapport à ceux des lanceurs américains Delta et des lanceurs chinois Longue-Marche bien placés sur ce créneau.

Mais les Européens souhaitent aussi par cet accord desserrer l'étau qui s'installait autour d'Ariane avec l'arrivée sur ce marché des lanceurs de satellites de concurrents (Chine, Russie, pays de la CEI, Inde) dont les règles du jeu ne sont pas toujours celles de l'économie occidentale. Ils espèrent aussi contre les industriels américains qui, avec la

bénédiction de leur gouvernement, ont multiplié les coopérations avec les Russes et les Chinois pour lancer des charges utiles à bas prix.

Ainsi, le géant américain Lockheed-Martin s'est assuré les faveurs du constructeur du lanceur lourd russe Proton, concurrent d'Ariane-5, et envisage d'aider à son développement. Boeing, qui a proposé de construire une plateforme flottante de lancement fait les yeux doux au Zenith, lanceur de l'ex-bloc soviétique. De plus, les Américains ont consenti des facilités aux Chinois pour favoriser des tirs au moyen de la fusée Longue-Marche. D'autres tentent, il n'y a pas si longtemps, de s'entendre aussi avec les constructeurs du Soyouz.

Aerospaziale et Arianespace devaient être en mesure d'effectuer avec les Russes un premier tir en 1997-1998 avec un Soyouz dont les parties basse et haute seraient russes, mais dont la case à équipements - le cerveau du lanceur - et la coiffe seraient conçues par l'Aerospaziale.

Jean-François Augereau

Bull propose à ses salariés un temps partiel à partir de 53 ans

Un accord a été signé avec la CFDT et FO

LE CONSTRUCTEUR informatique Bull met en place pour ses salariés français un système de cessation progressive d'activité à compter de 53 ans, visant tout à la fois à réduire la masse salariale, renouveler les compétences et remodeler une pyramide des âges vieillissante (moins de 5 % des salariés français ont moins de 30 ans). Un accord a été signé avec la CFDT et FO.

Ce plan consiste à proposer aux salariés volontaires de 53 ans, pouvant prétendre à la retraite huit ans plus tard, de passer durant deux ans à temps partiel à 80 % (90 à 95 % du salaire), avant de réduire progressivement leur temps de travail (70 %, 60 % puis 50 %) entre 55 ans et 57 ans (100 % du salaire lors des périodes de travail, 70 % le reste du temps), puis, à compter de 58 ans, de cesser totalement leur activité, en percevant 70 % du salaire.

Ces mesures pourraient concerner 300 personnes selon la direction, qui au-delà de 200 volontaires s'engage à procéder à deux embauches de jeunes pour cinq départs. Entre 100 et 199 volontaires, le rapport tombe à une embauche pour trois départs puis à une em-

bauche pour quatre départs en dessous de 99 volontaires. « Il y aura au minimum neuf mois de rappel au travail sur les deux premières années de cessation progressive d'activité si le salarié veut revenir », indique la CFDT, qui s'interroge cependant sur « les risques de perte de compétences ».

Bull entend boucher ce plan d'ici à fin septembre 1996, date légale de l'arrivée à échéance du plan social 1995 qui prévoyait 944 suppressions d'emplois équivalent à des temps pleins, 720 ayant été réalisées à ce jour. Les nouvelles mesures visent les salariés de l'activité « systèmes propriétaires GOS », dont les effectifs sont vieillissants et où la charge de travail diminue, selon la direction, ainsi que l'activité maintenance, dont les effectifs sont également vieillissants et où se pose également un problème de compétitivité. Les économies sur la masse salariale, dans l'hypothèse de 300 volontaires, sont chiffrées à 20 millions de francs sur les deux premières années, puis à 35 millions par an sur six ans.

Philippe Le Coeur

Bruxelles lève le dernier obstacle à la privatisation de la CGM

PHILIPPE PONTET, président de la Compagnie générale maritime (CGM) a qualifié de « positive sur toute la ligne » la décision de la Commission de Bruxelles, annoncée mercredi 17 juillet, de donner son feu vert au verbatim par l'Etat d'une aide de 1,125 milliard de francs à la société. Groupe public, la CGM est entrée depuis plusieurs années sur la voie de la privatisation, mais le processus était en fait suspendu à la décision communautaire, attendue depuis plusieurs mois. Le président de l'entreprise, qui a succédé en octobre 1995 à Edouard Chilly, se réjouit également de ce que Bruxelles a, dans la même décision, « validé l'ensemble des opérations précédentes de recapitalisation » ce qui représente une somme de 2 milliards de francs depuis 1992.

La CGM affirme que la décision de Bruxelles « est de nature à rassurer tant l'entreprise, dont le passé est désormais apuré, que certains

de ses concurrents, qui avaient émis des doutes sur la légitimité et le bien-fondé de ces restructurations ». Philippe Pontet fait allusion au groupe Bolloré, l'un des plus grands armateurs français, qui est, sur certaines lignes de l'océan indien, en concurrence avec la CGM, et un armateur britannique opérant sur les Caraïbes, aujourd'hui en faillite.

Le calendrier des opérations de privatisation apparaît désormais plus clair. Dès jeudi 18 juillet, le président de la CGM va saisir officiellement la commission de privatisation, qui aura à donner, dans les plus brefs délais, son avis sur le « cahier des charges » de la cession de gré à gré du groupe maritime. Le gouvernement a notamment exigé explicitement que les intérêts français outre-mer (notamment aux Antilles et dans le Pacifique), dont beaucoup sont stratégiques ou économiquement importants (culture de la banane),

soient sauvegardés par le (ou les) futur(s) repreneur(s). Le comité d'entreprise de la CGM devrait se réunir lundi 22 juillet, les personnes s'identifiant et navigant (2 000 personnes environ) nourrissant des craintes quant à leur avenir.

CINQ PROPOSITIONS

Les candidats-repreneurs qui se sont jusqu'à maintenant manifestés - cinq propositions ont été recensées dont certaines font intervenir des armateurs français ou étrangers, belges, sud-africains et norvégiens notamment, ainsi que des banquiers tels le Crédit agricole - auront jusqu'au début octobre 1996 à s'achever sur une conjonction relativement soutenue quant au taux de remplissage des navires et du niveau des frets, ce qui conduit son président à déclarer : « L'entreprise est sur la bonne trajectoire ».

François Grosrichard

Tensions dans l'industrie pharmaceutique entre syndicats et patronat

APRÈS DEUX ANS de discussions entre patronat et syndicats, la révision de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique plétine. Prévue pour s'achever le 11 juillet, les négociations concernant 75 000 salariés sont prolongées jusqu'au début de l'année 1997. Lors d'une rencontre le 16 juillet, les syndicats ont durci le ton. Les sept organisations - CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, SNACP (cadres pharmaciens) et SNPADVM (visiteurs médicaux) - se sont retrouvées pour dénoncer « la volonté délibérée » du patronat, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), de « violer la convention collective de son contenu ».

Cette attitude conduit « au dérisoirement des accords de branche », indique le communiqué syndical. « Au fur et à mesure, nous voyons que les garanties collectives minimales disparaissent en faveur d'une gestion considérant l'emploi comme une charge et non comme une ressource pour l'entreprise ». En mai 1994, le SNIP annonçait

son intention de dénoncer la convention collective. Le gouvernement le poussait à adopter une méthode plus douce, consistant à réviser les textes. Trois accords étaient alors signés avec la CFDT et le SNPADVM, concernant la formation professionnelle, la gestion prévisionnelle de l'emploi et les classifications et salaires.

Depuis, les négociations mensuelles syndicats-patronat se sont tendues. « On assiste à une dégradation des discussions tant sur la forme que sur le contenu », déplore Maurice Demuyck, secrétaire de la fédération chimie CGT. « A chaque point de la discussion, on a l'impression de formuler des vœux pieux. Rien n'est retenu au niveau de la branche. Tout est renvoyé à l'entreprise. Nous arrivons à la négation de repères collectifs ». De son côté, Druon Note, président des laboratoires Laphal et vice-président du SNIP en charge du chapitre social, justifie la position patronale au nom de l'hétérogénéité du secteur. « Un certain nombre de syndicats ne veulent pas

comprendre que notre branche n'est pas composée uniquement de grands groupes internationaux. Sur les trois cents entreprises, plus de deux cents emploient moins de cent salariés. Compte tenu de cette diversité, elles ne peuvent avancer au même pas cadencé. Nous préférons l'expérimentation par entreprise, voire par établissement. On peut fixer des modalités et des maxima. Nous laissons à chacun le soin de les mettre en place en les modulant ».

DEUX MÉTIERS

Les discussions accrochent sur le temps de travail, mais aussi sur le statut des visiteurs médicaux qui représentent près de 20 000 salariés. Les syndicats dénoncent le changement qui s'est opéré dans cette profession, où le commercial prend le pas sur l'éthique. A la simple présentation du médicament, se substitue de plus en plus sa vente auprès du prescripteur. Le SNIP souhaite inscrire cette évolution dans les textes en instituant deux métiers : le visiteur médical et le technico-commercial de la santé. Les syndicats dénoncent une « confusion des genres particulièrement dommageable », car ces deux professions « auraient des contours relativement imprécis ». Le visiteur médical aurait pour activité principale la visite des médecins en cabinet ou à l'hôpital, mais pourrait exercer des activités secondaires « encore mal définies ».

Les commerciaux auraient pour mission essentielle de vendre les spécialités en pharmacie ou chez les grossistes mais pourraient accessoirement visiter des médecins. A la mi-avril, l'intersyndicale a

adressé des courriers aux différents ministères concernés (Matière, santé, travail, économie et finances) dénonçant cette « cette contorsion commerciale » qui est « en contradiction avec l'esprit de la réforme » actuelle visant à maîtriser les dépenses de santé. Leur démarche est restée sans effet.

Dominique Gallot

ABONNEMENT VACANCES

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonnement (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Accordez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-ous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	181 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	538 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

Vous êtes abonné (e) :

Votre numéro d'abonnement : _____ (IMPÉRATIF)

Commune de résidence habituelle : _____ (IMPÉRATIF)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)*

du : _____ au : _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)*

du : _____ au : _____

Votre adresse de vacances :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous n'êtes pas abonné (e) :

Votre adresse de vacances :

du : _____ au : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre adresse habituelle :

du : _____ au : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° _____

* Pour l'étranger, ajouter 100 francs.

LE MONDE - Service abonnements - 24, m. de Saint-Lazare - 93466 Chantilly Cedex

RESULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission : 19 juillet

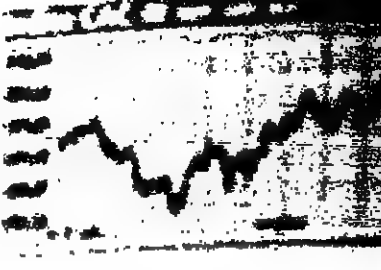
ENSAI

ESC : Amiens, Brest, Clermont, La Rochelle, Nice, Le Havre-Caen, Nantes, Pau, Poitiers, Toulouse, Tours, Troyes

3615 LEMONDE

233 81111

PLACES BOURSIÈRES



Le CAC 40 a terminé sa séance à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le DAX a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le Nikkei a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points.

Le CAC 40 a terminé sa séance à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le DAX a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le Nikkei a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points.

Le CAC 40 a terminé sa séance à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le DAX a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le Nikkei a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points.

Le CAC 40 a terminé sa séance à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le DAX a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points. Le Nikkei a terminé à 10 120 points, en hausse de 10 points.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du jeudi 18 juillet en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a gagné 153,54 points (0,72 %), pour s'établir à 21 556,42 points.

■ LE DOLLAR était orienté à la hausse, jeudi matin, sur les places bancaires européennes. Il s'échangeait à 1,4890 mark, 5,04 francs et 108,70 yens.

■ LES COURS du pétrole ont reculé, mercredi 17 juillet, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril light sweet crude, échéance août, a cédé 58 cents, à 21,80 dollars.

■ LES PRIX des céréales ont baissé, mercredi, sur le marché à terme de Chicago, à la suite des intempéries. Les cours du blé ont perdu 6,50 cents et ceux du maïs 18 cents.

■ WALL STREET a confirmé sa reprise, mercredi, soutenue par la publication de bons résultats trimestriels d'entreprises technologiques. L'indice Dow Jones a gagné 0,34 %.

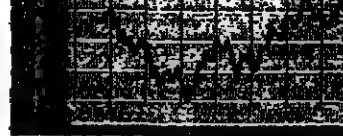
LES PLACES BORSIÈRES

Paris renoue avec les 2 000 points

LA BOURSE de Paris poursuivait son mouvement de reprise, jeudi 18 juillet, dès les premières transactions. En progression de 0,69 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,67 % à 2 008,48 points quelques minutes plus tard. La veille, les valeurs françaises avaient timidement redressé la barre sans réussir toutefois à repasser au-dessus des 2 000 points dans un marché toujours totalement « collé » à Wall Street et freiné par la faiblesse du dollar. En clôture, l'indice affichait une progression de 0,28 % à 1 995,11 points.

A l'ouverture, le marché des actions avait pourtant amorcé une reprise plus nette gagnant 0,84 %, mais les gains se sont par la suite réduits, les intervenants estimant que le redressement de Wall Street mardi soir était trop modeste. Ils ont d'autre part été déçus par la poursuite de la baisse du Nasdaq. « Le résultat de la journée à Paris est très décevant », soulignait-on dans les salles de mar-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



ché parisiennes où l'on s'attendait « au moins à une reprise technique plus marquée ».

Selon un gestionnaire, le rebond technique est freiné par la

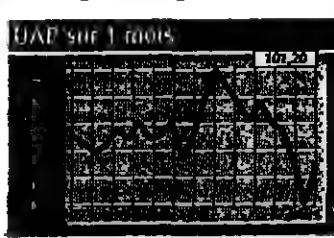
faiblesse du billet vert, qui a perdu en deux jours plus de 10 centimes pour s'inscrire mercredi soir à 5,04 francs contre 5,15 francs lundi.

UAP, valeur du jour

L'UAP a regagné du terrain reprenant 2,7 % mercredi. Le titre a terminé la séance à 101,20 francs, mais il affiche toujours, depuis le début de l'année, un recul de 20,9 %. Le groupe a été privatisé au mois d'avril 1994 à 152 francs.

Le titre a atteint un plus haut niveau de 160 francs au mois de juillet de cette même année et n'a jamais retrouvé son cours d'OPV depuis décembre 1994. Pour expliquer la baisse, les opérateurs font état de rumeurs de rachat par un

concurrent tel qu'AXA, Generali ou Allianz. AXA a catégoriquement démenti, mercredi, être intéressé par une reprise de l'UAP.



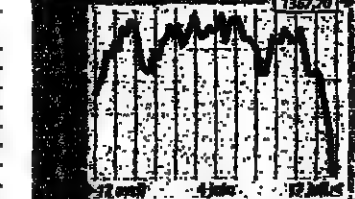
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 18/07	Var. %	Var. %
Noves Advertising	599	+2,50	+0,75
COMEX (COMEX) Ly	48,80	+0,04	+0,30
Crédit Fon. France	32	+0,05	+0,50
Noves Advertising	154,50	+0,05	+0,30
Noves Advertising	475	+0,05	+0,50
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30

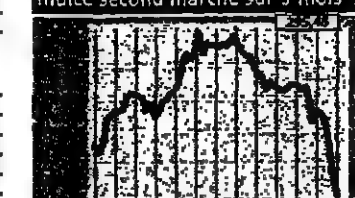
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 18/07	Var. %	Var. %
Noves Advertising	599	+2,50	+0,75
COMEX (COMEX) Ly	48,80	+0,04	+0,30
Crédit Fon. France	32	+0,05	+0,50
Noves Advertising	154,50	+0,05	+0,30
Noves Advertising	475	+0,05	+0,50
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30
Noves Advertising	399,80	+0,05	+0,30

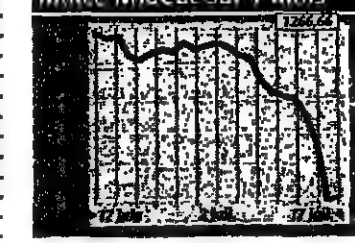
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Reprise à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse, jeudi 18 juillet, après le surplus de la veille. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 153,54 points, à 21 556,42 points, progressant de 0,72 %.

Mardi, Wall Street a continué à remonter la pente à l'issue d'une séance plus calme que la précédente, soutenue par la publication de bons résultats financiers de certaines sociétés du secteur de la technologie des points et parmi les valeurs vedettes. L'indice Dow Jones a gagné 18,12 points, soit 0,34 %, à 5 378,36 points. Pour la première fois depuis trois jours, les valeurs en hausse ont été plus nombreuses que celles en baisse, à 1 731 contre 721, et 700 actions sont restées inchangées. En Europe, la Bourse de Londres a également terminé en hausse mais n'a récupéré

que partiellement le terrain perdu la veille, restant très prudente devant la remontée des valeurs américaines. L'indice Footsie des cent valeurs a fini sur une hausse de 25,9 points, soit 0,7 %, à 3 658,2 points. Outre-Atlantique, la Bourse de Francfort - qui avait affiché, mardi, le plus fort recul - a terminé la séance officielle de mercredi en hausse de 1,11 %, à 2 497,19 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 18/07	Cours au 17/07	Var. %
Noves Advertising	599	+2,50
COMEX (COMEX) Ly	48,80	+0,04
Crédit Fon. France	32	+0,05
Noves Advertising	154,50	+0,05
Noves Advertising	475	+0,05
Noves Advertising	399,80	+0,05
Noves Advertising	399,80	+0,05
Noves Advertising	399,80	+0,05
Noves Advertising	399,80	+0,05

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	17/07	18/07
Alcoa	56,25	55,50
American Express	42,12	41,30
Altria	34,28	34,28
AT & T	56,25	55,50
Bathelien	10,37	10,25
Boeing Co	55,25	54,75
Caterpillar Inc.	65,75	65,25
Chevron Corp.	37,12	36,12
Coca-Cola Co	48,12	47,12
Disney Corp.	34,12	33,12
Eastman Kodak Co	72,12	71,12
Exxon Corp.	55,12	54,12
Gen. Electric Co	62,12	61,12
Goodyear T & Rubber	45,12	44,12
IBM	84,12	83,12
Intl Paper	38,12	37,12
J.P. Morgan Co	85,12	84,12
Mc Don Douglas	46,12	45,12
Merck & Co Inc.	62,12	61,12
Minerals Int'l	68,12	67,12
Philip Morris	99,12	98,12
Do Post Newsweek Co	74,12	73,12
Kellogg Co	72,12	71,12
Novartis	55,12	54,12
Novartis	55,12	54,12
Novartis	55,12	54,12
Novartis	55,12	54,12

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	17/07	18/07
Allied Lyons	4,28	4,22
Barclays Bank	7,76	7,72
B.A.T. Industries	4,48	4,44
British Aerospace	9,45	9,30
British Airways	5,08	5,12
British Gas	1,86	1,85
British Petroleum	5,82	5,85
British Telecom	3,56	3,53
C.L.I.C.	2,30	2,31
Cadbury Schweppes	4,97	4,95
Carrefour	1,07	1,05
Porte	5,70	5,70
Glaxo	6,75	6,65
Grand Metropolitan	4,17	4,18
Guinness	4,68	4,64
Hannover	1,57	1,60
Imperial Chemical	7,95	7,89
Legal	6,87	6,82
Morris and Spencer	4,68	4,64
National Westminster	6,20	6,14
Peninsular Oriental	4,98	4,95
Rochem	7,19	7,16
Satchi and Satchi	1,08	1,07
Well Transports	6,17	6,17
Yale and Yale	4,35	4,32
Unilever Ltd	12,34	12,41
Services	13,89	13,85

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30	17/07	18/07
Allianz Holding N	257,2	258,0
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87
Bayer AG	47,87	47,87

New York: Dow Jones sur 3 mois



Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

Repli du Matif

Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, jeudi 18 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre cédait dix centimes, à 122,60 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait à 6,42 %, soit 0,02 % au-dessous du niveau du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance sur

une note stable. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans s'était inscrit, en clôture, à 7,03 %. La Banque de France a laissé inchangé, jeudi, à 3,63 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les opérateurs s'attendaient pas de geste de l'institut d'émission, à l'issue de la réunion du conseil de la politique monétaire (CPM), qui se tenait dans la matinée. Le contrat Pibor 3 mois du Matif gagnait un centime à 96,07 points.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
17/07	17/07	18/07	18/07
Noves Advertising	599	599	599
COMEX (COMEX) Ly	48,80	48,80	48,80
Crédit Fon. France	32	32	32
Noves Advertising	154,50	154,50	154,50
Noves Advertising	475	475	475
Noves Advertising	399,80	399,80	399,80
Noves Advertising	399,80	399,80	399,80
Noves Advertising	399,80	399,80	399,80

MATIF

Echéances 17/07	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Noves Advertising	14623	122,60	122,70	122,50	122,70
Noves Advertising	2083	121,40	121,40	121,40	121,40
Noves Advertising	1002	121,08	121,08	121,08	121,08
Noves Advertising	1002	121,08	121,08	121,08	121,08

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 17/07	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Noves Advertising	11583	100,50	100,50	100,50	100,50
Noves Advertising	299	100,50	100,50	100,50	100,50
Noves Advertising	2126	100,50	100,50	100,50	100,50
Noves Advertising	300	100,50	100,50	100,50	100,50

LES MONNAIES

Remontée du dollar

LE DOLLAR était orienté à la hausse, jeudi matin 18 juillet, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4890 mark, 5,04 francs et 108,70 yens. Les investisseurs restaient prudents, dans l'attente du discours du président de la Réserve fédérale américaine (FED) devant la commission bancaire du Sénat. Selon certains analystes, Alan Greenspan pour-

rait annoncer une hausse des taux directeurs, qui rendrait le dollar plus rémunérateur. D'autres experts estiment toutefois que la chute récente de Wall Street rend difficile un resserrement de la politique monétaire américaine. Le franc était stable, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3880 francs pour un deutschemark. La livre sterling restait faible, cotant 2,2933 marks et 7,76 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 17/07	cours 18/07
Allemagne (100 dm)	338,9500	338,9500
Belgique (100 B)	338,9500	338,9500
France (100 F)	338,9500	338,9500
Grèce (100 dr)	338,9500	338,9500
Irlande (100 Ir)	338,9500	338,9500
Italie (100 L)	338,9500	338,9500
Japan (100 ¥)	338,9500	338,9500
Portugal (100 esc)	338,9500	338,9500
Spain (100 pes)	338,9500	338,9500
Switzerland (100 S)	338,9500	338,9500
UK (100 £)	338,9500	338,9500

PARITÉS DU DOLLAR

DEVISES	cours 17/07	cours 18/07
Allemagne (100 dm)	338,9500	338,9500

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	cours 17/07	cours 18/07
Allemagne (100 dm)	338,9500	338,9500
Belgique (100 B)	338,9500	338,9500
France (100 F)	338,9500	338,9500
Grèce (100 dr)	338,9500	338,9500
Irlande (100 Ir)	338,9500	338,9500
Italie (100 L)	338,9500	338,9500
Japan (100 ¥)	338,9500	338,9500
Portugal (100 esc)	338,9500	338,9500
Spain (100 pes)	338,9500	338,9500
Switzerland (100 S)	338,9500	338,9500
UK (100 £)	338,9500	338,9500

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Allemagne	5,72	5,72	5,72
Belgique	5,72	5,72	5,72
France	5,72	5,72	5,72
Grèce	5,72	5,72	5,72
Irlande	5,72	5,72	5,72
Italie	5,72	5,72	5,72
Japan	5,72	5,72	5,72
Portugal	5,72	5,72	5,72
Spain	5,72	5,72	5,72
Switzerland	5,72	5,72	5,72
UK	5,72	5,72	5,72

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 17/07	Taux au 17/07	Taux au 16/07	Indice des prix
Noves Advertising	5,46	5,46	100,05
COMEX (COMEX) Ly	6,01	6,01	100,04
Crédit Fon. France	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 17/07	Taux au 16/07	Indice des prix
Noves Advertising	5,46	5,46	100,05
COMEX (COMEX) Ly	6,01	6,01	100,04
Crédit Fon. France	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04
Noves Advertising	6,01	6,01	100,04

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES

DEVISES	cours 17/07	cours 18/07
Allemagne (100 dm)	338,9500	338,9500
Belgique (100 B)	338,9500	338,9500
France (100 F)	338,9500	338,9500
Grèce (100 dr)	338,9500	338,9500
Irlande (100 Ir)	338,9500	338,9500
Italie (100 L)	338,9500	338,9500
Japan (100 ¥)	338,9500	338,9500
Portugal (100 esc)	338,9500	338,9500
Spain (100 pes)	338,9500	338,9500
Switzerland (100 S)	338,9500	338,9500
UK (100 £)	338,9500	338,9500

MÉTALLS (New York)

METAUX (New-York)		\$/once	
Argent à terme	4,97	5,38	
Platine à terme	394,50	899,50	
Paladium			
GRAINES, DENRÉES (Chicago)			\$/shottes
Blé (Chicago)	4,73	5,485	
Mais (Chicago)	8,05	5,585	
Grain. soja (Chicago)	8,15	5,585	
THÉ (Chicago)	251	25,70	
GRAINES, DENRÉES (Londres)			\$/cent
P. de terre (Londres)			
Orge (Londres)			
SOFTS			\$/once
Cacao (New-York)	1,291	1,918	
Caif (Londres)	1,530	3,468	
Sucre blanc (Paris)	151,76	6,999,76	
OLEAGINEUX, AGRUMES			cents/futons
Coton (New-York)	1,571	6,991	
Jus d'orange (New-York)	1,23	1,918	

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE Le Suisse Laurent Dufaux a remporté la 17^e étape, mercredi 17 juillet à Pampelune, au terme d'un parcours long de 262 kilomètres comportant le franchissement

de sept cols. Il devance le maillot jaune Bjarne Riis et le Français Richard Virenque, qui avaient participé avec lui à une échappée de huit coureurs. ● MIGUEL INDURAIN EST ARRIVÉ sur ses



terres de Navarre avec 8 minutes 30 secondes de retard. ● LE CLASSEMENT GÉNÉRAL connaît d'importants bouleversements à la suite de cette nouvelle démonstration de force du maillot

jaune. L'Allemand Jan Ullrich, coéquipier de Bjarne Riis, et le Français Richard Virenque se sont hissés sur le podium à la place d'Abraham Olano et de Tony Rominger.

Dans les Pyrénées, Bjarne Riis confirme sa domination

La plus longue étape, mercredi 17 juillet, entre Argeles-Gazost et Pampelune (262 km) a vu le maillot jaune danois et ses sept compagnons d'échappée repousser à huit minutes et plus leurs adversaires, dont les favoris Indurain, Rominger, Olano, Berzine et Zülle

PAMPELUNE
de notre envoyé spécial

Attila s'est réincarné sur le Tour de France. Il se dit Danois et se fait appeler Bjarne Riis. Il a une voix douce et un sourire timide qui laisse entrevoir de belles dents blanches. Mais cet homme a de féroces certitudes. « Je suis le plus fort », affirme-t-il chaque soir. Il le prouve chaque matin, surtout lorsque la route prend une pente suffisante pour étalonner les valeurs.

Il y a deux jours encore, les dix premiers se tenaient en cinq minutes au classement général. Deux étapes de montagne ont passé et le poursuivant immédiat du Danois est relégué à près de quatre minutes. Encore s'agit-il d'un coéquipier, Jan Ullrich. A quatre étapes de Paris, on ne voit plus bien qui pourrait empêcher Bjarne Riis de remporter ce 53^e Tour de France.

Sur les routes de ce Pays basque qui a le culte du muscle, le maillot jaune a démontré sa supériorité physique et mentale. « Miguel est le plus fort parce que c'est lui qui endure le mieux la souffrance », dit-il. Il y a un an le directeur sportif d'Indurain, José-Miguel Echavari. A observer Bjarne Riis, le visage toru par un rictus de douleur, le sang affluant au visage, martyriser son corps sur un immense développement, il devient évident qu'un autre a poussé plus loin encore les limites du mal.

Mercredi 17 juillet, la journée entre Argeles-Gazost et Pampelune était promise aux masochistes. Son profil échappait à l'entendement. Un parcours de 262 kilomètres semés de sept cols, dont cinq de haute difficulté, ne pouvait qu'aboutir à une course sans trêve ni raison. L'étape alpestre entre Val-d'Aïre et Sestrières avait la même présentation, mais le mauvais temps l'avait trouée de ses moments les plus forts, les cols de l'Isère et du Galibier. « Là, ce ne sont pas des paquets de se-

condes qui vont tomber, mais des paquets de minutes », avait prévenu Bruno Roussel, le manager de l'équipe Festina, avant d'entrer dans les Pyrénées.

VIRENQUE A RESUSCITÉ
L'étape a ressuscité en effet des écuries que l'on croyait appartenir à l'histoire de l'épreuve. Les huit coureurs échappés dans le col du Soudelet, en 112 kilomètres, se sont retrouvés, 150 kilomètres plus tard, aux huit premières places du classement

général. Les autres se sont naufragés dans les magnifiques paysages du Pays basque français et de la Navarre espagnole. Abraham Olano, Miguel Indurain, Tony Rominger ont concédé huit minutes et trente secondes en une journée. Eugène Berzine et Alex Zülle ont, eux, sombré à plus de trente-trois minutes. Tous ont abîmé dans un Tour de France qu'ils n'avaient, de toute façon, jamais vraiment tenté de gagner.

Richard Virenque, lui, aura eu ce mérite d'essayer. Le Français peut lé-

gitimement prétendre à une place sur le podium, pour prix de ses efforts. Mais Piotr Ugrumov, deuxième de l'édition 1994 grâce à une exceptionnelle troisième semaine, confirme son retour en forme à l'approche de Paris. Deux côtes cassées l'avaient empêché de participer à la Grande Boucle en 1995. Mais le nouveau leader de l'équipe finnoise par la loterie russe, Roslotto, peut encore surprendre dans le contre-la-montre de soixante kilomètres qui aura lieu samedi 20 juillet

entre Bordeaux et Saint-Emilion. Outre une cruelle désillusion sur ses terres pour Miguel Indurain, cette étape aura donc consacré la faillite de ses dauphins désignés et l'avènement des « porteurs d'eau ». Le Danois Bjarne Riis, le Russe de Lestonko Piotr Ugrumov, l'Espagnol Fermín Escartín étaient encore en 1995 des équipiers modèles (d'Eugène Berzine pour les deux premiers, de Tony Rominger pour le troisième). Ce trio est parti à l'intersaison dans des équipes sur le papier plus modestes, mais où ils pourraient faire valoir leurs propres intérêts.

L'Allemand Jan Ullrich, le Suisse Laurent Dufaux et l'Autrichien Peter Luttenberger étaient, eux, désignés, au début de l'épreuve, pour servir la destinée de chefs de file. Leur succès pourrait les amener à modifier à leur tour leur statut. Des rumeurs font état du départ de Telekom de Jan Ullrich, qui rêve déjà de se mettre à son compte, alors qu'il n'a pas encore vingt-trois ans. L'Allemand serait en pourparlers avec une formation française. Dans les sept premiers du classement général figurent donc six actuels ou récents équipiers. Le podium à Paris promet quelques bouleversements de la hiérarchie. Avec l'arrivée d'un nouveau patron dans le peloton, une drôle de justice sociale s'est imposée sur le Tour.

José-Alain Fraillon

Benoît Hopquin

Laurent Dufaux, le grimpeur qui voulait devenir skieur

PAMPELUNE
de notre envoyé spécial

« Si Alex Zülle avait la moitié de l'ambition de Laurent Dufaux, il aurait déjà gagné un Tour de France ». Ce compliment, en forme de boutade, vient d'un connaisseur puisqu'il s'agit de Manno Saiz, le directeur sportif de l'équipe ONCE, qui a eu tour à tour les deux coureurs suisses dans sa formation. En prenant carrément la route de Bjarne Riis, mercredi 17 juillet dans le final de l'étape Argeles-Gazost-Pampelune, et en dépassant le maillot jaune dans les derniers mètres de la course, Laurent Dufaux a, en tout cas, montré qu'il avait du culot. Sans oublier le talent, inscrit dans un palmarès déjà bien charpenté. En plus de ses victoires dans le Critérium du Dauphiné libéré, en 1993 et 1994, et au championnat de Suisse de 1991, y figure un grand nombre de places d'honneur.

Né en 1969 à Montreux, « Lolo » a d'abord été attiré par le ski de compétition. Estimant pourtant « trop importante la part prise par le matériel » dans ce sport, il se tourna vers le cyclisme, où « l'homme seul compte ». Il n'oublie pas pour autant ses montagnes, puisque, de temps en temps, il s'isole dans un chalet, sans électricité et sans téléphone, pour se ressourcer et préparer ses courses.

« ARRIVÉ À MAJORITY »
« J'ai toujours cru en mes possibilités, je n'avais pas gagné deux Dauphinés libérés par hasard, confie-t-il la veille de sa victoire à Pampelune à un journaliste suisse, mais je m'étais mis à douter. Mon entourage sportif et familial m'a redonné confiance en moi et je crois qu'à vingt-sept ans j'ai atteint ma maturité physique et psychologique. » L'analyse était juste. Le « grimpeur de poche »

son autre surnom - dont les 169 centimètres sous la toise ne sont pas sans rappeler la morphologie du Belge Lucien Van Impe, vainqueur du Tour en 1976, se retrouve maintenant quatrième au classement général, à moins de six minutes de Bjarne Riis.

Comme Richard Virenque, son coéquipier de Festina, Laurent Dufaux a une seule crainte : l'effort solitaire. Souverain dès que la route se met à grimper, il déteste les étapes contre la montre et fera tout, samedi entre Bordeaux et Saint-Emilion, pour limiter les dégâts et arriver ainsi aux Champs-Élysées dans les cinq premiers du classement général. Avec, en tout état de cause, un immense regret : ne pas avoir été sélectionné dans l'équipe suisse pour les Jeux olympiques.

A la fête que lui réservait la Navarre, Miguel Indurain est arrivé en retard

PAMPELUNE
de notre envoyé spécial

L'invité d'honneur s'est fait attendre. Pampelune espérait bien le voir arriver huit minutes plus tôt. Malheureusement, Miguel Indurain avait sur la ligne d'arrivée un des retards dont il est coutumier depuis peu. Non qu'il n'ait plus toute sa tête pour rater ainsi un rendez-vous aussi important. Ce serait plutôt les jambes qui lui feraient défaut en ce moment. Pour comble de malchance, il n'aurait pas la tenue jaune. Un Danois l'accaparait. Il avait donc revêtu un maillot sans autre ornement que le dossard numéro 1 apposé au dos.

Miguel Indurain a semblé bien embarrassé de ces contretemps. Pour la première fois depuis le début de cette édition du Tour de France, il se retrouvait sur le po-

diûm et n'avait à y récolter qu'un témoignage d'amour. Son orgueil de champion lui commandait d'abréger cet honneur tardif, qui prenait, dans les circonstances, un air posthume. Mais sa conscience d'homme public lui interdisait de rester là à affronter des vives qui ressemblaient à des morsures.

La Navarre a rendu hommage à son citoyen. La foule massée sur plusieurs rangées dans la montée du port de Larrau, celle qui avait pavé les rues de Villava, la ville natale de Miguel Indurain, faisait une immense procession à son héros. Pampelune s'était faite pimpante, affichant ses jeunes filles aux balcons, mettant tous ses orchestres dans la rue.

Après tous les protocoles, la voiture transportant le champion, entourée d'une cinquantaine de policiers, eut toutes les

peines du monde à fendre la masse des supporters qui couraient drapés aux basques au vent. Revint alors en mémoire cette formule de Jean-François Bernard, son ancien coéquipier : « Quand il se met à table le soir, on n'entend même pas sa chaise bouger. » Au même moment, Laurent Dufaux, le vainqueur du jour, s'écroulait dans l'indifférence. Il est probable que Miguel Indurain aurait échangé avec plaisir cet anonymat contre sa célébrité.

UN DES PLUS BEAUX HOMMAGES AU TOUR
« Je suis touché par cet accueil », a simplement concédé le coureur. Il ne s'est pas épanché. En parcourant les collines, belles dans leur dépouillement, de Navarre, il est facile d'expliquer l'austérité de ce fils de paysan. Mais l'émotion était sans doute ca-

chée quelque part sous la gangue de l'homme dur au mal. Cette journée restera dans les annales du Tour de France comme une des plus beaux hommages qu'un public ait rendus à un coureur. Comment dès lors parler de Tour de trop ?

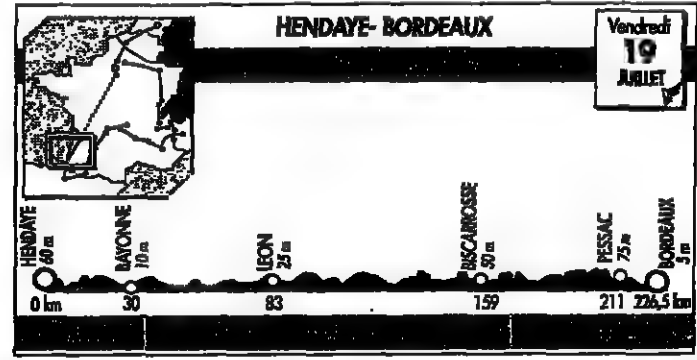
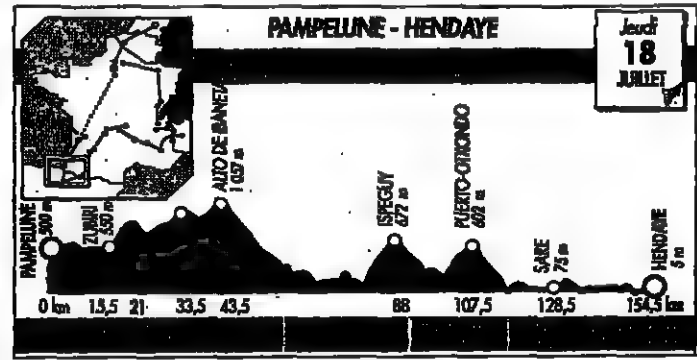
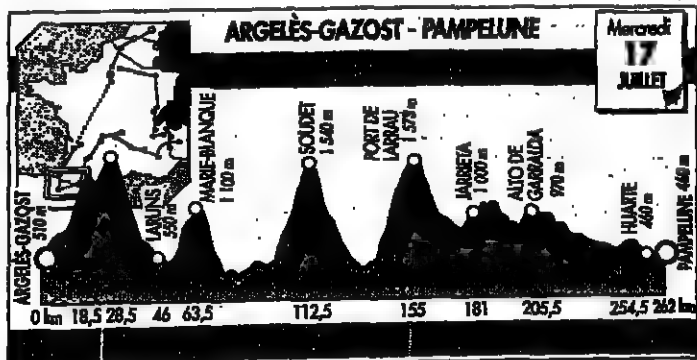
Pourtant, en regardant sur le podium Bjarne Riis, porteur du maillot jaune, lever le bras de son adversaire vaincu, nu sans cette parure, le spectateur ne peut qu'éprouver un sentiment confus. La défaite d'un grand champion n'est pas agréable. Elle rappelle la douleur de vieillir. Miguel Indurain nous a fait prendre cinq ans en onze jours.

Depuis 1991, il nous semblait que le temps s'était immobilisé. En juillet, un homme traversait la France un maillot jaune sur les épaules. Il ne semblait pas

prendre une ride. Il avait le port haut, la jambe élégante, la pédalée moelleuse. Chaque 16 juillet, il prenait juste le temps, avant le départ de l'étape, de souffler les bougies d'un gâteau d'anniversaire. Pour la première fois, mardi, on s'est interrogé sur leur nombre. Trente-deux, cela commençait à faire beaucoup.

Forcé fut de se rappeler que ce Navarrais avait couru son premier Tour de France en 1985, l'année du cinquième sacre de Bernard Hinault. Encore un qui avait fait prendre des vessies pour des lanternes, qui avait laissé croire à l'éternité pour mettre ensuite le spectateur en face du temps qui passe. A Pampelune, une autre page du Tour de France s'est peut-être tournée.

B. H.



RÉSULTATS CYCLISME

Tour de France
« 17^e étape Argeles-Gazost-Pampelune (262 km) »
1. L. Dufaux (S&L, Festina) en 7 h 7 min 6 s ; 2. B. Riis (Dan.) à 0 s ; 3. R. Virenque (Fra.) à 20 s ; 4. J. Ullrich (All.) à 20 s ; 5. L. Leblanc (Fra.) à 20 s ; 6. P. Ugrumov (Fin.) à 20 s ; 7. F. Escartín (Esp.) à 20 s ; 8. F. Luterbacher (Aut.) à 20 s ; 9. M. Loh (Ita.) à 8 min 28 s ; 10. P. Servadei (Ita.) à 8 min 28 s.
Classement général : 1. B. Riis (Dan., Telekom) ; 2. J. Ullrich (All.) à 5 min 59 s ; 3. R. Virenque (Fra.) à 4 min 29 s ; 4. L. Dufaux (S&L) à 5 min 52 s ; 5. P. Luterbacher (Aut.) à 8 min 10 s ; 6. F. Escartín (Esp.) à 7 min 23 s ; 7. P. Ugrumov (Fin.) à 7 min 40 s ; 8. L. Leblanc (Fra.) à 8 min 1 s ; 9. A. Olano (Esp.) à 11 min 12 s ; 10. T. Rominger (S&L) à 11 min 24 s.
Classement par points (maillot vert) : 1. E. Zabel (All., Telekom) 265 pts ; 2. F. Morenos (Fra.) 208 pts ; 3. F. Baldato (Ita.) 190 pts.
Classement de la montagne (maillot à pois) : 1. R. Virenque (Fra.) 363 pts ; 2. B. Riis (Dan.) 274 pts ; 3. L. Dufaux (S&L) 176 pts.

VOILE

Tour de France
« 1^{re} manche Le Grand-Père-Petit »
1. B. Morel et M. Morel (Bouët-Morel) ; 2. M. ESC (Mars Enly) ; 3. V. de la Motte (Luz Pétit) ; 4. B. ESC (Chateauneuf) ; 5. E. L. de la Motte (S&L) (Chateauneuf).
Classement général : 1. B. Morel et M. Morel (Bouët-Morel) 528 pts ; 2. B. ESC (Chateauneuf) 298 pts ; 3. E. L. de la Motte (S&L) (Chateauneuf) 286 pts ; 4. V. de la Motte (Luz Pétit) 284 pts ; 5. B. ESC (Chateauneuf) (Mars Enly) 281 pts.

Guy Drut remplace Philippe Chatrier au Comité international olympique

ATLANTA
de notre envoyé spécial

Guy Drut a été coopté, mercredi 17 juillet, membre du Comité international olympique, à l'occasion de la session de l'organisation réunie à Atlanta. Le ministre français délégué à la jeunesse et aux sports remplace Philippe Chatrier, l'ex-président de la Fédération française de tennis, qui a démissionné pour des raisons de santé. Le champion olympique du 110 mètres haies à Montréal en 1976 fait partie d'une promotion de douze membres, dont le Nord-Coréen Ung Chang, le Sud-Coréen Kim Hye Lee, le Zimbabwéen Tomas Simola, le Palestinien Syed Shabid Ali, l'Uruguayen Julio Cesar Magliione et la Suédoise Gunilla Lindberg.

A quarante-huit ans, Guy Drut rejoint dans la famille olympique un autre médaillé d'or français, Jean-Claude Killy, qui avait été coopté en

1995 en remplacement de Maurice Herzog. Cette reconnaissance de la prestigieuse instance sportive est une douce revanche pour celui qui, après son titre olympique, avait été radié trois ans par la Fédération internationale d'athlétisme pour avoir révélé qu'il avait touché de l'argent. Après avoir purgé sa suspension, il avait tenté un bref retour à la compétition, obtenant une médaille de bronze sur 50 mètres haies aux championnats d'Europe en salle de 1981.

FÉMINISATION ACCRUE

Guy Drut avait ensuite privilégié sa carrière politique dans le sillage de Jacques Chirac, dont il fut l'adjoint chargé des sports à la mairie de Paris. Député de Seine-et-Marne depuis 1986, il est maire de Conchennes depuis 1992. L'ancien athlète n'a véritablement repris contact avec les affaires du sport

que lors de sa nomination au gouvernement en 1995.

Parmi les nouveaux membres du CIO, on compte aussi cinq présidents de fédération internationale : M^{me} Shengon Lu (badminton), George Killian (basket-ball), Hein Verbruggen (cyclisme), Ottavio Cincuenta (patinage) et l'infante Dona Pilar de Bourbon (sports équestres).

François Carrard, directeur général du CIO, a insisté sur l'entrée de trois nouvelles femmes dans un aréopage fortement masculin. « C'est l'affirmation claire de notre souci de poursuivre et d'intensifier une politique de féminisation du mouvement sportif », a-t-il déclaré. Enfin, l'avocat canadien Dick Pound, cinquante-quatre ans, considéré comme l'un des successeurs potentiels de Juan Antonio Samaranch, a été élu vice-président du CIO.

Jean-Jacques Bozomet

JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA

JOUR J -

Actualité en temps réel
Gazette des J.O.
Programme par jour et par épreuve
Historique des J.O. depuis 1876
Les sites olympiques

JOUR J

Résultats en temps réel
Tableau des médailles
Actualité
Programme du jour et du lendemain

3615 LEMONDE

Dans l'océan de la Brie

Promenade à la découverte de fermes fortifiées

LA FERTÉ-GAUCHER

de notre envoyé spécial

Pas de vitrine. Pas même un panneau pour guider le chaland. Gilbert Housseau travaille sur commande. Pour les voisins. Vanier, comme l'était son oncle, il a installé son atelier au fond de la ferme, entre la potager et la cuisine où trône la photo du fils en communiant. L'été, il s'occupe de ses vingt vaches. L'hiver, les bêtes rentrées, il tresse l'osier. Au début du siècle, ils étaient plus de deux cents, disséminés le long des deux Mornas, à confectionner les couffins qui servaient à acheminer les premiers et les fromages de Brie vers les Halles de Paris.

Pour arriver ici, on a suivi une nationale, à travers le seul désert qui s'étende aux portes de la capitale. Crécy-la-Chapelle, Coulommiers, La Ferté-Gaucher : entre ces villes, il n'y a, selon les saisons, que du vert ou du blond, à perte de vue. Des champs tracés comme des damiers avec, par-ci, par-là, quelques courbes sinueuses qui ondulent sous un ciel lourd de gros nuages.

Étrange pays où l'on peut vivre de la confection de paniers et de l'élevage de quelques vaches, entouré d'exploitations de plusieurs centaines d'hectares. On y croise des vieux qui n'ont jamais mis les pieds à Paris et ignorent tout d'Euro Disney surgit à une trentaine de kilomètres. La Michelin de La Ferté-Gaucher met deux heures pour parcourir les 80 kilomètres qui séparent ce lieu de la gare de l'Est, tandis que des jeunes font, tous les jours, l'aller-retour en voiture pour travailler à Paris. Pays trop près et



trop plat pour avoir une image. Un non-pays en quelque sorte.

Depuis le Moyen Âge, il force sa nature pour nourrir son monde. La forêt y régnait ; elle fut défrichée par les moines. La terre, impénétrable, accueillait de petits étangs qui furent, jusqu'au XIX^e siècle, au même titre qu'en Sologne, le réservoir à poissons de l'île-de-France. Pour la plupart, ils ont été drainés et transformés en champs de blé ou de betteraves. La vigne, elle, qui fourmillait en abondance un modeste vin jusque dans les années 20, n'est plus qu'un souvenir, malgré la récente constitution d'une Confrérie des coteaux briards, les deux fleurons de la région, ont bien failli disparaître. Les fermes ont, peu à peu, cessé de fabriquer sur place, préférant vendre leur lait aux fromageries. La production s'est industrialisée. Il a fallu instaurer, pour sauver la tradition, une appellation contrôlée.

Et pourtant, on trouve encore, au détour d'un chemin, un chevrier

qui pousse son troupeau et affine lui-même sa production dans la cave d'une ferme. A la fin de l'été, un pressoir ambulatoire fait le tour des exploitations pour offrir ses services à ceux qui ne boiront, tout au long de l'année, que leur cidre. Dans les cafés on parle de la chasse, des truites (qui ne viennent plus comme avant), de la sécheresse ou des dernières pluies qui menacent les récoltes.

Il faut apprendre à scruter son horizon aussi vaste qu'un océan. Dans le brouillard indécis qui évoque un tableau de Corot, le regard s'accroche à quelques peupliers, voire à un pommier en fleur, beau d'être aussi solitaire. Les silos de béton, destinés au grain, sont les seules cathédrales verticales de cet univers plat. On traverse des bouges endormis autour de places désertes flanquées d'églises tristes. Puis, de nouveau, à perte de vue, la plaine.

UNE OASIS D'ÉTOILETTE

Dans un pli de terrain, à l'abri des vents du nord, se cache parfois une ferme imposante comme une forteresse. Sentie, depuis le Moyen Âge, au milieu de ses terres. De l'extérieur, ses murs blanchis au plâtre ou à la chaux ont l'air de remparts : envahisseurs et pillards ont toujours été nombreux. A l'intérieur, passé le porche, on découvre une

cour d'honneur soigneusement pavée. Dans les communs, sous les toits de tuile plate, les tracteurs ont remplacé les bœufs et les chevaux. Entouré de douves, le fief des Bipoisses, près de Mormant, n'est qu'un exemple de cette architecture militaire-agricole. Restauré par un Parisien, et ainsi sauvé de la ruine, il offre l'avantage d'être ouvert aux visiteurs.

Parfois, comme à Saint-Martin-des-Champs ou à Chevry, ces austères bâtisses sont flanquées de chapelles gothiques. Ce sont alors d'anciennes commanderies des templiers. L'ordre des moines-soldats était bien implanté en Brie, lieu stratégique aux marches de la Champagne et à la limite du domaine des rois de France. Il y a laissé de nombreuses traces dans le paysage ainsi que dans les noms des villages. Ainsi, les lieux-dits « du temple » ou de « l'épave » sont nombreux.

En remontant vers le nord, le pays se fait plus plat. Des forêts, des haies d'aulné, une départementale qui joue à saute-mouton : c'est la vallée du grand, puis du petit Morin. Deux rivières célèbres, navigables, pour leurs moulins, leurs papeteries et leurs eaux transparentes. Les cirques, ici, laissent un peu de place aux pittoresques. Les plantations de pommiers s'étagent sur les berges. A Saint-Cyr-sur-Morin, un écrivain signale la maison de Mac Orlan. Le désert briard semble bien loin : la vallée est une oasis d'histoire, déjà très prise des artistes de l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, les résidences secondaires se multiplient.

Jean-Louis André



L'AIR DE PARIS

au cœur des années 60, l'heure du madison, et de la demi-lune noire de monde monte un fervent sautillant.

Sur le fleuve, une fois doublée la verte poupe de l'île Saint-Louis, les bateaux-mouches amorcent leur grand virage. Le fervent

sautillant, au passage, arriverait presque à les éblouir, ces vers luisants géants qui glissent insolitement. Et voici le *Louisiane-Belle*, avec sa roue à aubes, qui continue vers Austerlitz. Il y a la fête à bord, comme une réplique aquatique de la demi-lune dansante. Le bateau blanc oblique bientôt devant l'écluse de l'Arsenal. Là-bas, du côté de Bercy, émerge une Orange Belle. C'est une lune énorme, tout ce qu'il y a de plus pleine, un fabuleux ballon qui monte au ralenti.

Daniel Percheron

Carnet de route

● **Étapes.** L'hôtel-restaurant Le Bois Tru à La Ferté-Gaucher, (tél. : 64-20-27-24) possède une terrasse ombragée et des chambres de style « campagnard raffiné ». Anberge du Robinson à Dammarville-sur-Tigeaux (tél. : 64-04-76-05) avec terrasse sur le Petit Morin.

● **A voir.** Musée des pays de Seine-et-Marne, à Saint-Cyr-sur-Morin, (tél. : 60-24-46-00), présentation des multiples facettes de la société

briarde et collection d'outils. Église de Saint-Martin-de-Doue (XII^e), sur une butte dominant la Brie (tél. : 64-20-99-94).

Collégiale de Champesux : témoin du rayonnement de Guillaume de Champesux, théologien du XII^e. Moulin de Gastins (XVI^e) : classé monument historique (tél. : 64-08-08-11). Fief des Époisses (tél. : 64-59-74-08) : ferme fortifiée du X^e, reconstruite après la guerre de Cent Ans.

De quelques lunes

A Paris, en longeant la Seine, on s'aperçoit que l'Empire a de beaux restes. Éna, Arcole, Austerlitz, voilà des points qui nous ramènent à Napoléon. Entre Austerlitz et le pont Sully, un autre Corse se rappelle à notre bon souvenir. Lui, il a juste poussé la chansonnette, avant de s'éteindre en 1983. Oui, quai Saint-Bernard, sur 767 mètres, précise un écriteau, il y a maintenant le Jardin Tino-Rossi. On y croise quelques saules pleureurs, les petites voitures vertes de l'entretien, et puis des choses plus rares, comme des rhododendrons. On y croise également des sculptures, car c'est là que se trouve le Musée de sculptures en plein air de la Ville de Paris. Au plein air s'ajoute parfois, pendant l'hiver, l'eau de la Seine en crue. Regardez bien *Bavono*, la sculpture de Stahly, et vous verrez, au piquet de la pierre, jusqu'où l'eau est montée en

février 1995. Sur un

monticule a poussé

Chronos 10, une

structure en métal

brillant signée

Nicolas Schöffer.

Au bout des tiges,

indifférentes aux

tags, se balancent

par grand vent une

vingtaine de lunes

pleines et argentées.

Tout au bord de la

Seine, comme

encastrées dans le

quai, se décomposent

quatre demi-lunes

en enfilade. On dirait

des amphithéâtres de

poche. Vite

englouties à l'heure

des crues, ces

demi-lunes ont le

don de s'animer

pendant les nuits

d'été. En marge des

fidèles congas, dont

le rythme au long

cours se répercute

sur la rive droite,

une ou deux demi-lunes

se transforment en

listes de danse. Au

son des guitares

électriques sortant

d'un haut-parleur,

c'est souvent le

rendez-vous des

amateurs de rock

et de roll. Mais

somme aussi

parfois, comme

ESCAPADES

FAMILIALES

■ **LA BATAILLE DE CASTILLON.** Le 17 juillet 1453, les troupes du roi de France Charles VII, grâce à l'utilisation de l'artillerie, arme nouvelle à l'époque, défont, à Castillon (Gironde), les derniers bastions anglais en Aquitaine. C'est la fin de la guerre de Cent Ans. Le spectacle de cette bataille, présenté les 19, 20, 26 et 27 juillet à 22 h 30 et les 2, 3, 9, 10, 13 et 14 août à 22 heures au pied du château de Castégnès, reconstitué, avec 1 000 bénévoles, 600 acteurs, 50 cavaliers, des cascades, effets spéciaux sonores et visuels, ce fait d'armes. Il fait découvrir aux spectateurs, durant deux heures, la vie quotidienne au Moyen Âge. Sur le site, une restauration est offerte dans une auberge médiévale. Prix : 100 F pour les adultes, 50 F de 5 à 12 ans.

★ Réservations au 57-40-14-53.

■ **GASCOGNE GALLO-ROMAINE.** Attachée à la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement gascon, l'association *Itineris Magni* a conçu un projet associant la culture latine à des sites locaux campant des décors gallo-romains. Avec, le 23 juillet, à 20 h 30, à l'abbaye de Flaran (la plus belle mosaïque d'Aquitaine), Centre culturel du Gers, et le 24 juillet, à 20 h 30, à Loudenvielle, dans la vallée du Louron (Hautes-Pyrénées), une adaptation des *Bucoliques*, de Virgile, par des comédiens de Condom (Gers), et un buffet romain confectionné par Renzo Pedrazzini (du Lugdunum, à Valcabrière, près de Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Garonne)) pour retrouver les saveurs des recettes d'Apicius.

★ Renseignements au 62-05-95-95.

SPORTIVES

■ **GOLF ET THALASSO.** Sur la Côte d'Émeraude, le Novotel Thalassa Dinard propose toute l'année d'améliorer son swing sur les golfs de Dinard (Ille-et-Vilaine) et de Saint-Cast (Côtes-d'Armor) et de se refaire une santé grâce aux bienfaits de la thalassothérapie. Au programme du forfait Golf « 18 soins-18 trous » (6 jours et 6 nuits à partir de 3 790 F par personne), l'hébergement en chambre double et demi-pension, 3 soins par jour, 5 green-fees (licence obligatoire et handicap 35 pour le golf de Dinard) et l'accès libre à l'Espace Forme.

★ Renseignements au 99-82-78-10.

■ **VÉLOS FRANCLIENS.** Jusqu'en septembre, Escapade Nature propose des balades guidées à vélo dans Paris et en Ile-de-France. Avec, par exemple, le dimanche 21 juillet à 10 heures un circuit à Vaux-le-Vicomte et en forêt de Fontainebleau (aller et retour en train, 250 F, 200 F pour les moins de 26 ans et demi-tarif jusqu'à 12 ans) et le dimanche 28 juillet à 9 h 30 une escapade à travers le nouveau parc régional du Vexin en descendant la vallée de l'Épte (220 F et 180 F avec le train). Dans Paris (tous les jours à 15 heures), une promenade de 3 heures le long de la voie ferrée de la petite ceinture sud s'ajoute à des balades dans le Paris médiéval et de la Renaissance (deux parcours de 3 heures sur la rive droite ou sur la rive gauche), le Beau Paris (3 h 30 pour découvrir le Louvre, Notre-Dame, la tour Eiffel, le Marais et la Contrescarpe) et la Campagne à Paris (deux parcours de 3 heures le long des canaux de l'Est). Tarifs : 150 F et 130 F pour les moins de 26 ans avec guide et vélo ; 110 F et 90 F avec son vélo. Pour tous les circuits, rendez-vous devant Vélo-de-ville, face au 155, bd-Vincent-Auriol, Paris 13^e.

★ Informations au 53-17-03-18, du lundi au samedi, de 10 à 20 heures.

■ **RAID DANS LES PYRÉNÉES.** Pour la troisième année, l'Adidas Adventure Challenge offre aux passionnés de course dans les grands espaces la possibilité de tester leur forme. Il s'agit d'un raid de trois jours dans le massif des Pyrénées, qui allie des disciplines aussi variées que la course d'orientation, le VTT, le canoë, l'escalade, le canyoning, le cheval. Le départ est prévu vendredi 25 août de Val-Louron pour les centaines d'aventuriers qui n'ont pas peur de mettre leurs muscles à rude épreuve.

★ Renseignements au 41-08-14-63.

■ **VTT À VAL-D'ISÈRE.** L'Espace Killy offre ses pentes aux amateurs de VTT qui ne craignent pas les descentes rapides, connues des skieurs en hiver. Le transport en altitude s'effectue en 4x4 ou en remontées mécaniques, les retours vers la station sont réalisés en bus. Des guides de VTT diplômés, spécialistes de la Haute-Tarentaise, organisent des randonnées d'une demi-journée ou d'une journée (170 et 300 F avec la location du vélo).

★ Renseignements au 79-06-03-42.

Antiquités

● **Piomellin-Quimper (Finistère),** château du Peremnon, 100 expositions, entrée 25 F, du jeudi 18 au dimanche 21 juillet, de 10 heures à 20 heures.

● **La Grande-Motte (Hérault),** palais des congrès, 50 expositions, entrée 25 F, du vendredi 19 au lundi 22 juillet, de 16 à 23 heures.

● **Saint-Père (Ille-et-Vilaine),** fort de Châteaufort, 80 expositions, entrée 25 F, du vendredi 19 au dimanche 21 juillet, de 10 à 19 heures.

● **Chinon (Indre-et-Loire),** Espace François-Rabelais, 40 expositions, entrée 20 F, du vendredi 19 au dimanche 21 juillet, de 14 à 24 heures.

● **Hardelot-Plage (Pas-de-Calais),** 35 expositions, entrée 20 F, du vendredi 19 au lundi 22 juillet, de 10 à 20 heures.

● **Serres (Hautes-Alpes),** 20 expositions, entrée libre, du samedi 20 au lundi 22 juillet de 10 heures à 19 heures.

● **Aubazine (Corrèze),** place de l'Abbatiale, 50 expositions, entrée libre, samedi 20 et dimanche 21 juillet, le samedi de 9 à 24 heures, le dimanche de 9 à 19 heures.

● **Champet (Puy-de-Dôme),** salle polyvalente, 35 expositions, entrée 20 F, samedi 20 et dimanche 21 juillet, de 10 à 19 heures.

● **Douvaine (Haute-Savoie),** hall expo, 30 expositions, entrée 25 F, samedi 20 et dimanche 21 juillet, de 9 à 20 heures.

Brocantes

● **Saint-Cast (Côtes-d'Armor),** place du Marché, 60 expositions, du vendredi 19 au dimanche 21 juillet.

● **Bricquebec (Manche),** salle Jean-Eliard, 40 expositions, du vendredi 19 au dimanche 21 juillet.

● **Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or),** 30 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

● **Ormans (Doubs),** 80 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

● **Dieulefit (Drôme),** allée des Promenades, 100 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

● **Martel (Lot),** cours des Fossés, 100 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

● **Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme),** 150 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

● **Nantiat (Haute-Vienne),** autour de l'église, 70 expositions, samedi 20 et dimanche 21 juillet.

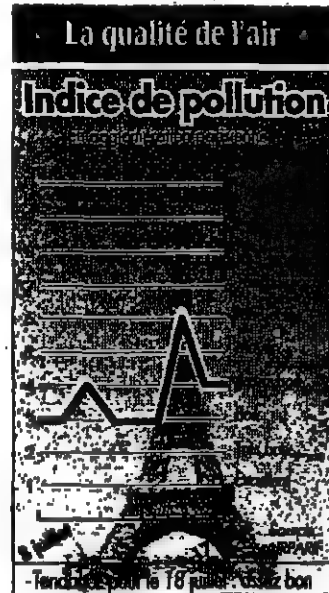
Soleil à profusion

LES HAUTES pressions se maintiennent de l'Angleterre aux pays scandinaves, empêchant l'intrusion de perturbations océaniques d'ici à la fin de la semaine. Le flux de nord-est assurera un temps très sec et modérément chaud dans les régions septentrionales, alors que dans les régions méridionales la chaleur restera forte, avec des évolutions orageuses en montagne.

Vendredi, le ciel sera bien



Prévisions pour le 19 juillet vers 12h00



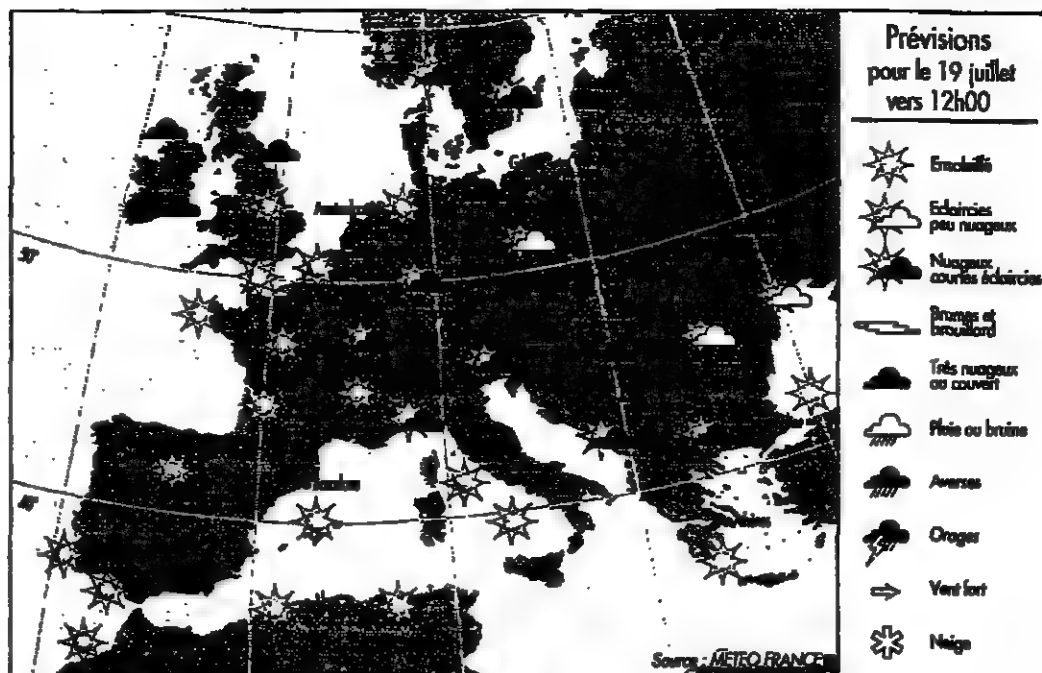
dégagé dès le matin dans la plupart des régions. Quelques bancs nuageux circuleront sur l'est des Pyrénées et le sud des Alpes. Des formations brumeuses retarderont l'apparition du soleil au Pays basque. Ailleurs, de rares brouillards dans les vallées n'offriront pas une grande résistance au soleil.

L'après-midi, le soleil régnera en maître sur les régions de plaine dans un ciel souvent tout bleu, agrémenté de quelques cumulus dans le nord-est du pays. En montagne, des nuages bourgeonnants se formeront. Ils pourront engendrer une averse orageuse en fin de journée à l'est des Pyrénées ou au sud des Alpes. Les vents souffleront faiblement de secteur nord-est. Près des côtes, les brises s'installeront l'après-midi.

Les températures minimales seront encore fraîches au nord, de 10 à 14 degrés du Nord-Est vers la Bretagne (mais localement moins dans les vallées champenoises). Il fera de 14 à 16 du Centre-Ouest à la région lyonnaise, de 18 à 20 du Sud-Ouest à la Méditerranée. L'après-midi, le mercure ne dépassera pas 23 degrés sur le littoral de la Manche et à proximité immédiate de l'Allemagne, 25 à 27 en général dans la moitié nord. Dans le Sud, la chaleur restera caniculaire, avec 30 à 34 degrés, seules les zones côtières bénéficiant d'un vent marin un peu plus tempéré.

La journée de samedi sera très estivale, avec des températures en hausse au nord. Quelques orages pourront éclater dans le sud-est du pays dans le courant de la journée, notamment en montagne. Le soleil brillera encore généreusement dimanche, mais un voile nuageux apparaîtra progressivement sur le littoral de la Manche, prémice d'une aggravation plus prononcée pour le début de la semaine prochaine.

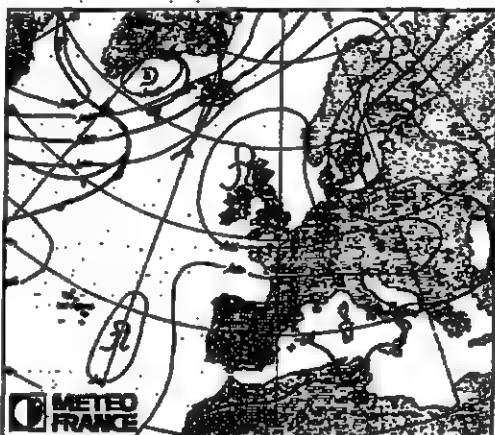
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



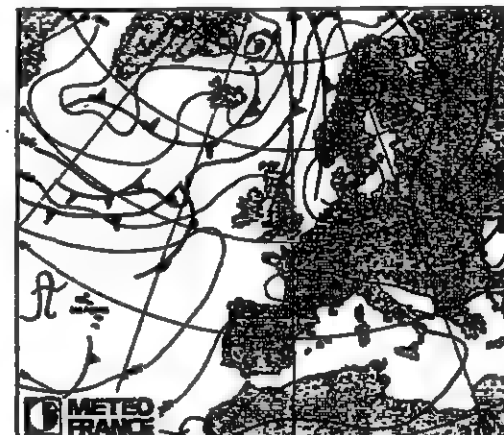
Prévisions pour le 19 juillet vers 12h00



TEMPÉRATURES	à 17 heures	à 19 heures	à 21 heures	à 23 heures
PARIS	22/18	23/18	24/18	25/18
LYON	22/18	23/18	24/18	25/18
MARSEILLE	22/18	23/18	24/18	25/18
NANTES	22/18	23/18	24/18	25/18
STRASBOURG	22/18	23/18	24/18	25/18
TOULOUSE	22/18	23/18	24/18	25/18
BRUXELLES	22/18	23/18	24/18	25/18
BERLIN	22/18	23/18	24/18	25/18
AMSTERDAM	22/18	23/18	24/18	25/18
STOCKHOLM	22/18	23/18	24/18	25/18
MOSCOU	22/18	23/18	24/18	25/18
NEW YORK	22/18	23/18	24/18	25/18
SAO PAULO	22/18	23/18	24/18	25/18
JOHANNESBURG	22/18	23/18	24/18	25/18
CAIRO	22/18	23/18	24/18	25/18
DELHI	22/18	23/18	24/18	25/18
TOKYO	22/18	23/18	24/18	25/18
SINGAPORE	22/18	23/18	24/18	25/18
PERTH	22/18	23/18	24/18	25/18
MELBOURNE	22/18	23/18	24/18	25/18
AUCKLAND	22/18	23/18	24/18	25/18



Situation le 18 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 20 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Devoirs de vacances

LE RENOUVELLEMENT des titres d'alimentation impose aux candidats des devoirs de vacances qui les font rassembler à des candidats perpétuellement recalés. Personne n'est épargné : ni l'octogénaire à la canne blanche, ni la mère de famille chargée d'enfants, ni ces hybrides dont personne ne sait au juste s'ils sont militaires ou civils.

L'impatience ou l'exaspération provoquées par ces brimades réglementaires ont parfois des causes suspectes : il n'est pas douteux que le contrôle des déclarations par l'envoi des fiches au lieu de naissance des déclarants met en posture délicate les « candidats » pourvus de nombreux ou de faux états civils.

Mais si le contrôle est utile et même indispensable, doit-il s'exercer par des appels répétés et prolongés, qui donnent aux Français l'impression de vivre dans un camp de concentration ? Ne saurait-on concevoir un autre système ? Puisqu'il s'agit d'un va-et-vient entre la mairie du domicile et la mairie du lieu de naissance, est-il déraisonnable de penser que le mouvement pourrait être inversé ?

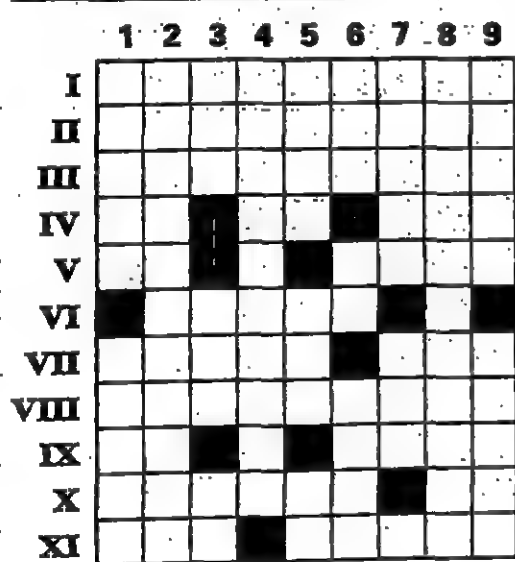
Je m'explique : au début de chaque année, en prévision des cinq ou six recensements habituels, les Français qui ne sont plus domiciliés dans la commune où ils sont nés envoient à celle-ci l'adresse de leur domicile actuel : ce serait la seule démarche exigée d'eux. Aux employés de l'état civil et des mairies, qui sont en somme payés pour cela, à se mettre en rapport entre eux, à vérifier les fiches, à établir les titres, cartes, dossiers, etc., puis à les distribuer, tout contrôlés, aux intéressés.

Si l'on se hâte, le système pourrait fonctionner vers 1950, si bien que nous aurions l'espoir d'un demi-siècle sans examens et devoirs de vacances.

Pierre Audiat
(19 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 666



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas un homme d'avenir. - II. Des professionnels qui ont intérêt à bien ouvrir leurs portefeuilles. - III. Des artistes souvent sur le pavé. - IV. Pris. Bande d'étoffe. Frappe le sol. - V. Peut être un joli cœur. Qui fort moins

envie que pitié. - VI. Qui ne réfléchit pas. - VII. Un vrai clown. Rien vulgaire. - VIII. Peut arriver après coup. - IX. Participe. Peuple de Djibouti. - X. Provoque un gonflement. Ue. - XI. On peut y voir du sang. Choisir comme un domicile.

VERTICALEMENT

1. Bien des gens y ont travaillé pour des doudous. On allait y chercher du baume. - 2. Travaille dans le bruit. - 3. Témis. Abréviation qui prouve qu'on n'a pas tout dit. Provoque une phalange. - 4. Quand on en bave vraiment. - 5. S'oppose au culte de Baal. Fut surnommé le Brave des braves. Tranche de melon. - 6. Pronom. Utile pour un contrôle. Distillé par les lèvres d'une fiancée biblique. - 7. Fit la conquête de la Syrie. Possessif. - 8. Faire une clôture. - 9. Visibles dans une boucherie. Qui ne semble pas du tout rongée.

SOLUTION DU N° 667

1. Pétarable. - 2. Animateur. - 3. Reimagine. - 4. Bréa. Te. - 5. Eta. Sot. - 6. Lias. Nés. - 7. Loe. Arc. - 8. Vil. In. Akattu. - 9. Pro. los. - X. Elections. - XI. RIL. Ys.

VERTICALEMENT

1. Parceliser. - 2. Ane. Tien. L3. - 3. Tmbale. P6. - 4. Umar. Arcy. - 5. Raie. Sabots. - 6. Adas. Ra. - 7. Bel. Onction. - 8. Luette. Ton. - 9. Erre. Soussu.

Guy Brouy

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALLEMAGNE.** L'Allemagne va établir une liste noire des compagnies charter étrangères dont les appareils présentent de lourds manquements aux règles de sécurité. Les autorités de l'aviation civile allemande ne se contenteront plus de vérifier les papiers des avions de ces compagnies mais effectueront désormais des contrôles techniques inopinés. Les amendes seront aussi sensiblement relevées, passant de 20 000 à 100 000 DM (environ 340 000 francs). (AFP)

■ **ALGÉRIE.** Crossair, la compagnie aérienne suisse à annulé, mardi 16 juillet, deux vols au départ de Bâle-Mulhouse et à destination de Constantine. Cette décision a été prise à la suite d'avertissements répétés des autorités helvétiques sur les risques que la situation en Algérie peut faire courir à la compagnie et à ses passagers. (Reuters, AFP)

■ **FRANCE.** Le collectif anti-péage de Roque-sur-Garonne, près de Toulouse, a décidé de poursuivre son action « péage gratuit » deux fois par semaine cet été. Les barrières seront levées le lundi matin et le vendredi après-midi. Le collectif, dont les membres refusent de payer 10 francs pour parcourir les quelque 5 kilomètres du tronçon reliant Muret à Toulouse, mène depuis le début du mois de mai des opérations « barrières ouvertes » entre 7 heures et 9 heures. (AFP)

PARIS EN VISITE

Samedi 20 juillet

■ **LE MARAIS :** place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ **LE QUARTIER DE LA FOLIE-MÉRICOURT (60 F),** 11 heures, sortie du métro Couronnes (Vincent de Langlade).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE LASSAY (55 F),** 11 heures, 33, quai d'Orsay (Pierre-Yves Jaslet).

■ **LE Cimetière du Père-Lachaise (35 F),** 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris); (37 F), 15 heures, entrée principale, boulevard Ménilmontant (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ et l'Île Saint-Louis (50 F),** 14 h 30, Pont Neuf devant la statue d'Hémi IV (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET :** Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS :** exposition Dürer (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER SEVRES-BABY-LONE (55 F),** 14 h 30, sortie du métro Vaneau (Europ expro).

■ **LA SEINE (50 F),** 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE (40 F + prix d'entrée),** 15 heures, 23, quai de Conti (Découvrir Paris).

■ **BAGATELLE :** le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ **DOUZE FONTAINES (60 F),** 15 heures, sortie du métro Port-Royal (Vincent de Langlade).

■ **L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS (37 F),** 15 heures, parvis de l'église (Monuments historiques).

■ **L'HÔTEL POTOCKI,** siège de la chambre de commerce (37 F), 15 heures, 27, avenue de Friedland (Monuments historiques).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE SAGAN,** ambassade de Pologne (37 F), 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Monuments historiques).

■ **LE VILLAGE DES BATTIGNOLLES et la cité des Fleurs (50 F),** 15 heures, sortie du métro Rome (Didier Bouchard).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G^e Octobre - 69646 Chassilly Cedex - Tél. : 16 (0) 42-17-32-90.

Je choisis la durée de mon abonnement	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

« LE MONDE » (ISSN 0046-1082) is published daily for 5.882 per year « LE MONDE » 22 bis, rue Claude Bernard 75002 Paris Cedex 05 France, photocopied postage paid at Champlain N.Y. US mail additional postage offices POSTMASTER: Send address changes in US to LE MONDE, 22 bis, rue Claude Bernard N.Y. 10919-2001 Pour les abonnements étrangers aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3500 Pacific Avenue, Suite 404 Virginia Beach VA 23462-2003 USA Tel.: 800.428.2640

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Cl-joint mon règlement de : ☐ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changements d'adresse :

• par éch. 10 jours avant votre départ.

• par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Remboursements : Portage à domicile • Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

23 (0) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (0) 44-08-78-30

Index et microfilms : (0) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-05-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 Films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commissariat aux journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2687

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gursbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Auloy

Directeur général : Gérard Mourou

333, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (0) 44-43-76-00 ; fax : (0) 44-43-77-30

L'été, on rêve tous d'un petit bloc de fraîcheur qui nous suivrait partout.

N'en rêvez plus. Voici le climatiseur Compact Line de Calor.

Le nouveau Climatiseur Compact Line de Calor ne pèse que 25 kg et sa petite taille le rend très mobile. Il climatise la pièce de votre choix jusqu'à 25m². En plus, avec ses lignes courbes et ses commandes intégrées, il est aussi discret qu'efficace.

calor

MUSIQUES Le Montreux Jazz Festival, qui a lieu sur la rive suisse du lac Léman, fête son trentième anniversaire et se terminera, le 20 juillet, avec un concert d'Oscar Peterson.

son. ● CRÉÉ par Claude Nobs, qui, à l'origine, souhaitait attirer les jazzmen d'avant-garde, ce festival est devenu le plus grand rendez-vous des musiques populaires (variété,

rock, musiques du Brésil et d'Afrique). Stéphane Eicher, Deep Purple, Simply Red, Little Richard, Zucchero, Ray Barretto, Phil Collins, mais aussi Santana, Kenny Barron et

Mino Cinelu se sont succédé sur les scènes de l'auditorium Stravinsky et du Miles Davis Hall. ● LE BRÉSIL, a toujours eu une place de choix à Montreux, passage obligé de nom-

breux musiciens. ● HORACE SILVER, pianiste historique, un des inventeurs du hard bop avec Art Blakey, devait se produire, après Montreux, au Hot Brass, à Paris, le 18 juillet.

Trente ans de folie Montreux

Parti d'un pari de passionné, le « Petit Poucet des festivals de jazz », selon l'expression de Claude Nobs, son inventeur, est devenu, installé sur les bords du lac Léman, la grande mémoire des musiques populaires : démesuré, commercial, festif

MONTREUX
de notre envoyé spécial

Tout Montreux tient dans chacune de ses nuits. Trente ans que ça dure. Parfois, on se demande ce qu'on fiche là. D'un coup, c'est le plus beau festival du monde. On passe de la rage à l'amour encore plus vite que dans la vie. Exemple d'une soirée, celle du 16 juillet : Santana Band, Van Morrison, Pharoah Sanders, Kenny Barron et Mino Cinelu, plus, pour les curieux, Mari Boine - chanteuse norvégienne s'exprimant en langage sami : pas d'oreillette sans casser des œufs. La veille ? McCoy Tyner et Michael Brecker, Horace Silver Septet, George Benson, Raw Sty-

lus. Voilà pour les scènes majeures, l'auditorium Stravinsky aux boiseries de volier sonore et le Miles Davis Hall. Les prix sont très suisses, mais on peut rester dehors. L'argent n'est pas ce qui fait Montreux, mais Montreux ne se fait pas sans argent. Le « Petit Poucet » des festivals de jazz - doit son inventeur, Claude Nobs - arpente en bottes de sept lieues l'Eldorado de la variété, du Brésil, du rock, de l'Afrique, des dernières ringardises et du jazz. A l'origine, Claude Nobs a voulu faire venir, dans la petite bourgade coquette (un peu morte) en bord de lac, où son père était boulanger, les jazzmen d'avant-garde. Trente ans plus tard, le patron n'a pratiquement pas changé, juste un peu blanchi sur les tempes. Il s'amuse comme un fou, adore jouer de l'harmonica avec les artistes, aime les présenter comme au spectacle et vient de faire défilier, en trente fois seize nuits, toute la musique populaire du monde, dont il tient à jour la mémoire (vidéos, productions, disques). Et la caisse.

Par jalousie, Nobs a voulu renouer au terme de « jazz ». Rien n'y fit : à Rio, à Tokyo ou à Nueva

York, on a continué à dire le Montreux Jazz Festival. Nobs a sagement choisi le parti de la folie, de l'amusement et de l'hyper-professionnalisme. C'est, de loin, le meilleur son et les meilleurs éclairages du circuit. Du coup, des élégants de Brooklyn, des danseurs de Bahia et Stephan Eicher dans le rôle de Monsieur Loyal, style pompier postmoderne (il a ouvert le festival le 5 juillet), se croient, non, se savent, à Bayreuth, à la Maestranza

A écouter

18 juillet : hommage à Charles Trenet en sa présence, avec George Duke, Charles Aznavour, Pauline Ester, Touré Kunda, etc., et une nuit africaine réunissant Lokua Kanza et Touré Kunda. 19 juillet : Quincy Jones et une nuit irlandaise, à laquelle participeront les Pogues, le Big Band of Sticks et le groupe Aziza. 20 juillet : concert de clôture avec Oscar Peterson, Lenny White, Niels Henning, Orsted Pedersen, Martin Drew et Lorne Lofsky. Montreux Jazz Festival, Tél. : 79-41-21-623-45-67.

de Séville, ou dans le saint des saints. Ils ont raison.

Comme la vérité vous rattrape toujours par la queue, le terme de jazz désigne ici l'équivalent de monnaie autorisée dans les guinguettes et les commerces sous les chalets (sommaries) du bord de lac. Un « jazz » égale 1 franc suisse. Montreux est le seul festival à avoir donné ce nom à son argent. Avec la chance de Nobs, le risque n'est pas nul qu'il s'étende à toutes les monnaies de la planète. Réaction d'un festivalier barbu, à casquette de travail, comptant ses « jazz » per-

chés comme des chaises : « C'est dingue leur truc, on se croirait en vacances. » C'est vrai qu'on ne vit ni dans le rythme des vacances ni à proprement parler selon les règles du travail.

SECRET DES DIEUX

On a énormément à faire. Rien que sur la promenade, sans lâcher un instant la musique qui ne vous lâche pas (podium du festival « off », orchestres des bateaux « à thème », inévitables flûtes des Andes avec galarins kioines, enregistrement de Stephan Eicher sur cloches de vaches), on peut se procurer pour une poignée de « jazz » : de la raclette, des chapeaux de création, une cravate en bois, des nouilles du vacher (« swiss cow-boy macaroni »), de la fondue moitié-moitié, des filets de perche, de la raclette, des sandales faites main, un stylo personnalisé rechargeable, du poulet thaï, des rouleaux de printemps, tout en se faisant percer l'oreille, le pif ou ce que vous voudrez, tatouer la prise de la smala d'Abd El Kader par les troupes du duc d'Almale, faire de petites tresses baroques (pour ceux que le problème concerne).

La municipalité ? Scandale, elle ne donne pas un fric au plus grand festival du monde. En revanche, des princes de la soul music aux bénévoles un peu lents du service d'ordre en passant par les restaurateurs, tout le monde signe la pétition. Bref, Montreux est un modèle de vie tout à fait présentable. D'autant que, si le philistinisme et le sybaritisme vous écœurent, vous avez le recours (Montreux est la cité des recours) de prendre un verre et un air blasé au Montreux Jazz Café : jeux vidéo, DJ, divans profonds, écrans gigantesques, ouverture des Jeux d'Atlanta sur fond d'acidjazz pou-



sé à 180 décibels - la perfection du bonheur.

Ou encore, ultime possibilité pour grand pervers seulement : les concerts. C'est un fait que Kenny Barron et Mino Cinelu, ici (seul

concert en Europe), touchent en scène à l'excellence de leur sonnet, l'album *Swamp Sally* (Verve/PolyGram). Leur jeu de double et de lumière, cette extravagante liberté qu'ils se sont donnée et dont ils ne peuvent rien faire, sinon de la musique, prennent dans le Miles Davis Hall tout leur relief. Le percussionniste le plus capé des temps modernes, Mino Cinelu (Miles, Sting, Weather Report, Peter Gabriel, etc.) donne son plein champ au plus savant des pianistes, Kenny Barron (Stan Getz, toute la planète du jazz et - comme Mino Cinelu - Dizzy Gillespie).

Le génie de Montreux, c'est de faire croire que la musique est du business (ce n'est pas faux), que le lac est charmant (c'est vrai) et de laisser jouer les musiciens comme on parle. Dans le plus beau salon du monde. Artistes : McCoy Tyner et Michael Brecker sont en tournée, avec Avery Sharpe (basse) et Aaron Scott (batterie). Sur le papier, il y avait quelque chose de saisissant à réunir le pianiste le plus vigoureux depuis sa saison chez Coltrane - intellectuellement vigoureux, musicalement vigoureux, McCoy Tyner - et ce prince dandy du saxophone

ténor dont il maîtrise, jusqu'à l'ironie, toutes les possibilités, Michael Brecker (auteur, pour fixer les idées, de l'indicatif de « jazz à FIP »). La constance même et le caméléon sublime. Celui qui gagne la musique à chaque note détachée et celui vers qui elle vient sans qu'il s'en tracas. En douce, pour se préparer, on les avait vus jouer ailleurs. Jamais leur prestation n'avait atteint cette fougue claire, désinvolte, ce génie de la précision lyrique, hors émotion, hors rabâchage, qu'elle a dépassée à Montreux. Génie du lieu, rire de Nobs, secret des dieux.

MÉTAPHES

Juste avant, par un de ces petits travers que cultive le festival comme la Suisse ses géranijs, hommage a été rendu, on voit l'ambiance - ailleurs on n'oserait pas -, à la poste américaine pour avoir édité une série de timbres consacrés à dix figures légendaires du jazz. Petits discours, petits sifflets, présentation agacée par Quincy Jones, défilé des épouses, frères, sœurs et enfants des légendes. Avec en prime un numéro de haute voltige névrotique : Michele et Ravi Coltrane, les enfants de trente ans, interprètent avec McCoy Tyner (le survivant) *My Favorite Things* ; elle, en poussant joyeusement la goulante ; lui, que l'on connaît plus aisé dans d'autres contextes, visiblement encombré de ce rôle encombrant - juste avant Mike Brecker.

Il y a une énergie de récupération propre à Montreux. Et, après tout, ce cadéan empoisonné fit la joie de mes voisins (ils reconnaissent le thème) et de Stephan Eicher, qui apprécie beaucoup ce genre de mixtures tordues où l'émotion et la spontanéité s'allient. N'est-ce pas l'essentiel ?

Francis Marmande

Horace Silver, pianiste historique et sous-estimé

PROJET tardif ? Médisance précoce ? Ou, plus vraisemblablement, négligence calculée des tourneurs et entrepreneurs de spectacles (on ne dit rien de leur ignorance brevetée) ? La tournée d'Horace Silver (pianiste en septet) n'a trouvé que trois points de chute : La Haye (automatique), Copenhague (en mémoire des années 60) et Montreux, le 15 juillet. Plus le Hot Brass, à Paris, le 18 juillet.



PROFIL

C'est sept fois dommage. Le rôle historique d'Horace Silver est à la mesure de sa modestie. Avec Art Blakey, il invente les jazz Messengers. Ses titres, *Opus de Funk*, *Song for my Father* (1963), *Senior Blues*, parlent pour lui. Il a cette main gauche, baladeuse, bondissante comme une ligne de basse ou de percussion. Sa main droite est recroquevillée, presque fermée, elle guette la note, l'accord, ne se jette qu'à l'instant juste. Chaque pièce d'Horace Silver est une leçon de

danse, de mélodie, sur les accents de Monk. Ses bizarreries harmoniques semblent simplistes, son génie du complexe laisse enfant, heureux. Il semble petit, un peu contrefait devant le piano auquel il se serre. Il est, sans arrogance, l'oubli de l'académisme et de la règle. Il est ce qui vient.

Et comme il a su toujours faire, il fait jouer au millimètre une petite cohorte d'excellents exécutants dont il pourrait être le grand-père (Bob Maize, basse, Harold Mason, batterie, Ron Stout, trompette, Doug Webb, ténor, Phil Vieux, baryton, et Steve Baxter, trombone). Son dernier disque s'intitule *The Hardbop Grandpapp*.

Il y a quelque chose d'insaisissable dans cette constance sous-estimée. Né en 1928 dans le Connecticut, jointement Cap-Vendieu, Horace Silver n'a vécu que de chefs-d'œuvre et de tombées dans l'oubli. Il est des âmes (poètes, toreros) dont cette alternance vaut destin.

Déjà en 1978, en plein festival de Newport qui l'ignorait superbement, il assurait quelques soirs de rattrapage, un de ses nombreux « retours » au

club newyorkais du Village Vanguard, pour une poignée de convaincus. Comme on n'était pas nombreux - il y avait là la photographe Marie-Paule Nègre, le bassiste Cameron Brown et un restaurateur fanatique du nom de Blanc, ces trois patronymes nous paraissent trouvés - on s'amusait. Horace Silver lançait un thème de sa main gauche toujours aussi nerveuse, et le premier qui devinait avait deviné le premier. C'était simple comme jeu. Un moment, comme il attaquait une ballade insidieuse, Blanc, le cuisinier érudite, s'est pris à murmurer : « Le tempo medium ? Le tempo des dieux... »

Horace Silver est de retour, pas « sur le retour » (belle voix vive et joyeuse) : de retour ! Et ce retour prouve à lui seul, par gros temps d'absence, qu'il n'y a pas que des raisons de désespérer.

F.M.

* Hot Brass, parc de La Villette, 211, av. Jean-Jaures. Tél. : 42-00-54-44. Concert à 21 h 30. 120 F.

Rio-Montreux, le jazz et les tropiques en ligne directe

DES RIVES du lac Léman à celles de l'océan Atlantique, version tropicale, il n'y a qu'un pas, vite franchi par la grâce de la bossa-nova. Trait d'union privilégié entre le jazz et la chanson, le genre inventé en trio par Vinícius de Moraes, Tom Jobim et Joao Gilberto, a fait des ravages dès les années 60 chez les amateurs d'improvisation inspirée (Getz/Gilberto) ou de Latin jazz (Gillespie). Comme une rougeur ensoufflée sur une peau de lait. L'indéniable génie du Festival de Montreux est de n'avoir jamais fait de fixation compulsive : ainsi, la musique brésilienne y a-t-elle évolué en toute liberté. Elle n'a pas été, comme ailleurs, réduite à la *Garoça de Ipanema*, dans son acception la plus large - un air propice à la décontraction face à la claustrophobie commune à l'usage d'ascenseur.

Ainsi, le festival de jazz de Montreux a-t-il entretenu des relations d'admiration sincère et réciproque avec les artistes brésiliens. Plier de ce puzzle affectif, Joao Gilberto, gé-

nial et caractériel, grand prêtre de la messe méritée, dont l'album *Live in Montreux* (une marque de fabrique aussi prestigieuse qu'un mécanisme d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds), rappelle que la Suisse protestante est aussi sensible à la magie que la plage de Copacabana.

UN HOMMAGE

Les collines de Montreux bruissent encore de ces concerts rendus géants par la folie démesure de leurs auteurs : Joao Gilberto, au petit matin, réclamant la présence de son psychanalyste, refusant de chanter sans un costume trois pièces confectionné par un grand couturier parisien, tandis que courait la rumeur du suicide de son chat.

A Montreux, Joao Gilberto, qui est connu pour ses sautes d'humeur, n'a jamais fait faux bond. Il est toujours revenu, à l'instar d'autres grandes vedettes de la chanson brésilienne : Gilberto Gil, Joao Bosco (les abonnés), Marisa

Monte (la jeune garde) ou Maria Bethânia (actuellement insaisissable reine mère bahianaise, en retrait des scènes et pourtant venue cette année à Montreux), Elis Regina de son vivant, Chico Buarque et Caetano Veloso (les intellects), mais aussi des groupes de rock, les meilleurs sambistes (Paulinho da Viola), des improvisateurs du jazz informel (Gismoud, Pascoal).

Montreux, pour un artiste brésilien, c'est un honneur, sans les fastes obligés. C'est le Carnegie Hall d'endroit où fut posé la première pierre de l'internationalisation de la bossa-nova, en 1962) de l'Europe. C'est aussi un des derniers lieux où l'on peut se payer le luxe du concert unique.

Au prix où sont les billets d'avion et les cachets des stars brésiliennes, depuis la mise en place du réel, la monnaie locale, à parité avec le dollar - à titre indicatif, Caetano Veloso, Chico Buarque, Gilberto Gil ont touché chacun 100 000 reais pour chanter cinq chansons (chacun)

dans l'hommage à Tom Jobim lors du réveillon de la fin de l'année passée - seul un festival aux arrières solides et implanté dans un pays à monnaie forte peut encore monter des nuits de musique brésilienne.

Montreux, donc, n'a jamais raté le coche. La bossa - la nouvelle vague (Elis Regina, Nara Leao) du début des années 70 -, le tropicalisme glamour de Gal Costa, la samba-reggae des percussionnistes d'Olodum y ont été honorés en temps et heure. La musique batla-naise a, depuis, continué son ascension : l'art music a envahi le paysage sonore du pays et Montreux 1996. L'étoile montante de ce style, né dans la rue, derrière les énormes camions sonorisés des défilés carnavalesques, s'appelle Daniela Mercury. Montreux l'a déjà comptée parmi ses invités, évidemment. Presque à ses débuts, il y a quatre ans.

Véronique Mortaigne

50^e Festival d'Avignon sur les écrans du Monde

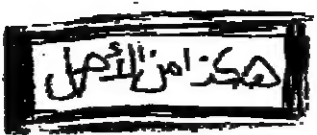
Rendez-vous en Avignon au Théâtre Saint-Louis, 28, rue du Portail-Boquier

Le Monde vous invite à vivre le Festival sur ses écrans interactifs

INTERNET <http://www.lemonde.fr>
MINITEL 3615 LEMONDE

Philippe Decouflé se lance
montant une comédie

Philippe Decouflé se lance
montant une comédie



Philippe Decouflé se lance un périlleux défi en montant une comédie musicale au Japon

Le chorégraphe, entouré d'acteurs nippons, a surpris et séduit par son style « à la française »

Habitué à assister à des comédies musicales américaines, le public nippon a été agréablement surpris par l'imagination de Philippe De-

couflé, qui a créé à Tokyo Dora, sur un livret d'un auteur japonais, avec, comme vedettes, de célèbres acteurs nippons. Comédie vibrante de

couleurs, avec des scènes spectaculaires portant la « marque Decouflé », qui sera présentée en France au Festival de Rouen à l'automne.

TOKYO
de notre correspondant
C'est à un exercice périlleux que s'est livré le chorégraphe Philippe Decouflé - qui triompha à Albertville -, en dirigeant à Tokyo une comédie musicale, Dora, le chat qui a vécu un million de fois. Périlleux parce que c'est un genre auquel il ne s'était jamais attaqué ; périlleux aussi parce qu'il devait suivre un livret de Tomomi Tsutsui et diriger des acteurs, Kenji Sawada et Mami Yamase, coqueluches locales, qui lui avaient été imposés. Il a surtout été confronté à des méthodes de travail japonaises parfois contraignantes, perturbantes en tout cas pour un artiste qui a l'habitude de construire sa création de manière empirique.

Philippe Decouflé était inquiet. Plusieurs jours après la première, le 21 juin, et alors que le spectacle devait rester jusqu'au 29 juillet à l'affiche pour cinquante représentations à Tokyo avant d'aller à Nagoya puis d'être présenté au Festival musical de Rouen cet automne, il continuait encore à modifier des tableaux.

Le scepticisme du chorégraphe sur son travail au Japon s'est sans doute effacé depuis. 40 000 spectateurs auront assisté à son spectacle à Tokyo. On en attend 50 000 à Nagoya. De cette histoire acidulée, celle d'un super-chat, un chat un peu voyou qui vit plusieurs vies, se lasse vite de chacune d'elle et s'arrange pour mourir et renaître ailleurs jusqu'à ce qu'il rencontre une chatte blanche qu'il quittera cependant pour de nouvelles aventures, Decouflé a su faire une fantaisie vibrante de couleurs.

Sans doute n'est-il pas toujours venu à bout des sujétions du livret (bien qu'il ait fait refaire quatre fois le scénario), et le spectacle, il le reconnaît, aurait gagné à être plus court. Mais lorsqu'il a pu se dégager de ces contraintes et des décors réalistes dessinés par Jean Rabasse, il semble avoir renoué avec lui-même : servi par une talentueuse costumière, Kazuo Naito, et la machinerie du Tokyo Metropolitan Art Space - dont la scène est à géométrie variable -, il redevient un imprévisible illusionniste. Le public japonais a été séduit par cette mise

en scène « à la française », lui qui est habitué aux comédies musicales américaines.

Scandé par le déchaînement des tambours japonais de Manabu Uehara, les tableaux des vies de Dora se succèdent avec des moments forts tels que cette extraordinaire danse des ténébreux, aux effets visuels défiant les règles de l'optique, ou la jolie scène de la grand-mère tricoteuse, où l'ensemble du décor, des images aux costumes, sont des tricotés variés.

UN TABLEAU FÉRIQUE
Mais deux tableaux dominent le spectacle et ont emporté l'enthousiasme du public : celui du cirque et de sa magie, avec une étonnante trapéziste, Janie Allan, que l'on retrouve dans un autre tableau, cette fois aux fonds des mers. Le tableau final, celui de la mort de la chatte blanche que Dora, le vagabond qui vole la vie, a retrouvée sans mesurer que sur elle ce temps qu'il suit esquiver a fait son œuvre, est certainement le plus féérique, avec ces figures comme esquissées dans leur voile blanc d'un orchestre muet qui

traverse la scène : la Mort qui s'avance. Finalement, super-chat doit se plier à la loi de la vie en découvrant la souffrance.

Avant de se convaincre lui-même de la qualité du spectacle qu'il vient de réaliser, et en dépit de scènes à gros traits qui contrastent avec le brio esthétique d'autres, Philippe Decouflé retient surtout de ces mois de travail au Japon une expérience jusqu'à un certain point libératrice : « Je n'aurais jamais pu faire cela en France. Ici, parce que c'est à l'autre bout du monde, parce que personne ne m'attend, je me suis senti vierge des contraintes de ce que je fais en général. Bien que j'aie dû en affronter d'autres, souvent irritantes, j'ai renoué avec une certaine fraîcheur créative. C'était la première fois que je dirigeais des acteurs, avec lesquels en outre il y avait quelques problèmes de communication ; c'était la première fois que je choisisais des chansons. Tout cela est enrichissant. Maintenant, je me demande si je n'aimerais pas faire une comédie musicale au cinéma. »

Philippe Pons

ARCHITECTURE : le projet de pont du Britannique Sir Norman Foster, associé aux architectes Defoul, Mousseigne et Chapelet, a été retenu par le ministre de l'équipement, Bernard Pons, pour l'enjambement du Tarn par l'autoroute A 75 (Clermont-Ferrand - Béziers), à Millau. L'attribution de ce viaduc a fait l'objet d'un concours mettant en compétition cinq équipes. Le jury a choisi le pont multiaubané de Foster en raison de sa qualité, de sa faisabilité, du délai de réalisation et de son coût.
CINEMA : « Août au ciné à Paris » offre aux jeunes de moins de 26 ans un tarif exceptionnel de 25 francs dans les cinémas indépendants et art et essai de la capitale, pendant tout le mois d'août, sept jours sur sept, sur présentation de la carte Août au ciné. Une centaine de salles participent à cette opération, lancée il y a deux ans, qui permet de découvrir des films d'art et essai ou des films du patrimoine. La carte est disponible gratuitement depuis le 15 juillet et jusqu'au 31 août dans les mairies de Paris, à l'Hôtel de Ville, dans les magasins Virgin et les stations commerciales RATP Montparnasse, Gare-du-Nord et Châtelet-les-Halles (renseignements sur Minitel sur 3615 Paris).

La musique est le principal loisir des Français

PRISE dans son acception la plus large (achat de disques, déplacements aux concerts, écoute de la radio), la musique occupe la première place dans les loisirs des Français, devant (par ordre décroissant) le sport, la télévision, les voyages (à égalité), le cinéma et le théâtre.

Selon un sondage Louis Harris commandé par le SNEP (Syndicat national des éditeurs de musique), réalisé en mai sur un échantillon de 1 103 personnes, la musique joue un rôle primordial chez les 15-24 ans et les femmes. Les consommateurs les plus attentifs habitent la région parisienne, écoutent Skyrock, France Inter et Europe 1, regardent le câble, La Cinquième et M 6, et, dans la tranche d'âge supérieure, sont cadres.

36 % des personnes interrogées avouent leur préférence pour les variétés françaises, suivies de la musique classique (24 %). Mais 56 % des jeunes penchent vers la pop et le rock. L'écoute de la musique classique et de l'opéra croît

linéairement avec l'âge, et les sondeurs préviennent que, pour être valorisée socialement, l'écoute de la musique classique a sûrement été surestimée dans les réponses fournies.

Ce sondage souligne l'omniprésence de l'objet musical, par le biais de la radio (jugée trop peu audacieuse par 77 % des interrogés), de la télévision (dont 80 % estiment qu'elle devrait consacrer davantage de place à la musique), des concerts, des disques ou des sorties en boîte de nuit. Il n'apporte pourtant pas d'éclairage nouveau, notamment par manque de définition des catégories et des termes utilisés.

Francis Cabrel, l'artiste le plus populaire parmi les jeunes, se classe-t-il dans le rock, la pop ou les variétés françaises ? Posséder une compilation des grands airs d'opéra revient-il à écouter de la musique classique, dont les ventes subissent par ailleurs une forte baisse ?

V. Mo.

LES NOUVEAUX FILMS

EMPIRE RECORDS
Film américain d'Allen Moyle. Avec Liv Ullmann, Anthony LaPaglia, Maxwell Caulfield, Debi Mazar, Rory Cochrane (1 h 34.)
■ Signé du réalisateur de Pump Up the Volume, ce film permet de retrouver Liv Ullmann, celle qu'avant de tenir le rôle vedette du film de Bernardo Bertolucci Beauté volée. Au vu de sa prestation, l'information n'est sans doute pas capitale, mais elle constitue ce que l'on peut mentionner de plus intéressant au sujet d'une œuvre dont la constante niaiserie décourage les meilleures volontés. Soit, l'une part, une intrigue-prétexte - comment sauver du rachat par une grande chaîne une sympathique boutique de disques ? - et, d'autre, une bande musicale rock, qui part de Jimi Hendrix pour boutir aux Crauberries, en passant par AC/DC. Le principe étant de tronçonner et l'une et l'autre de manière à obtenir un produit qui ressemble à s'y méprendre à un sitcom destiné aux 12-18 ans, dont les moeurs supposées sont évidemment le vrai sujet du film. Le résultat est en parfaite adéquation avec ces présupposés, puisque Empire Records témoigne d'un vrai mépris pour la jeunesse et la musique, tout en militant pour un cinéma grabataire.

Jacques Mandelbaum

ARB WIRE
Film américain de David Hogan. Avec Pamela Anderson, Tera Patrick, Victoria Rowell, Jack Noseworthy, Steve Haskins, Udo Kier (1 h 35.)
■ Au générique, Pamela Anderson effectue un strip-tease. Il est le plus sage de s'en tenir là, mais cela n'aurait pas suffi à faire de Arb Wire le premier film tourné par la vedette de la série télévisée Alert à Malibu. La sculpture de la série a donc été vêtue d'une combinaison de cuir noir, et s'est lancée dans une improbable histoire policière située en 1917, dans la seule ville des États-Unis qui ne soit pas soumise à la loi martiale. Improbable et refuse, puisqu'il y est question, entre autres et dans le désordre, verres de contact, d'un virus mortel, d'un groupe de résistance, « congressistes », d'un petit frère avengé et d'un fiancé disparu qui réapparaît, mais avec une autre. Le réalisateur ne se soucie pas de démêler les fils de cette intrigue adaptée d'une bande dessinée, trop occupé qu'il est à jouer à cache-cache avec les armes abondantes de la dame - redécouvrant au passage les verres d'ondulances de la mousse de bain. Exercice épuisant, qui lui a tout juste assez d'énergie pour filmer la séquence finale de poursuite et de bagarre.

Pascal Mérigeau



Communications longues distances nationales

Le prix du téléphone baisse.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de Paris à Nice ou de Marseille à Strasbourg, vous ne payez plus que 0,87 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end du samedi 13h30 au lundi 8h00.



Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
 De l'écriture musicale :
 Frontières et singularités (4).
20.30 Lieux de mémoire.
 Le Tour de France (2).
21.32 Fiction. Le Roi Hatif,
 de Gerboise Francolet.
22.40 Nuits magnétiques.
 Dessine-moi ton siècle. C'était
 comment avant ? (3).

20.00 Festival
de Radio-France
et de Montpellier
Languedoc-Roussillon.
Concert donné en direct de la
cour des Ursulines, par le Trio
d'Antoine Hervé.

21.30 Portrait
de **Goffredo Petrassi**.
Portraits de notre temps.
Concert donné le 13 juin, salle
Olivier-Messiaen, à
Sallanches (Savoie).

Les films sur les chaînes européennes

pour cinq instruments ;
Contrastes pour violon,
clarinète et piano ; de Stravinsky
Œuvres de Prokofiev.

0.05 Tirage nocturne. Œuvres de
Riceur. Les Nuits de France-Moscou.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Concert enregistré le
19 septembre 1955 : à
Toulon, Gerardo Oyama,
piano. Sonates n° 1 et n° 32,
de Beethoven ; Œuvres de
Debussy ; Rhapsodies, op. 79,
de Liszt. Prix 115.

22.25 Les Soirées... (Suite
Symphonie n° 9, de Mahler, par
l'Orchestre philharmonique de Berlin
dir. Herbert von Karajan. Œuvres de
Mahler. 0.00 Les Nuits de Radio
Classique.

Radio

France Culture

19.33 Perspectives scientifiques.
Biologie et médecine. La chirurgie maxillo-faciale (1).

20.00 Le Rythme et la Raison.
De l'écriture musicale : les rythmes et les singularités (5).

20.30 Radio archives.
Clara Candiani.

21.32 Solace and Bize. Monk. Invité : Laurence de Wilde.

22.40 Nuits magnétiques.
L'insomnie-mot (1) (6).

0.05 Du jour au lendemain. Aylwre. 36. Avec Jacques Rosner, Joseph Nae, Jean-Pierre Milonoffort, Michel Comte, André Pignatelli, musique (2).

1.00 Les Nuits de France Culture (Requiem). Ceux du quatuor 2.00. Roqufort-de-Corbieres ; 3.10. Jean Vanders ; 3.50. Anzour Offici. Canetti ; 4.56. Francisco Goya ; Les intermèdes ; 5.31. Les oléaux

[illegible]

Les films sur les chaînes européennes

► Signalé dans « Le Monde »
Télévision-Radio-Multimédia 1.

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

■ ■ ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.

◆ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

La dragonnade de Lure

par Pierre Georges

AINSI PARLA le sapeur Camember. Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus, à Lure, de limites. Et il n'y en a plus effectivement dans cette petite ville de Haute-Saône. Sale temps pour la fanfare du 1^{er} régiment de dragons !

Plus de dragons. Plus de régiment. Plus de chars. Plus de fanfare. Dissous ou en passe de l'être. Restructuration, modernisation, dissolution ! On imagine volontiers en quel état de manque subit et en quel sentiment d'abandon peut se trouver une ville de garnison sans garnison. On suppose en cascade le désarroi des commerçants, le choc immobilier, la fermeture des écoles, la perte de ressources, l'absence de perspectives.

Séduite et abandonnée ! Lure, comme d'autres petites villes de province, devra apprendre à vivre sans ses dragons. Et d'une certaine manière cela ressemble fort, pour l'économie locale, à une dissolution neuronique. Un séisme même. Avec désormais ces grandes casernes sous la lune franc-comtoise, vaines et inutiles. Sauf à servir demain, après transformation, d'abris HLM ou de bâtiment pour activités commerciales ou industrielles aléatoires.

Lure perd ou va perdre ses dragons. Cela ne lui sera pas qu'une rupture d'habitude. Ou le changement coutumier d'un calendrier local rythmé aux impératifs des prises d'armes et remises de fourragères aux susdits. Pas non plus la seule mort d'une rubrique féconde dans les pages locales de L'Est républicain. Ce sera pire : une sorte de décadence par dissolution, un diadème, grosso modo, de la population renvoyée vers d'autres foyers, rompez les rangs.

Ce qui arrive là-bas arrive ailleurs. Notamment dans le grand Est qui va avoir à payer prioritairement pour l'Histoire, son histoire. Il suffit de regarder la carte de France des restructurations militaires pour constater que la tradition et la nécessité, aux fameuses marches de l'Est, sont devenues un luxe inutile.

Peut-on vivre sans l'armée quand on a tant et si longtemps vécu d'elle ? C'est toute la question. Elle se pose désormais, gauche, droite, peu importe, aux élus de ces différentes villes et régions mises d'office à la réforme. Que faire de ce grand vide, de cette retraite à marches forcées, le dos désormais tourné à la mythique ligne bleue des Vosges ?

Espérer des compensations, les exiger même ? Bien évidemment, oui. Après tout, la démobilitisation n'est pas la paix. Mais que peut-on offrir en compensation de ce démantèlement du territoire ? Des aides, des subventions, des délocalisations de services publics, des implantations d'entreprises ? Toutes choses souhaitables mais à peu près aussi introuvables qu'un 1^{er} régiment de dragons par les temps qui viennent.

La réforme des armées, bien dégagée sur les oreilles, n'est pas de celles qui se discutent. L'époque ayant changé, les armées devaient s'adapter. Mais la justice d'une réforme n'évacue pas des effets locaux désastreux. Lure, petite ville sans garnison d'une verte Haute-Saône sans trop d'emplois à désormais le moral dans les chaussettes. Les Lurons sont résolument moroses, n'en déplaise à Paris. Ils ont désormais le sentiment de vivre, en bout de ligne, de première ligne, une dragonnade. Sans dragons.

SNCF : Frédéric d'Allest bien placé pour devenir président

FRÉDÉRIC D'ALLEST pourrait succéder à Loïc Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF si la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rejette, jeudi 18 juillet, la demande de mise en liberté du président de la compagnie ferroviaire. Le gouvernement a en effet annoncé qu'il remplacerait M. Le Floch-Prigent dans cette hypothèse. Des sources gouvernementales, on confirme que M. d'Allest est en tête de la liste des personnalités retenues. Chez Lagardère Groupe, dont il est directeur général, on reconnaît que M. d'Allest est pressenti. Ce polytechnicien âgé de cinquante-cinq ans contrôle les activités non militaires de Matra, notamment la construction des métros automatiques VAL, l'assemblage des Renault Espace et les télécommunications. S'il connaît bien les transports, M. d'Allest a suivi un parcours radicalement différent de celui de M. Le Floch-Prigent. Il est notamment peu habitué aux négociations sociales difficiles. M. d'Allest est avant tout un ingénieur de haut vol, considéré comme l'un des pères de la fusée Ariane. Entré au Centre national d'études spatiales (CNES) en 1966, il est nommé chef de projet Ariane dès le lancement du programme en 1973. C'est lui qui a l'idée de créer, en 1980, une société chargée de l'exploitation commerciale du lanceur européen, ArianeSpace. Il en assumera la présidence jusqu'en 1990, avant de rejoindre Matra.

Le groupe de communication de Rupert Murdoch achète New World

NEWS CORP., le groupe de communication de Rupert Murdoch, a pris le contrôle de New World Communications Group pour 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) payables en actions et par reprise de dettes. News Corp. contrôlait déjà 20 % de New World. Cet accord intervient alors que News Corp. vient d'être évincé du rachat de MGM et que New World était en discussion pour racheter le distributeur à succès King World. Avec New World, News Corp. devient le plus gros propriétaire de télévisions aux États-Unis. Ce rachat sera sans doute examiné par la Federal Communications Commission, l'autorité de régulation de l'audiovisuel américain. La récente loi sur les télécommunications indique qu'aucun réseau ne peut cumuler plus de 35 % de l'audience nationale.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le jeudi 18 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 21412,90 +0,08 +0,34
Hong Kong Index 10561,00 +0,18 +0,11

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

12000

10000

8000

6000

4000

2000

0

Tirage du Monde daté jeudi 18 juillet 1996 : 481 377 exemplaires

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 18 juil. en %

Paris CAC 40 1795,11 +0,28 +0,38

Londres FT 100 3850,90 +0,51 +1,04

Zurich 1240,38 +0,13 +0,13

Milan MIB 30 117,27 +0,11 +0,11

Frankfurt Dax 30 2496,41 +1,08 +1,07

Bruxelles 1240,38 +0,13 +0,13

Suisse SMI 1379,46 +0,35 +0,35

Madrid Iboex 35 352,69 +0,19 +0,19

Amsterdam CBS 1240,38 +0,13 +0,13

Un Boeing 747 de TWA a explosé en vol peu après son départ de New York

Il n'y aurait aucun survivant parmi les 229 occupants de l'avion en route pour Paris

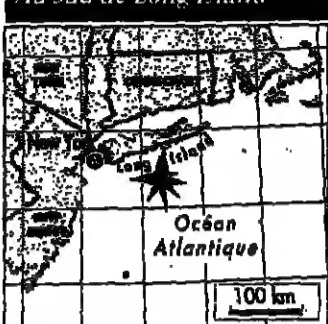
NEW YORK

de notre correspondant

Un avion de la compagnie américaine TWA au départ de New York et à destination de Paris et de Rome a explosé en vol, jeudi 18 juillet, et s'est abîmé dans l'Atlantique. Le Boeing 747, avec 212 passagers et 17 membres d'équipage, a explosé peu après son décollage de l'aéroport John Fitzgerald Kennedy. Il n'y aurait aucun survivant, selon les garde-côtes américains. L'avion, qui s'est abîmé à 24 kilomètres au sud de l'île de Moriches, au large de Long Island près de New York, a été décrit par de nombreux témoins comme « une boule de feu dans le ciel ».

L'accident s'est produit vers 20 h 45 locales (2 h 45 heure de Paris) dans des conditions météorologiques « parfaites ». Interrogé sur la possibilité d'un attentat à la bombe, le porte-parole de l'administration fédérale de l'aviation civile américaine, Elliot Brenner a refusé d'aborder la question : « Notre priorité est de lancer des opérations de secours pour tenter de trouver d'éventuels survivants. Le refus de spéculer sur la cause de l'accident ». Sur place, des agents du FBI affirment avoir reçu aucune menace terroriste contre le vol 800 à destination de Paris. L'administration fédérale de l'aviation civile a déclaré de son côté n'avoir aucune information

Au sud de Long Island



sur un éventuel message de détresse du commandant de bord avant l'explosion. « C'était un vol

L'accueil des familles à Roissy

Il était encore difficile, jeudi en fin de matinée, de connaître le nombre de Français qui se trouvaient dans l'avion. TWA vérifiait les noms et les adresses des personnes enregistrées. Une cellule de crise s'occupait des diadèmes de parents et amis venus aux nouvelles à l'aéroport de Roissy. La plupart des personnes - en majorité françaises - étaient prises en charge par une équipe de psychologues et de médecins. Les employés du guichet Informations de l'aéroport se relayaient pour les renseigner. « Certains sont venus sans avoir entendu la radio, il a fallu les diriger vers la cellule de crise de TWA. D'autres étaient au courant mais ne savaient pas par quel vol arrivaient leurs parents. » « Nous ne sommes pas formés pour ce genre de situation, soulignait l'un des agents. Chacun réagit à sa manière. » Au guichet TWA, les passagers enregistrés normalement leur départ. Le premier vol à en direction des États-Unis devait décoller à midi.

Un numéro de téléphone est mis à la disposition des familles (16-1-45-44-98-32).

A Atlanta, un dispositif de sécurité impressionnant

ATLANTA

de notre envoyé spécial

Après l'explosion d'un camion piégé le 25 juin dans une base militaire américaine à Khobar, en Arabie Saoudite, 61 % des Américains étaient persuadés que des attentats pouvaient être perpétrés à Atlanta lors des Jeux olympiques qui doivent être ouverts vendredi 19 juillet par le président Bill Clinton en présence de nombreux chefs d'État. L'explosion de l'appareil de la TWA va sans doute renforcer cette psychose. Toutefois, dans les heures qui ont suivi la tragédie, aucune consigne particulière n'a été donnée au service d'ordre.

En présentant à la presse le dispositif de sécurité qui allait être déployé pendant les Jeux, le responsable de la sécurité du comité d'organisation (ACOG), Bill Rathburn, qui avait déjà occupé ces fonctions à Los Angeles en 1984, avait noté : « Nous n'avons connaissance d'aucune menace spécifique, mais nous n'avons économisé aucun effort, aucune dépense dans notre préparation ».

C'est ainsi que, pour parer à une éventuelle opération comparable à celle de l'Arabie saoudite, tous les camions circulant dans l'agglomération font l'objet d'une surveillance. Des scénarios de détournement d'avion, de prise d'otages dans le métro, d'accident impliquant des gaz toxiques ont été testés.

Le budget consacré à la sécurité doit être impressionnant, car une centaine d'agences fédérales, les polices de Géorgie et d'Atlanta, ainsi que celles des sites éloignés, et des volontaires sont impliqués dans un dispositif qui, selon l'estimation du magazine Fortune, devrait employer au moins 40 000 personnes alors que 15 000 en étaient chargées à Los Angeles.

Les causes possibles d'une explosion

Le Boeing 747 de la TWA a-t-il explosé en vol ? Son épave reposant par 40 mètres de fond, cette question devrait être vite tranchée. Dans le cas d'une explosion, les scénarios sont multiples. Le plus simple est celui d'une bombe terroriste. Cette hypothèse est facile à vérifier dès lors qu'on retrouve des débris et les enregistrements de vol de l'avion. Est également possible la défaillance d'une pièce des moteurs, très sollicités pendant la phase de montée. Les Américains sont actuellement préoccupés par des pièces contrefaites. Les na-

velles qui portent les réacteurs sont conçues pour contenir les effets d'une explosion. Mais des débris peuvent perfo-

rer le fuselage ou les ailes, qui abritent le carburant. Dans ce cas, l'équipage a toujours le temps de signaler le problème. L'appareil peut alors être victime du fret embarqué dans sa soute. Ainsi, un DC-9 s'est écrasé en mai en Floride à la suite, semble-t-il, de l'explosion de bonhommes d'oxygène qu'il transportait. Tout est possible, y compris le tir d'un missile.

Les attentats depuis 1976

● Septembre 1989 : un DC-10 d'UTA explose au-dessus du Niger, faisant 170 morts. Des responsables libyens sont soupçonnés.

● Décembre 1988 : une bombe fait exploser un Boeing 747 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, en Écosse (269 morts). Deux agents libyens sont accusés.

● Novembre 1987 : un Boeing 707 de la compagnie sud-coréenne KAL disparaît en mer, au large de la Birmanie, avec 115 personnes à bord. Une Coréenne admet en janvier 1988 avoir posé une bombe dans l'avion sur incitation des autorités nord-coréennes, afin de saboter les J.O. de Séoul.

● Avril 1986 : une explosion survient dans un Boeing 727 de la

compagnie américaine TWA au-dessus de Corinthe, en Grèce, faisant 4 morts. Une bombe avait été posée par les Cellules fedayines arabes-Cellules révolutionnaires Al-Kassem.

● Juin 1985 : un Boeing 747 d'Air India s'abîme en mer d'Irlande avec 329 personnes à bord. L'enquête menée par une commission gouvernementale indienne conclut à un attentat commis par des militants sikhs.

● Août 1982 : une bombe explose à bord d'un Boeing 747 de la Pan Am à l'atterrissage à Honolulu, faisant un mort.

● Octobre 1976 : un DC-8 des lignes aériennes cubaines s'abîme près de Bridgetown (Barbade), faisant 73 morts. L'attentat est revendiqué par un groupe anticolonialiste.

International on ne peut plus ordinaire », a expliqué un responsable de l'agence fédérale, qui a précisé que l'appareil avait décollé avec plus d'une heure et demie de retard.

LIVRÉ EN 1971

Jeudi matin, les nationalités des passagers n'avaient toujours pas été communiquées. Le Boeing de la TWA qui devait arriver à 8 h 15 à Roissy-Charles-de-Gaulle venait d'Athènes et avait atterri à New York trois heures avant d'en repartir.

D'importantes opérations de secours ont été lancées. Peu après 1 heure (locale), les garde-côtes ont annoncé avoir retrouvé « un

grand nombre de corps » dans le secteur de l'accident. Plus de trois heures après l'explosion, des morceaux d'épave continuaient à bruler sur l'eau. Les hélicoptères trouaient la nuit à la recherche d'éventuels survivants à l'aide d'équipements à infrarouge, tandis que d'autres hélicoptères éclairaient la surface de l'eau. Selon le commandant des garde-côtes, jeudi matin, les corps des victimes étaient identifiées. La température de l'eau, de l'ordre de 17 degrés, permettait plusieurs heures de survie.

Au cours d'une conférence de presse, Mike Kelly, le porte-parole de la TWA a refusé de confirmer l'âge de l'appareil, précisant toutefois que les avions de la compagnie ont en moyenne dix-huit ans. Cependant, le porte-parole de Boeing, Doug Webb, précisait aux journalistes que le 747 avait été livré à la compagnie le 17 octobre 1971.

Interrogés sur les chaînes de télévision les témoins ont tous parlé d'une « boule de feu dans le ciel » : « Il y a eu comme une grosse boule orange, on ne voyait que des flammes », expliquait une femme. Pour le pilote d'un avion privé qui affirme avoir assisté à l'explosion, l'appareil ressemblait à l'explosion en vol de la navette spatiale Challenger.

Afsané Bassir Pour

Hors-série

SCIENCES

ET

AVENIR

Spécial

soleil

ASTRONOMIE, SANTÉ, CLIMAT,...

Les mystères de notre étoile

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX